

ECHOS

JUDICIAIRES - GIRONDINS

VENDREDI 3 MARS 2023 - 2,20 €

N°7006-7007

LE HAILLAN

Ventigel fait
fondre les vigneron

GIRONDE

Héritage millénaire,
la cosmétique inclusive

LIVRES

La rentrée
des Bordelais

BORDEAUX

VU

À LA
TELE

DANS LES COULISSES
DE « QUI VEUT ÊTRE
MON ASSOCIÉ ? »



SOMMAIRE

SOMMAIRE

GIRONDE ACTU

4 FOCUS
Vu à la télé, dans
les coulisses de « Qui veut
être mon associé ? »

12 ACTU / GIRONDE
Ventigel fait fondre
les vigneron

14 ACTU / GIRONDE
Héritage millénaire,
la cosmétique inclusive

**16 L'ACTU PRÈS
DE CHEZ VOUS**



22 LE COUP DE CŒUR DE PHILIPPE

Domaine de Terrebrune,
Bandol rosé 2017

24 TRIBUNE

Éloge de l'égalité
femmes-hommes

28 TRIBUNE

La compliance, stratégie
plus que jamais

RÉGION ACTU

32 ECHOS EN RÉGION

36 LANDES

Shield Robotics : défis drones



28

38 LOT-ET-GARONNE

Marmande, une école de
3D à la campagne

39 LOT-ET-GARONNE

Salon de l'Agriculture :
le 47 en force

40 BÉARN

Pau Commerces :
une vitalité retrouvée

TENDANCES BUSINESS

42 ÉCONOMIE

Les jeunes entrepreneurs
face à la crise

44 ÉCONOMIE

Big Tech : de l'euphorie
à la nostalgie !

46 ÉCONOMIE

Le sport, un poids
lourd insoupçonné ?

CULTURE & SPECTACLES

48 CINÉMA

Les Petites Victoires

52 LIVRES

La rentrée des Bordelais

57 ANNONCES LÉGALES

VENTES AU TRIBUNAL
APPELS D'OFFRES
AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES
VIE DES SOCIÉTÉS
MANDATAIRES JUDICIAIRES
IMMOBILIER

ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS Édités par la Société ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS - SAS au capital de 45 000 € - Siège social : 108 rue Fondaudège CS 71900 - 33081 Bordeaux Cedex • SIRET 456 200 476 00038 • 05 56 52 32 13 • Réunion des cinq journaux d'informations judiciaires : **AFFICHES BORDELAISES** (fondées en 1904) **ANNALES DÉPARTEMENTALES** (fondées en 1933) **ANNONCES DU SUD-OUEST** (fondées en 1924) **INFORMATEUR JURIDIQUE** (fondé en 1948) **PETITES AFFICHES DE LA GIRONDE** (fondées en 1848) • Directeur de la publication : Guillaume **LALAU** • Directeur adjoint : Nicolas **THOMASSET** • Directeur des rédactions : Vincent **ROUSSET** • Rédactrice en chef : Astrid **GOUZIK** • Direction artistique : David **PEYS** • Maquettistes : Sarah **ALBERT**, Noëlie **SANZ** & Raphaëlle **MOURET** • Secrétaire général des rédactions : Michel **CASSE** • Rédaction : Nathalie **VALLEZ**, Jennifer **WUNSCH** & Marie-Amélie **HUSSON** • Responsable Organisation et Systèmes d'Information : Ophélie **BROUTTIER** • Chargée de Webmarketing et Community Manager : Cyrielle **MORFEA** • Assistante Communication Digitale : Magalie **RICCETTI** • Responsable Annonces Légales : Emmanuelle **GESLAIN** • Service Annonces légales : Nicolas **KARNAY**, Adèle **BROCHARD**, Sandrine **CARCENAC** & Estelle **MENAUT** • Direction financière et administrative : Katia **DE STEFANO** • Responsable comptabilité : Florence **MANOEUVRIER** • Service abonnement : Catherine **DEPETRIS** • Service comptabilité : Élodie **VIGNEAU** • Service commercial annonces légales : Anthony **BLUTEAU**, Christophe **CLERTEAU** & Franck **DUPERIÉ** • **PUBLICITÉ** : Guillaume **LALAU** & Christine **SABOURIN** • Tél. 05 56 52 32 13 • publicite@echos-judiciaires.com • Dépôt légal à parution Hebdomadaire - Parution le vendredi • Impression : **ROTIMPRES** Carrer del Pla de l'Estany, sn, 17181 Aiguaviva, Girona, Espagne • Routage **SUD MAILING** • Commission paritaire n° 0223 I 82797 ISSN 0420-4360 • Prix unitaire : 2,20 € • Abonnement 1 an : 69 € au 05 57 14 07 55



V TÉ

À LA

DANS LES
DE « QUI
MON ASS



Le jury de l'émission business de M6 (de gauche à droite) :
Delphine André, Jean-Pierre Nadir, Isabèle Chevalier, Éric Larchevêque,
Anthony Bourbon et Marc Simoncini.

U LÉ

COULISSES
VEUT ÊTRE
OCIÉ ? »

Les 7 entrepreneurs girondins des 3 premières saisons de l'émission « Qui veut être mon associé ? » nous dévoilent les coulisses de leur participation au programme de M6. Comment ont-ils été sélectionnés ? Quels étaient leurs doutes et leurs objectifs ? Comment se sont-ils préparés ? Quels sont les écueils et les bénéfices de l'exercice ? Leurs réponses.

Par Jennifer WUNSCH

Qu'ont en commun les sept participants bordelais à l'émission-phénomène de M6, « Qui veut être mon associé ? » ? Une histoire à raconter, un projet singulier et surtout, une forte personnalité. « Pour être choisi par la production, il faut d'abord proposer un produit ou un service qui parle au grand public », commence Émilie Bernier O'Donnell, qui a marqué la saison 3 avec son jeu d'enquête grandeur nature Detective Box. Cette dernière saison de « Qui veut être mon associé ? » a en effet réuni 2 millions de téléspectateurs en moyenne par épisode, faisant de M6 le leader auprès des moins de 50 ans (22 % de parts d'audience) et des 25-34 ans (38 % de parts d'audience). « Ensuite, ils cherchent à savoir si le fondateur saura défendre son projet et s'il l'incarne bien », analyse Émilie Bernier O'Donnell, qui a

joué les apprentis policiers pour immerger le jury dans la scène de crime installée sur le plateau de tournage. Quand Pierre-Henry Servajean, créateur de la marque de jeans en Armalith® ultra-résistants Bolid'ster, a fait son entrée sur une moto lors de la saison 2 avant de proposer au jury de pratiquer un « torture-test » sur ses pantalons. Entre spectacle, suspense et émotion, le tout appuyé par une musique très présente, l'émission fait le show tout en gardant son côté business, saupoudrée de chiffres et de termes tels que « crowdfunding », « scalable », « business model », « game changer », « lead » ou encore « valorisation ». « Aujourd'hui, ils mettent même des sous-titres pour expliquer les termes techniques ou les anglicismes », remarque Audrey Destang, fondatrice de la marque de papiers d'hygiène made in France et écoresponsables Popee, qui a égayé la saison 2 avec son



ENTREPRISE :
**JOUÉ MUSIC
INSTRUMENTS**

ENTREPRENEUR :
PASCAL JOGUET

PRODUIT :
**INSTRUMENT
DE MUSIQUE
NUMÉRIQUE
+ LOGICIEL
+ CONTENUS**

OBJECTIF :
Feed-backs
d'entrepreneurs chevronnés

BÉNÉFICE :
Une visibilité insoupçonnée

AUJOURD'HUI :
Objectif de **6 000 ventes** en
2023, puis lancement aux
États-Unis

SAISON 2.
TOURNAGE 2021.
DIFFUSION 2022



pupitre en papier toilette et son écharpe tricolore. Malgré tout, « la plupart des conversations techniques sont coupées au montage », dévoile Émilie Bernier O'Donnell, les candidats faisant l'objet d'un reportage de plusieurs heures et d'un tournage en plateau de 1 h 30, pour une prestation diffusée qui n'excède pas le quart d'heure.

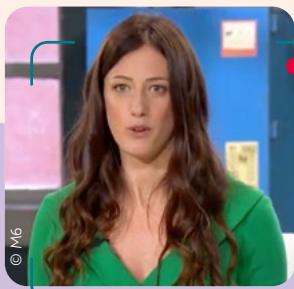
**44 ÉLUS SUR
3 000 POSTULANTS**

Détectés par la production après avoir reçu un prix comme l'Innovation Award du CES de Las Vegas pour Ludvine Romary et

ses bijoux connectés MyEli, ou le prix coup de cœur des auditeurs d'Europe 1 pour Nicolas Morby, fondateur du cabinet de recrutement de rue Ethypik, certains candidats sont des habitués des plateaux télé. Audrey Destang, dont l'histoire débute dans la forêt de pins familiale dans les Landes, a eu sa rubrique sur BFM TV pendant un temps. Nelly Meunier, qui a imaginé la Sunday Box pour communiquer avec sa grand-mère lorsque sa famille était éparpillée aux quatre coins du monde, est elle aussi coutumière des plateaux de BFM Business. Elle y est encore apparue ce 18 février dans une émission sur la solitude

du dirigeant. Nicolas Morby, inspiré par ses 15 ans de collecte de fonds pour des ONG dans la rue, a quant à lui été chroniqueur sur France 3 Aquitaine. Mais tous ont dû passer « sous les fourches caudines » de la production, selon les mots de Pierre-Henry Servajeau, pour faire partie des 44 heureux élus sur 3 000 postulants : un questionnaire en 70 points, l'envoi d'un produit et d'une vidéo de présentation, et enfin plusieurs passages devant différents comités.

« Je l'ai répété **comme une pièce de théâtre** »



ENTREPRISE :
SUNDAY BOX

ENTREPRENEUR :
NELLY MEUNIER

PRODUIT :
**BOX TV
+ TÉLÉCOMMANDE
POUR LES SÉNIORS
ET LEURS FAMILLES**

OBJECTIF :
Levée de fonds

BÉNÉFICE :
Notoriété et
200 000 euros levés

AUJOURD'HUI :
Entreprise vendue au
Niçois FingerTips

**SAISON 1.
TOURNAGE 2019.
DIFFUSION 2020**

L'ART DU PITCH

Mais c'est bien leur maîtrise de l'art du pitch qui leur a permis d'obtenir le précieux sésame. « Projet, produit, développement commercial, financement, modèle économique... tout cela doit être présenté en 2 minutes », rappelle Pascal Joguet, créateur de Joué Music, qui développe un instrument de musique numérique modulable. Contacté par la production pour participer à la première saison de l'émission, alors inconnue, il accepte finalement de participer à la saison 2, en considérant l'exercice comme « un challenge entrepreneurial. Je n'étais pas du tout à l'aise, alors j'ai énormément préparé mon pitch en amont, je l'ai répété comme une pièce de théâtre », confie-t-il. Les entrepreneurs sont également accompagnés par les coaches en pitch de l'émission et les plus stressés bénéficient d'un soutien psychologique. « Tout est *sizé*, millimétré, il n'y a pas de place pour l'à-peu-près », note Nicolas Morby, qui convient « avoir été très intimidé » et avoir hésité à



participer, son projet étant différent de ce qui est présenté habituellement dans l'émission. « Je ne voulais pas polluer mes prises de parole ».

DOUTES

Ces doutes, ils sont nombreux à les avoir affrontés avant de confirmer leur participation à « Qui veut être mon associé ? ». En particulier quant à l'objectif principal de l'émission, qui consiste à lever des fonds auprès du jury, composé d'entrepreneurs reconnus. Mais faire entrer des investisseurs à son capital est loin d'être anodin, en particulier lorsque le projet a déjà atteint un certain niveau de

maturité. « Faire un deal nécessite une relation de proximité qui se construit sur la durée, je ne me voyais pas prendre cette décision en 2 minutes », admet Pascal Joguet. « J'ai forgé mes convictions au cours d'un cheminement long d'une vingtaine d'années. Je voulais donc garder la main sur la stratégie et le nom de mon entreprise », ajoute Pierre-Henry Servajean, qui reconnaît cependant que s'il y avait eu un représentant de ses secteurs d'activité (textile, mode ou moto), il aurait pu accepter une proposition. La spécialité des membres du jury présents lors du tournage peut en effet changer la donne. « C'est dommage pour nous qu'Éric Larchevêque n'ait pas été là. Heureusement, il a pu nous donner par la suite ses conseils sur la partie hardware », raconte Nelly Meunier, pionnière de la

saison 1 qui avait tout de même levé 200 000 euros auprès de Delphine André (GCA Transport, Logistique-Hôtellerie). Émilie Bernier O'Donnell, qui a apprécié « l'exercice difficile » consistant « à faire une levée de fonds en parlant en même temps aux clients et aux investisseurs », s'est, elle, permise d'éconduire Éric Larchevêque (Ledger, Algosup) au profit de 3 autres investisseurs, lui permettant de réunir 150 000 euros pour lancer le 2^e opus de son jeu. Le profil des jurys, Ludivine Romary de MyEli l'avait très bien étudié : « le côté hardware » d'Éric Larchevêque, « le côté software » de Marc Simoncini (Meetic, Angell Bike), « le côté très B2C et business model » d'Anthony Bourbon (Feed et Blast Club), « le côté industrie » de Delphine André, « le côté étranger » d'Isabelle Chevalier (Bio-K Plus International), et a précisé d'emblée qu'elle préférerait que son investisseur soit une femme. Sans succès.



© M6

ENTREPRISE :
DETECTIVE BOX

ENTREPRENEUR :
**ÉMILIE BERNIER
O'DONNELL**

PRODUIT :
**JEU D'ENQUÊTE
EN 3 BOX
+ APPLICATION**

OBJECTIF :
Visibilité

BÉNÉFICE :
Levée de fonds
de 150 000 euros

AUJOURD'HUI :
Recrutements, puis
lancement à l'international

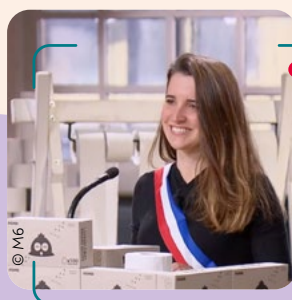
SAISON 3.
TOURNAGE SEPT.
2022. DIFFUSION
JANV. 2023



FEED-BACK D'ENTREPRENEURS CHEVRONNÉS

Finalement peu nombreux à lever des fonds, les entrepreneurs viennent également chercher les conseils de ce jury composé de « six investisseurs emblématiques du dynamisme et de la créativité française, qui ont choisi de donner leur chance à de nouveaux talents. Eux aussi ont eu un jour une bonne idée et besoin d'aide, de conseils et de financements pour la développer avec succès », résume le pitch de l'émission. « Ce que je voulais, c'était surtout avoir le feed-back d'entrepreneurs chevronnés. Ils m'ont permis de com-

prendre que le produit n'était pas encore aligné avec ma vision, qui consiste à mettre les gens à la musique grâce à un objet accessible. Depuis, on a ajouté des contenus, simplifié les interfaces... », explique Pascal Joguet de Joué Music. « Moi, j'ai enfin trouvé mon modèle économique. Nous proposons maintenant notre prestation au forfait-jour plus une commission pour chaque placement (recrutement et formation) », indique Nicolas Morby, qui a suivi les conseils de Jean-Pierre Nadir (Fairmoov). Fondée depuis seulement 8 mois lors du tournage de l'émission, MyEli est pour sa part « en évolution business sur les opportunités B2B. Nous lançons également un club et préparons un changement majeur de technologie », annonce Ludivine Romary, qui a elle bénéficié des suggestions avisées d'Anthony Bourbon.



ENTREPRISE :
POPEE

ENTREPRENEUR :
AUDREY DESTANG

PRODUIT :
**PAPIER D'HYGIÈNE
FRANÇAIS
ÉCORÉSPONSABLE**

OBJECTIF :
Compléter une levée de fonds

BÉNÉFICE :
Accélération de business

AUJOURD'HUI :
Diversification vers d'autres produits d'hygiène

SAISON 2.
TOURNAGE MARS
2021. DIFFUSION
JANV. 2022

« Notre passage dans l'émission a engendré un **pic de ventes incroyable et insoupçonné** »

EXPLOSION DES VENTES

Les retombées du passage dans « Qui veut être mon associé ? » sont aussi stratégiques que commerciales pour les entreprises, avec une explosion des ventes enregistrées le soir même et la semaine suivant la diffusion, nécessitant une bonne anticipation au niveau des stocks et de la montée en charge des sites web. « Notre passage a engendré un pic de ventes incroyable et insoupçonné », s'étonne encore Pascal Joguet, qui a vendu



ENTREPRISE :
ETHYPIK

ENTREPRENEUR :
NICOLAS MORBY

PRODUIT :
**CABINET DE
RECRUTEMENT
DE RUE**

OBJECTIF :
Levée de fonds

BÉNÉFICE :
Changement de modèle économique / Contacts B2B

AUJOURD'HUI :
En cours de levée de fonds

SAISON 3.
TOURNAGE SEPT.
2022. DIFFUSION
JANV. 2023

3 200 instruments en 2022. Même constat pour Nelly Meunier, qui a écoulé dans la semaine suivant la diffusion 1 500 Sunday Box (sur les 4 500 unités vendues entre 2018 et 2020) ; et pour Émilie Bernier O'Donnell, qui comptabilise 1 700 Detective Box vendues et 25 000 vues de son profil LinkedIn en l'espace de seulement 72 heures. Ludivine Romary, qui a gagné 5 000 membres dans sa communauté en une soirée, a atteint en 48 heures trois fois les ventes de bijoux connectés réalisées habituellement en un mois. De plus, elle a « constaté un effet longue traîne sur les ventes. Il faut savoir utiliser ce trafic pour le capitaliser », conseille-t-elle.

Ce pic de ventes, Bolid'ster, qui vend ses jeans garantis 10 ans entre 200 et 500 euros, l'a connu également. « Notre site est passé de 200 à 100 000 visiteurs en une journée. Notre stock a été liquidé en 2 semaines. Malheureusement, nous avons connu une crise de production ensuite », révèle Pierre-Henry Servajean, qui a depuis résolu son problème en faisant appel à trois ateliers de fabrication au lieu d'un et annonce la rentabilité de son site lors du dernier exercice.



ENTREPRISE :
MAD PROJECT

ENTREPRENEUR :
**PIERRE-HENRY
SERVAJEAN**

PRODUIT :
**JEAN BOLID'STER
ULTRA-RÉSISTANT
EN ARMALITH®**

OBJECTIF :
Faire le buzz

BÉNÉFICE :
Accélération des ventes

AUJOURD'HUI :
Ouverture en mars d'un
show-room dans le quartier
Saint-Michel

**SAISON 2.
TOURNAGE AVRIL
2021. DIFFUSION
JANV. 2022**

« Ce que
je voulais, c'était
surtout avoir
**le feed-back
d'entrepreneurs
chevronnés** »

CARTE DE VISITE

Pour Audrey Destang, qui a réalisé 3 mois d'acquisition en seulement 10 minutes, alors même qu'elle a été diffusée en deuxième partie de soirée, l'émission a servi d'accélérateur sur la partie B2B. « Nous avons touché les particuliers, mais aussi la grande distribution. Cela nous a permis de relancer des contacts en cours avec Franprix, Intermarché, Carrefour, Chronodrive d'Auchan ou encore Leclerc », énumère la jeune femme. Plus d'une centaine d'entreprises, dont 80 % de grands groupes, ont également été intéressées par le projet unique de Nicolas Morby, qui « apporte une réponse de recrutement aux profils invisibles qui ne figurent sur aucun canal. Keolis, RATP Dev, Voltalis, Sodexo... ont ainsi pris contact avec nous pour recruter notamment des conducteurs de bus ! », se félicite-t-il. Cette visibilité incomparable dure de surcroît dans le temps. « Les retombées médiatiques se sont accrues et la notoriété de Sunday a duré près de 2 ans », dévoile Nelly Meunier, passée dans l'émission en 2020 et qui a revendu son entreprise fin 2022. « Les gens m'arrêtent même dans la rue pour me remercier », s'émeut Nicolas Morby. « L'émission nous a surtout apporté du point de vue de l'image. C'est un ticket d'entrée, une vraie carte de visite », confirme Ludivine Romary de MyEli, qui indique désormais sa participation à « Qui veut être mon associé, sai-

son 3 » sur son profil LinkedIn. La jeune femme, qui devrait boucler un tour de table d'ici 2 mois, le reconnaît : « une levée de fonds prend du temps. Notre passage dans l'émission nous a permis de nous crédibiliser et d'aller beaucoup plus vite ».

RETOUR EN GRÂCE

Si la carte de visite « vu dans QVEMA » constitue un accélérateur à tous les niveaux, l'émis-





ENTREPRISE :
MYELI

ENTREPRENEUR :
LUDIVINE ROMARY

PRODUIT :
**BIJOU CONNECTÉ
POUR LA SÉCURITÉ
DES PERSONNES**

OBJECTIF :
Se faire connaître
Lever des fonds

BÉNÉFICE :
Pivot stratégique
vers le B2B

AUJOURD'HUI :
Levée de fonds
en cours (avril) /
Nouvelle technologie
en développement

**SAISON 3.
TOURNAGE SEPT.
2022. DIFFUSION
JANV. 2023**

sion signe surtout le retour en grâce de l'entrepreneur, avec des audiences qui vont crescendo d'une saison à l'autre. « Cette émission est intéressante d'un point de vue macro car elle remet en valeur l'esprit d'entreprise, la prise de risque et la passion, même si c'est un métier difficile. L'entrepreneur est mieux valorisé aujourd'hui qu'avant, et ce genre d'émission y participe », se réjouit Pierre-Henry Servajeau.

VENTIGEL FAIT FONDRE LES VIGNERONS

Pierre Perrinet, gérant de l'entreprise Polypoies au Haillan, a développé un système combinant une forte ventilation et un chauffage afin de protéger les cultures du gel. En 2022, dans le Bordelais, 82 Ventigel ont été déployés dans 45 propriétés viticoles.

Par Astrid GOUZI

« Sur les 6 derniers printemps, 4 ont été marqués par des gelées tardives. » Dans les locaux de l'entreprise Polypoies, au cœur de la zone d'activités du Haillan, Pierre Perrinet, son dirigeant, nous désigne une carte du vignoble bordelais constellée de punaises rouges. Elles matérialisent les châteaux où cet ingénieur des Arts et Métiers a installé ses Ventigel pour protéger les vignes des redoutés frimas printaniers. En 2022, une centaine d'appareils ont été vendus, dont 82 dans la région bordelaise. Perché sur un mât métallique, un ventilateur de forte puissance, alimenté par de l'électricité, combiné à un système de chauffage au fuel, permet de limiter les dégâts sur les ceps de vigne lorsqu'ils se mettent à bourgeonner. « Le principe est assez simple, on sèche d'abord le végétal avec un flux d'air puis on le chauffe pour éviter qu'il ne gèle », détaille Pierre Perrinet. L'idée de cette impressionnante machine germe dans un coin de sa tête depuis 2003. C'est finalement en 2020 que le projet Ventigel se concrétise. « Philippe Ferrier, propriétaire du château Duplessis arrive dans mon bureau et me sollicite pour que l'on

trouve ensemble une solution contre le gel », se souvient-il. Une première version, fixe, du Ventigel voit le jour. Six mois plus tard, en 2021, une deuxième version est développée, « fruit d'un échange continu entre Philippe Ferrier et moi ».

OBJECTIF : 150 VENTIGEL

En ce mois de mars 2023, dans les 1 800 m² d'atelier de l'entreprise Polypoies, qui fabrique les Ventigel pour le compte de la société Setag (dont Pierre Perrinet est aussi le PDG), les équipes s'affairent pour peaufiner la préparation des 150 appareils assemblés cette année. Une troisième version du Ventigel améliorée en se basant sur les retours clients. « Ce nouveau modèle est plus silencieux », se félicite Pierre Perrinet. L'appareil, de moins d'un mètre de large, peut couvrir environ 3 hectares. Et il peut être déplacé entre les vignes grâce à trois points d'attelage.

« Ventigel nous a aidé à protéger facilement notre vignoble de 2 hectares », témoigne François Balaesque du Clos Cabana qui avait gelé à 90 % en 2021. En 2022, après s'être équipé de Ventigel, le gel n'aurait touché que 2 à 3 % de ses cultures.

DES SUBVENTIONS

Les viticulteurs peuvent être aidés pour financer l'achat des Ventigel, vendus un peu moins de 30 000 euros l'unité. « Il existe un programme de subvention de 30 % du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine ou de 40 % de la part de France Agrimer, plafonné à 40 000 euros », précise Pierre Perrinet. Dans son plan de développement, le chef d'entreprise songe déjà à proposer, dès 2024, un service de location longue durée à ses clients.

VERS L'ARBORICULTURE

Après deux saisons de rodage, Pierre Perrinet prévoit aussi d'élargir sa clientèle cible. « On se développe déjà

**PIERRE
PERRINET**
président fondateur
de Ventigel



POLYPOLES SOUFFLE LE CHAUD ET LE FROID

Si Pierre Perrinet consacre aujourd'hui 95 % de son temps à la société d'exploitation des technologies antigel (Setag) qui commercialise les Ventigel, il est aussi le dirigeant de l'entreprise Polypoies.

Lorsque son père décède subitement en 1998, il décide de racheter l'entreprise familiale, spécialisée dans le chauffage industriel, pour éviter de la liquider et préserver ses 5 emplois.

Polycombus devient alors Polypoies et se développe dans la vente et la location de produits de chauffage et de climatisation à destination des professionnels et des collectivités. En 2022, la PME a réalisé un chiffre d'affaires de 8 millions d'euros et emploie 45 personnes.

Les viticulteurs peuvent être aidés pour financer l'achat des Ventigel, vendus un peu moins de 30 000 euros l'unité

en Charente, auprès des producteurs de cognac. Puis on se rapproche aussi du secteur de l'arboriculture », glisse-t-il. Des contacts ont déjà été noués avec l'union des pruniculteurs du Lot-et-Garonne ainsi qu'avec des producteurs de kiwis dans les Pyrénées-Atlantiques. Et d'autres technologies pourraient sortir des locaux du Haillan, par exemple des poêles à granulés pour les vignes. « On réfléchit à toutes les solutions qui pourraient aider les viticulteurs à lutter contre le gel », insiste Pierre Perrinet.

Avec un chiffre d'affaires prévisionnel de 4 millions d'euros pour 2023, Setag (qui emploie actuellement 5 personnes) devrait doubler ses effectifs prochainement. Et affiche des objectifs ambitieux : « d'ici cinq ans, nous voudrions vendre 500 exemplaires du Ventigel par an ». Les punaises rouges sur la carte du vignoble bordelais devraient donc se multiplier dans les années à venir.



HÉRITAGE MILLÉNAIRE LA COSMÉTIQUE INCLUSIVE

Nelly Doumouya, entrepreneuse bordelaise, vient de lancer une nouvelle marque de soins capillaires : Héritage Millénaire. Elle a bouclé une campagne de financement participatif qui lui permettra de démarrer la commercialisation de son spray capillaire en juin 2023.

Par Marie-Amélie HUSSON

Proposer une marque de soins naturels, pour tous types de cheveux, inspirés des secrets de beauté ancestraux du monde, et 100 % made in France : c'est l'ambition de Nelly Doumouya, fondatrice de Blessy Beauty, avec sa marque Héritage Millénaire.

« C'est ma propre expérience cliente traumatisante qui m'a inspirée », relate la jeune dirigeante. « J'ai utilisé un lissage brésilien, ça m'a brûlé les cheveux, j'ai dû porter des perruques pendant un an. » C'est alors que la Bordelaise décide d'en apprendre davantage sur ses cheveux et observe une réelle carence en cosmétique inclusive et saine sur le marché de la beauté naturelle. « C'est important pour moi d'apporter une solution optimale et innovante. Nos produits contiennent plus de 90 % d'éléments d'origine naturelle », insiste-t-elle.

18 MOIS DE R&D

Pour lancer sa gamme cosmétique, Nelly Doumouya a pu bénéficier d'un prêt d'honneur de 10 000 euros de la part du réseau Initiative Gironde. « À titre personnel, j'ai également investi 37 000 euros en fonds propres, puisque je suis toute seule sur le projet », explique la créatrice. Elle a également reçu une subvention pour le développement de son innovation de la part de Bpifrance, en fin d'année 2022. Dix-huit mois de R&D, dans un laboratoire situé en Île-de-France, auront été nécessaires pour développer ses 3 soins multi-usage. Une gamme volontairement limitée pour ne pas

multiplier le nombre de produits dans la salle de bain. D'abord, le spray capillaire, que l'entrepreneuse souhaite commercialiser cette année. Avec ou sans lavage, il est à base d'eau de riz fermentée. « Ensuite, on a l'huile de shampoing qui représente l'univers d'Afrique centrale, et le masque capillaire, là, c'est l'univers d'Amérique latine », ajoute la créatrice de la marque.

MADE IN NOUVELLE-AQUITAINE

Sa première campagne de financement participatif s'est achevée le 28 février dernier. 102 % de l'objectif fixé, qui était de 4 000 euros, soit 4 091 €, ont été récoltés. « Dans un premier temps, nous commercialiserons via notre futur site d'e-commerce. Puis à moyen terme, je voudrais ouvrir un concept store à Bordeaux et Paris, où notre communauté est la plus importante. » Ensuite, la marque sera commercialisée en BtoB pour les parapharmacies et les concept stores beauté.

« Si tout va bien au niveau de la production, on devrait lancer la commercialisation du spray capillaire en juin 2023 », estime Nelly Doumouya qui table sur 2024 pour la gamme complète. La fabrication sera confiée au sous-traitant Cosmefab, sur son usine de Mourenx, dans les Pyrénées-Atlantiques. Pour la suite, la Bordelaise imagine déjà une marque internationale : « j'ai des contacts avec le marché européen francophone, notamment en Belgique et en Suisse », assure-t-elle.

« À moyen terme, je voudrais ouvrir **un concept store à Bordeaux et Paris** »





**NELLY
DOUMOUYA**
fondatrice de Blessy Beauty

UNE MARQUE SOLIDAIRE

Nelly Doumouya espère reverser une partie de ses bénéfices à des associations de lutte contre la drépanocytose, une maladie génétique qui affecte les globules rouges. « En tant qu'ancienne enfant malade, je veux donner ce que j'ai reçu », développe-t-elle. C'est pourquoi, lors de la campagne participative, un produit a été mis en valeur : pour le coffret Big Heart, l'intégralité des bénéfices sera versée à une l'association Dréinfos pour financer une collecte de médicaments en faveur d'enfants malades atteints de drépanocytose.

L'ACTU PRÈS DE CHEZ VOUS



SAINT-MÉDARD-D'EYRANS GO4IOT DANS LE GIRON DU GROUPE ARAMIS

C'est acté depuis la fin du mois de janvier. La start-up Go4IoT, qui accompagne les entreprises dans les usages des objets connectés, est devenue une filiale de l'ETI girondine Aramis, connue pour sa marque Dal'Alu. Go4IoT et ses 4 salariés, étaient déjà hébergés sur le site du groupe Aramis, à Saint-Médard-d'Eyrans. « Des synergies ont commencé à être mises en place avec Dal'Alu, et ce projet de rapprochement est arrivé naturellement », commente Jean-Baptiste Micouleau, président du groupe Aramis, fondé en 1960. La start-up va ainsi accompagner l'entreprise familiale dans sa transformation digitale et lui apporter son savoir-faire dans l'IoT (Internet of Things). La jeune pousse fondée en 2018 par Pascal Lavour va de son côté bénéficier de la solidité financière d'Aramis, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 315 millions d'euros en 2021 et emploie 800 personnes.

BLANQUEFORT BERKEM SÉCURISE SES POSITIONS AUX ÉTATS-UNIS

Le groupe Berkem, spécialiste de la chimie du végétal, a annoncé l'acquisition du nord-américain i.Bioceuticals, distributeur exclusif des ingrédients nutritionnels du néerlandais INC. L'acquisition de cette filiale, située dans l'État du Massachusetts aux États-Unis, permettra à l'ETI girondine, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 51,8 millions d'euros en 2022, de distribuer directement en Amérique du Nord sa gamme de principes actifs antioxydants. « En sécurisant des capacités de distribution aux États-Unis, le Groupe Berkem accélère son internationalisation tout en restant fidèle à son ADN visant à proposer des solutions d'origine naturelle », a commenté Olivier Fahy, son PDG.





© Marie-Amélie Husson

BLANQUEFORT UNE PREMIÈRE PIERRE POUR L'USINE HDF

Damien Havard, PDG de Hydrogène de France (HDF), Étienne Guyot, préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, Alain Rousset, président du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, Alain Anziani, président de Bordeaux Métropole, et Véronique Ferreira, maire de Blanquefort, étaient réunis pour la pose symbolique de la première pierre de l'usine de piles à combustible de forte puissance de l'entreprise HDF. Sur son site de Blanquefort, elle fabriquera, dès 2024, des piles à combustible de forte puissance. Elle fournira les marchés nationaux et internationaux de la mobilité lourde (maritime, et ferroviaire) et de la production d'électricité pour les réseaux. Son PDG a annoncé qu'il recruterait une centaine de personnes, d'ici un an. La fin de la construction est annoncée pour décembre 2023.

BORDEAUX LA FINTECH OBVY LÈVE 2 MILLIONS D'EUROS

Avec un marché de l'e-commerce en hausse de 13,8 % en 2022 et pesant 146,9 milliards d'euros, la solution de paiement sécurisé bordelaise Obvy connaît un développement sans précédent. Sa solution tout-en-un (paiement, livraison, gestion des litiges, gestion de tous les types de transactions, opérations marketing...) permet aux entreprises utilisatrices « de diviser par 10 le temps et le coût de mise en place d'un système transactionnel complet », assure Obvy dans un communiqué. La fintech cofondée par Charles-Henri Gougerot-Duvoisin vient de lever 2 millions d'euros auprès de fonds d'investissements tels que 4Ventures et de business angels. Cela doit lui permettre d'embaucher une dizaine de personnes en 2023, notamment pour renforcer ses équipes commerciales et techniques, « afin d'accélérer son déploiement en France et en Europe », précise l'entreprise.



CHARLES-
HENRI
**GOUGEROT-
DUVOISIN**
cofondateur
d'Obvy

© D.R.



STEVY
LLONG-TAI
cofondateur
d'Obvy

© D.R.



**ÉLÉNA
POINCET**
CEO Tehtris



**LAURENT
OUDOT**
CTO Tehtris

PESSAC

TEHTRIS RENFORCE SON COMITÉ D'ADMINISTRATION

Le spécialiste français de la cybersécurité, fondé par Éléna Poincet et Laurent Oudot, vient de nommer trois personnes à son comité d'administration : Jean-Bernard Lévy, ancien PDG d'EDF (2014-2022), de Thalès et de Vivendi ; Richard Vacher Detournière, directeur financier du groupe Provepharm Life Solutions ; et Antoine Troesch, directeur de l'investissement de la Banque des Territoires du groupe Caisse des Dépôts.

« Leur expérience et leur vision combinées nous aideront à accélérer nos opérations de cyberdéfense pour les entreprises et les entités gouvernementales », a réagi Laurent Oudot sur sa page LinkedIn. « Il s'agit d'une parfaite transition après avoir levé 64 millions d'euros en 2 ans, pour notre position sur les marchés en Europe et au-delà, grâce à nos investisseurs avertis et aguerris, et à des équipes internes magiques et engagées au service de clients et de partenaires passionnants. Avec Éléna Poincet et les équipes, nous sommes impatients de travailler avec nos nouveaux membres du conseil d'administration pour continuer à innover et à faire avancer la cybersécurité pour tous », a-t-il ajouté.

NOUVELLE-AQUITAINE

QUATRE ENTREPRISES GIRONDINES DANS LE FT120

Sélectionnées sur des critères de chiffre d'affaires et de levées de fonds, les quatre sociétés néo-aquitaines figurant dans le programme national French Tech 120 sont des habituées du classement à l'exception d'un petit nouveau. La biotech Treefrog Therapeutics, la marque de croquettes pour chiens Ultra Premium Direct et l'expert de la mesure de précision Geosat sont rejoints par Little Worker, le spécialiste de la rénovation. Deux entreprises qui possèdent des bureaux en Gironde figurent également au très sélectif Next40, indice qui rassemble les 40 start-ups les plus prometteuses de la French Tech : les dirigeables de Flying Whales et les appareils numériques reconditionnés de Back Market.



**AURÉLIEN
BROS**
cofondateur de
Little Worker

**NICOLAS
BLETTERER**
cofondateur de
Little Worker

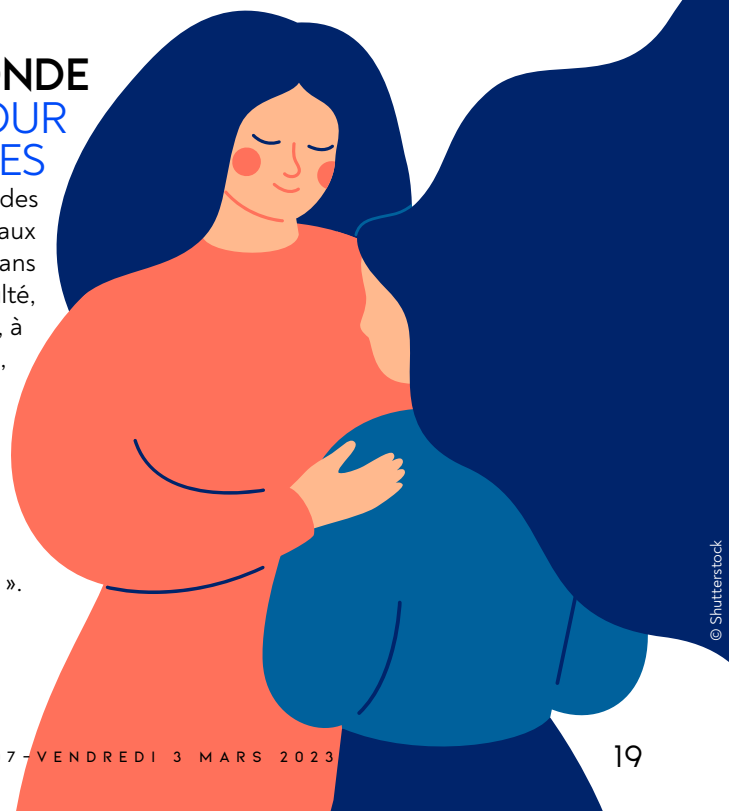


BORDEAUX AUDIENCE SOLENNELLE DES AUDITEURS DE JUSTICE

Le 17 février, a eu lieu l'audience solennelle des auditeurs de justice de l'École Nationale de la Magistrature (ENM). Cette audience s'est tenue en présence du garde des Sceaux Éric Dupond-Moretti, des chefs de la cour de cassation Christophe Soulard et François Molins, de la directrice de l'ENM Nathalie Roret. Isabelle Gorce, première présidente de la cour d'appel, a relevé dans son discours introductif que c'était la plus importante promotion qu'ait connu l'ENM, soit 380 futurs magistrats. Après les réquisitions de Pierre-Yves Couilleau, procureur général près la cour d'appel de Bordeaux, Éric Dupond-Moretti s'est adressé aux élèves magistrats qui venaient de prêter serment : « Ces 380 futurs magistrats sont l'avenir de la justice ! En 2024, ils seront près de 500 », a ainsi déclaré le garde des Sceaux.

GIRONDE LES AVOCATS MOBILISÉS POUR LES DROITS DES FEMMES

À l'occasion de la Journée internationale du droit des femmes, ce mercredi 8 mars, les avocats du barreau de Bordeaux offrent à toutes les femmes des consultations gratuites dans les locaux de l'Association pour l'accueil des femmes en difficulté, du Point Info Femme, de l'Office du tourisme de Langon, à la mairie et au CHU de Targon, au CDIFF Bordeaux et Cenon, aux Galeries Lafayette, à Charles Perrens ou encore au tribunal judiciaire. Les consultations sont aussi possibles par téléphone au 05 24 99 39 76. De plus, une soirée débat est organisée à la Maison de l'Avocat en présence de la Procureur de la République, de la Bâtonnière de Pampelune ainsi que de magistrats et avocats espagnols sur le thème : « L'Espagne est-il un modèle pour la lutte contre les violences conjugales ? ».





© TS - Mairie de Bordeaux

GIRONDE UNE MAISON POUR LES LIVREURS À VÉLO

Afin de soutenir les coursiers à vélo, la Mairie de Bordeaux met à leur disposition un espace dédié. L'augmentation de la livraison à vélo, si elle est écologique et reste un enjeu majeur de mobilité urbaine, a aussi des impacts humains et sociaux. Ils sont entre 2 000 et 3 000 sur la métropole bordelaise à livrer à vélo à toute heure du jour et de la nuit. Pour la plupart non-salariés, ces travailleurs précaires n'ont pas accès aux dispositifs de droit commun (médecine du travail, protection sociale, etc.) et connaissent mal leurs droits. La ville et Bordeaux Métropole se mobilisent aux côtés d'AMAL (Association de Mobilisation et d'Accompagnement des Livreurs), Médecins du monde, EtuRécup et la Cimade pour créer ce lieu de refuge qui est ouvert du mardi au vendredi de 14 h à 18 h. Sur place, les livreurs pourront bénéficier des permanences de Médecins du monde, d'un accompagnement dans leurs démarches administratives, sociales et professionnelles, y réparer leur vélo, ou simplement s'y reposer.



© Salon du Vintage

BORDEAUX SALON DU VINTAGE À DARWIN

Pour sa 8^e édition bordelaise, le Salon du Vintage accueille, au Darwin Eco-System, quai des Queyries, en plus d'une centaine d'exposants professionnels du design, de la mode, du vinyle et des classiques cars, une exposition consacrée à la musique. Le Salon du Vintage rend ainsi hommage aux icônes musicales qui ont marqué les années 70 à 90. Des blazers rayés de Gainsbourg par le couturier Maurice Renoma aux tenues androgynes de David Bowie en passant par des pièces signées Jean-Paul Gaultier pour Madonna, c'est l'imagerie musicale de trois décennies que le Salon du Vintage proposera aux visiteurs. Les 11 et 12 mars, de 10 h à 19 h.



Arnaud Sautier, directeur de Renault Formation France, et Gérard Gomez, président de la CMA Nouvelle-Aquitaine, lors de la signature du renouvellement du partenariat.

NOUVELLE-AQUITAINE RENOUVELLEMENT DU PARTENARIAT GROUPE RENAULT/CMA NOUVELLE-AQUITAINE

Le 27 février, Gérard Gomez, président de la CMA Nouvelle-Aquitaine, et Arnaud Sautier, directeur de Renault Formation France, ont reconduit leur partenariat sur la formation. Tous deux souhaitent renouveler cette collaboration, initiée depuis 3 ans avec le centre de Bordeaux, en l'élargissant aux centres de formation de Mont-de-Marsan dans les Landes, et de Lagord en Charente-Maritime, à la rentrée 2024. Le CFA de la CMA Nouvelle-Aquitaine va ainsi continuer à former des salariés de Renault avec 4 types de formations pour leur permettre de développer leurs compétences, notamment dans le cadre de la montée en puissance des véhicules électriques et hybrides. « Nous sommes en train de créer un pôle automobile sur le campus bas carbone de Lagord, nous avons lancé la rénovation totale du site de formation de la Palme à Agen, et nous travaillons sur l'aménagement du pôle automobile de Limoges. L'objectif est de doter nos centres de formation des technologies de pointe pour pouvoir proposer des formations de grande qualité aux apprentis, à des adultes en reconversion, ainsi qu'à des salariés du Réseau Renault », a précisé le président Gomez lors de la signature.

NOTRE SÉLECTION DE BUREAUX À L'ACQUISITION



EXCLUSIVITÉ QUARTIER DES CHARTRONS

- Immeuble Haussmannien
- Prestations haut de gamme
- Terrasses privées

623 m²



EXCLUSIVITÉ BORDEAUX LAC

- Immeuble de bureaux privatif
- 30 emplacements de parking
- Tramway ligne C

715 m²



BORDEAUX BASSINS A FLOT

- Plateau de bureaux atypique et lumineux, style industriel
- Vitrine avec linéaire important
- Tramway ligne B

355 m²

**Tourny
Meyer.**

Conseil en
**IMMOBILIER
d'AVENIR**

05 56 51 28 28 - bordeaux@tournymeyer.fr

LA CONNAISSANCE DES TERRITOIRES •

RENNES | LORIENT/VANNES | NANTES | **BORDEAUX** | BAYONNE | TOULOUSE | MONTELLIER

Tourny Meyer, 318 rue de Fougères, Immeuble le Noven, 35 700 RENNES Transaction sur immeubles et fonds de stratégie immobilière de locaux professionnels - CPI N° 3301 2018 000 036 727 délivrées par la CCI d'Ille-et-Vilaine - Garantie financière : GALIAN 89 rue de la Boétie, 75008 PARIS pour un montant de 120 000 € - La société Tourny Entreprise ne doit recevoir ni détenir d'autres fonds, effets ou valeurs que ceux représentatifs de sa rémunération ou de sa commission.- photos non contractuelles

JLL
PARTENAIRE



DOMAINE DE TERR BANDOL

Les rosés de Provence connaissent un engouement sans limites depuis quelques années. Un succès commercial incroyable que les millésimes successifs ne démentent pas ! Dès les beaux jours, les bouteilles de rosé remplissent les vasques sur les comptoirs et il n'est pas rare de jeter quelques glaçons dans son verre pour en faire des fameuses piscines de rosé... Mais le rosé ne mérite-t-il pas meilleur traitement ? Certes, c'est un vin qui se veut désaltérant, à l'instar d'un vin blanc, avec des

arômes de fruits rouges, gouleyant et accessible. Mais c'est également un grand vin de gastronomie. Et pour celui qui s'intéresse d'un peu plus près au sujet, les alternatives vers des rosés dits de table ne manquent pas en Provence. Nous avons choisi cet excellent rosé 2017 du Domaine de Terrebrune. Reconnu pour son aptitude à prendre de la complexité au vieillissement, les rosés de Terrebrune déploient après cinq ans d'âge une palette gustative hors norme. Le profil aromatique de cerises bien mûres et d'épices safranées



EBRUNE ROSÉ 2017

l'emporte sur les arômes de fruits primaires. Dans ce cas, le terroir n'y est pas pour rien. Ce fameux Trias composé de marnes argilo-calcaires de la commune d'Ollioules joue sa partition à plein poumon... C'est cette origine qui donne à ce rosé de Bandol un caractère si trempé et bien singulier que l'âge lui confère. Sortez des sentiers battus du petit rosé de soif pour déguster les grands rosés de gastronomie après au moins un à deux ans de bouteilles. Vous verrez, cela ne vous empêchera pas de voir la vie en rose !

© Atelier Gallien - E.J.G



Par Philippe MAURANGE,
Directeur de l'agence
OZCO BORDEAUX

ÉLOGE DE L'ÉGALITÉ FEMMES- HOMMES

Depuis ces dernières années, Metoo oblige, de plus en plus d'entreprises, médias, institutions, élus, villes et associations ont fait le job pour faire avancer l'égalité femmes-hommes. Pour autant, quel chemin encore ! À l'occasion de cette journée du 8 mars, je vous propose un décodeur des situations et freins couramment partagés par les femmes...

Par Marie-Laure HUBERT-NASSER
Fondatrice et CEO de YouWan, Bordeaux

Pendant de nombreuses années, en amont du 8 mars, j'appelais associations, journalistes, organismes pour leur proposer des actions pour cette journée internationale des droits des femmes. Longtemps les retours furent assez timides et je me souviens des remarques : « Pourquoi un jour et pas tous les jours ? », « Tiens, c'est ta journée des jupettes », « étrangement, chez nous, ce sont les femmes qui ne veulent pas bouger »... Parfois, on me posait des questions, me proposait une tribune, souvent on me prêtait des lieux pour nous

réunir. Et puis #metoo a renversé la table et de plus en plus de personnes s'y sont mises et de plus en plus de médias, institutions, élus, villes et associations ont fait le job.

FAIRE BOUGER LES LIGNES

J'ai alors pris la décision de créer YouWan, la réussite au féminin.

Une plateforme de formations pour les femmes pour leur permettre de booster leurs carrières. Et je me souviens de ce moment où, acceptés dans notre incubateur⁽¹⁾, il nous a été demandé de « pitcher » devant les autres start-ups. On était une quinzaine de boîtes, fondateurs et associés, dans le grand open space et elles avaient toutes défilé avec des projets très différents, du deep tech à l'automobile en passant par les applications mobiles pour la santé en zone rurale ou le choix de voitures ou d'appartements à distance... Notre tour passé, les doigts se levèrent et les questions commencèrent à pleuvoir. « Mais pourquoi un programme pour les femmes, seulement ? » « Mais quelles difficultés rencontrent les femmes ? » « Que peut-on faire pour aider leur carrière à progresser ? »...

MOINS BIEN PAYÉES

Une longue discussion naquit d'où émergèrent curiosité, sidération et partage d'expériences. Une situation que nous vivons depuis lors, assez régulièrement. Pourquoi ce sujet paraît-il si actuel et méconnu à la fois ? Comment se fait-il que tant de personnes ignorent les freins et l'injustice que rencontrent les femmes au travail. Un constat qui n'honore pas une société contemporaine. Comment accepter par exemple d'être moins bien payées à fonctions égales (15 % d'écart) ou de voir sa carrière ralentie, surtout au moment des enfants et des congés maternité... Sans parler de la retraite qui ne devrait pas favoriser le sort d'un grand nombre de femmes.

74 % des Français reconnaissent qu'en matière d'égalité, « **il y a encore beaucoup à faire** »



○○○

Il y a quelques jours paraissait une enquête inédite et approfondie produite par la Fondation Jean-Jaurès sur les inégalités entre les femmes et les hommes avec 74 % des Français reconnaissant qu'en matière d'égalité, « il y avait encore beaucoup à faire » ! Des chiffres alarmants dénoncent par ailleurs une aggravation des situations discriminatoires pour les femmes notamment dans le monde du travail. Un recul de 5 points par rapport au dernier rapport Ifop de 2004 ! Et au final, un souhait des Français de voir prioritairement la condition des femmes s'améliorer, notamment en matière d'égalité salariale. Un enjeu contemporain majeur pour l'opinion publique qui relaie les campagnes de mobilisation telles que l'arrêt symbolique du travail par les femmes le 7 novembre, date à laquelle les employées ne sont plus payées si l'on considère l'écart des salaires constaté dans les entreprises. Alors pour ce 8 mars, j'ai eu envie de vous proposer un décrypteur des situations et freins couramment partagés par les femmes. Et des conseils pour permettre d'avancer. L'égalité est un élément fondateur de l'innovation ! Qui plus est dans l'entrepreneuriat. Mais pour réaliser cette égalité, il est bon de savoir décrypter ce qui nous freine !

LE SYNDROME DE L'IMPOSTURE

Nous sommes paraît-il 70 % de la planète à survivre au syndrome de l'imposture. Ce sentiment que nous ne sommes jamais à la hauteur et que nous ne méritons pas la reconnaissance qui nous est faite. Une amie me parlait de cette voix intérieure qu'elle entendait chuchoter : « tu seras démasquée. Ils sauront que tu n'es pas au niveau ». Nous

sommes nombreuses à entendre la même voix, y compris au sommet des responsabilités. Il arrive parfois que des femmes réalisent en m'écoutant que ce qu'elles ressentent a donc un nom, partagé par beaucoup d'autres et finalement cela rassure !

TRAVAILLER LA CONFIANCE EN SOI

Travailler la confiance en soi et l'estime de soi, se féliciter des réussites, s'accorder une récompense plutôt que de sauter sur le prochain challenge sont des moyens pour sortir de cette emprise. Ce syndrome, nous l'avons échafaudé en grandissant, en cumulant des « croyances limitantes ». Des injonctions de l'enfance que nous avons adoptées sans nous interroger sur la réalité de ces affirmations, comme par exemple « on n'est pas doués en math dans la famille » qui conduit des générations à adopter ce principe comme une vérité. Une croyance qui nous limitera toute notre vie, sauf à en prendre conscience. Et nous conduira vers une orientation professionnelle pas toujours conforme à nos désirs.

LE SYNDROME DE LA HOTTE

Un syndrome bien connu dans le monde du travail qui est celui de dire « oui » à toutes les tâches qui nous sont proposées par peur de décevoir ou de ne pas être au niveau ! Un dossier supplémentaire alors que nous sommes déjà surchargées, un remplacement le week-end, une soirée de plus avec les clients, un voyage non prévu... Petit à petit, nous remplissons la hotte (du père Noël) de missions que nous n'arriverons pas à porter sauf à prendre sur son temps de repos, sur sa santé. Un générateur

de burn out qui pourrait être évité en apprenant à dire « non ».

Poser ses limites, savoir refuser une mission ou une nouvelle responsabilité parce que nous ne pouvons pas l'assumer ou parce que nous priorisons d'autres enjeux mais aussi parce que nous choisissons une plus grande harmonie vie pro vie perso. Important d'apprendre à le dire. Sans agacement. Avec souplesse et parfois même sans explication. Ne pas s'empêtrer dans des explications personnelles fait gagner du temps.

LA GESTION VIE PRO, VIE PERSO

Un réel challenge que de se retrouver à 22 heures après le coucher des enfants avec l'ordinateur sur les genoux ! Nous sommes très nombreuses à nous raconter ces soirées où nous reprenons nos dossiers au lieu de lire un bon roman ! Courir, accélérer, courir encore, telle est la vie d'une maman. Un stress permanent accompagne nos vies. Et cette fameuse « charge mentale » semble nous ronger le cerveau. Penser à l'orthodontiste en pleine conférence, se demander si les enfants auront fait leurs devoirs en rentrant, s'inquiéter de la tenue de sport à laver ou du rendez-vous à prendre et de la pâte à tartiner à acheter. Car les statistiques le montrent et même si les conjoints sont actifs, nous faisons 1 heure 30 de tâches ménagères supplémentaires au quotidien.

LE LEADERSHIP OU COMPRENDRE CERTAINS CODES DU POUVOIR

Être un leader nécessite une compréhension de certains codes du pouvoir. Ne vous asseyez plus au fond de la salle quand vous êtes en retard. Mettez votre veste rouge pour un rendez-vous important. Redressez-vous dans une assemblée d'hommes. Mettez-vous au premier rang pour la photo annuelle de votre entreprise ! Si vous prenez la parole, préparez-la et prenez le temps de dérouler

L'égalité femmes-hommes est un élément fondateur de l'innovation, qui plus est dans l'entrepreneuriat !

votre pensée. N'expédiez pas vos arguments. Regardez vos interlocuteurs. Faites en sorte d'attirer leur attention et s'ils parlent en même temps que vous, arrêtez-vous et attendez de récupérer leur attention. Ne forcez pas la voix.

« MANSPLAINING »

En toute situation, prenez véritablement votre place, choisissez, vous aussi, votre bureau et les différents signes qui feront de vous l'égale de votre collègue. J'ai mis du temps à apprendre ces codes. Je les ai transmis dans un essai⁽²⁾. Les femmes sont bien souvent confrontées au mansplaining ! Cela vient de « man » et « explaining ». Traduisez : un homme explique à

une femme un sujet pour lequel elle a une réelle expertise et le plus souvent sur un ton paternaliste. C'est ainsi que m'ont été expliqués mes livres, leur sens, ce que je devais traduire des actes de mon patron, ce qu'il pensait quand il m'avait confié le contraire ou plus récemment ce qu'était mon entreprise ! J'admets accepter avec le sourire le mansplaining en matière de cuisine, mon niveau est assez faible ! Pour le reste, cela reste insupportable. Il arrive aussi que des femmes dont le parcours fut rude adoptent plus que de raison les codes de leurs aînés. Elles tapent alors durement et dans cette situation, une citation de Madeleine Albright me revient en mémoire, « Il y a une place spé-

ciale en enfer pour les femmes qui n'aident pas les autres femmes ». « Il faut s'aider, se serrer les coudes », affirme Mercedes Erra. Il faut faire grandir la sororité et développer des cercles vertueux. De nombreuses femmes célèbres s'y emploient.

ALORS COMMENT AIDER LES FEMMES ?

Traitez-les comme des égales, en acceptant leurs différences.

(1) 1kubator

(2) *Petit Guide à l'usage des femmes qui s'engagent en politique.*
Editions Payot

En toute situation, **prenez véritablement votre place !**



© Shutterstock

ANNE-CÉCILE
BANNIER-MATHIEU

Avocat Counsel au sein du cabinet
Stream, avocats & solicitors Bordeaux



LA COMPLIANCE STRATÉGIQUE PLUS QUE JAMAIS

Quelques jours seulement après l'adoption par le Conseil de l'Union européenne du 10^e paquet de sanctions à l'encontre de la Russie et de la Biélorussie, la compliance ou « conformité » est plus que jamais un sujet d'actualité. Longtemps cantonnée au secteur bancaire et à la sécurité financière, la « compliance » ou conformité, s'est rapidement étendue aux entreprises françaises de tous secteurs travaillant à l'international, opérant en dollars et parfois présentes aux États-Unis et au Royaume-Uni. La loi dite « Sapin 2 » a accéléré son développement en France et la proposition de directive (UE) sur le devoir de vigilance des entreprises actuellement en discussion devant le parlement européen va ouvrir le scope des PME/ETI assujetties à la mise en place d'un plan de vigilance, passant du seuil actuel de 5 000 salariés (et réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 150 millions d'euros) à très probablement celui de 500, voire 250 salariés dans certains secteurs (pêche, trading de matières premières...).

**Entretien avec Anne-Cécile BANNIER-MATHIEU,
Avocat Counsel au sein du cabinet Stream,
avocats & solicitors Bordeaux**

La conformité dans une entreprise est à géométrie variable par l'effet de plusieurs paramètres qui lui sont intrinsèques : ses effectifs, implantations géographiques, secteurs d'activité, positionnements marchés, son organisation ou encore sa forme juridique.

Historiquement spécialisés en droit des transports et du commerce international, nous sommes depuis longtemps sensibilisés à cette question, une grande partie de nos clients opérant dans des zones géographiques et exerçant un business à risques, impliquant des questions quotidiennes de conformité et la mise en place d'une démarche adaptée (rédaction de code éthique, procédures d'alerte interne, adaptation des contrats et règlements internes en matière RH etc.), qui nous paraît aujourd'hui incontournable pour le développement de ses affaires, que l'entreprise soit ou non assujettie à une obligation réglementaire.

Qu'est-ce que la conformité et l'éthique des affaires, quel rapport entretiennent-elles ?

La compliance vise à respecter un cadre réglementaire défini. Elle se distingue très schématiquement en cela de l'éthique qui n'impose pas le respect de règles, mais fait appel aux valeurs qui sont propres à chacun et à chaque entreprise. À titre d'exemple, lorsqu'une entreprise doit prendre position dans un contexte qui dépasse le cadre réglementaire, ses principes éthiques pourront l'aider à justifier et à résoudre ces problématiques.

La culture compliance est issue des pays anglo-saxons et diffère selon que l'on évolue en Europe de l'Est, aux États-Unis ou auprès d'acteurs locaux en Afrique ou en Asie.

Cela étant, il me semble important d'avoir une compréhension assez large de la compliance et non segmentée, dans la mesure où la démarche et la méthodologie restent identiques quels que soient les sujets traités (devoir de vigilance, anticorruption, données personnelles etc.).

Quelles sont les entreprises concernées par les obligations en matière de conformité ?

Très concrètement la conformité aujourd'hui en France ce sont notamment (mais pas seulement...) les textes et l'application des seuils suivants :

Dans les entreprises de plus de 50 salariés, le décret n° 2022-1284 du 3 octobre 2022 relatif aux procédures de recueil et de traitement des signalements émis par les lanceurs d'alerte.

Dans les entreprises de plus de 500 salariés et dont le chiffre d'affaires est supérieur à 100 millions d'euros, la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la trans-

parence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite loi « Sapin 2 ».

Dans les entreprises de plus de 5 000 salariés, la loi du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre, qui instaure, dans le code de commerce, de nouvelles obligations de vigilance à l'égard de certaines sociétés qui doivent mettre en œuvre de manière effective un plan de vigilance.

Pour toutes les entreprises, le RGPD, les règlements européens relatifs aux différents régimes des sanctions européennes, notamment le régime relatif aux mesures de restrictions commerciales prises contre la Russie et la Biélorussie.

Il existe également des textes sectoriels qui ne concernent que certains secteurs, comme les textes touchant les importateurs de certains minerais.

Au-delà de l'existence des seuils légaux, pourquoi les PME/ETI ont-elles intérêt à mettre en œuvre une démarche éthique et à construire un plan de conformité ?

Comme nous l'avons vu, plusieurs seuils sont applicables dans différentes matières de la compliance de sorte que certaines entreprises n'ont d'autres choix que de se conformer aux règles applicables, au risque, à défaut, de se faire sanctionner pénalement et/ou administrativement.

Pour autant, certaines PME et ETI non assujetties à ces seuils ont tout intérêt à se conformer à une démarche éthique et de conformité, dans la mesure où elles sont indirectement touchées par la loi sur le devoir de vigilance si elles travaillent avec une société de plus de 5 000 salariés ou par la loi Sapin 2, si elles interagissent avec un groupe de plus de 500 salariés, chacun de ces groupes devant s'assurer que ses sous-traitants appliquent une politique de conformité.

Si les entreprises demeurent notamment sous les seuils de la loi Sapin 2, il convient de regarder néanmoins leur zone d'activité géographique, leurs relations d'affaires et leurs secteurs d'activité pour évaluer une possible exposition aux risques de corruption.

Même si elles n'ont donc pas les mêmes obligations que celles des groupes entrant dans le cadre du devoir

Les financeurs (fonds, banques)
intègrent **de plus en plus de critères liés à la conformité** pour sélectionner leurs clients

de vigilance ou de l'article 17 de la loi Sapin 2, les impacts de faits de corruption sur l'image de l'entreprise sont les mêmes, quelle que soit sa taille.

De même, les financeurs (fonds, banques) intègrent de plus en plus de critères liés à la conformité, souvent anti-corruption, pour sélectionner leurs clients ou leurs cibles d'investissement.

Dans le cadre d'appels d'offres notamment internationaux, il est régulièrement requis des candidats qu'ils fassent état d'un plan de conformité (anticorruption, devoir de vigilance etc.), qui constituera un avantage concurrentiel pour l'entreprise.

La culture compliance doit être distillée par le top management puis redescendre au sein de l'entreprise

Enfin si la PME/ETI exerce son activité à l'international, utilisant notamment le dollar, elle rentre alors dans le champ d'application du Foreign Corrupt Practice Act (FCPA), compte-tenu de l'extra-territorialité des lois américaines en la matière.

Comment une PME/ETI peut-elle entreprendre une démarche éthique et de compliance ?

Toute démarche de conformité débute par une cartographie des risques : identification, évaluation et hiérarchisation des risques. En matière maritime et dans le cadre du commerce international, l'un des premiers risques que nous identifions chez nos clients est le risque « pays », les filiales étant souvent basées et les opérations accomplies dans des régions du monde où l'indice de perception de la corruption est élevé. Forte de cette cartographie, l'entreprise pourra à l'échelle du groupe, de certaines de ses filiales ou de certaines business units mettre en œuvre les outils de la conformité que sont notamment :

- le code éthique,
- une procédure de vérification des tiers avec lesquels elle contracte (due diligence process),
- une procédure d'alerte interne,
- une procédure cadeaux et invitations et,
- le renforcement des contrôles comptables.

L'entreprise pourra également mettre à jour ses contrats avec l'insertion d'une clause « éthique et conformité », particulièrement utile à l'international lorsqu'il existe notamment un risque « sanctions » sur les acteurs de l'opération ou le produit/bien concerné.

Pour qu'elle soit efficace, cette démarche s'inscrira dans la culture de l'entreprise et pour cela, il est important que (i) les outils mis en place vivent et soient mis à jour régulièrement (ii) ses salariés et le cas échéant partenaires soient régulièrement formés et sensibilisés (ex. mise en pratique réelle de la politique cadeaux et invitations). L'organisation d'événements comme la « compliance week » ou l'animation du réseau compliance au sein du Groupe permettront de faire vivre au quotidien la conformité au sein de l'entreprise.

En pratique pour une PME/ETI qu'est-ce que cela implique ?

Cela implique en tout premier lieu l'engagement de l'instance dirigeante : la culture compliance doit être distillée par le top management puis redescendre au sein de l'entreprise. Dans un second temps cela implique l'engagement de tous les services, la compliance étant par nature une matière transversale. Les services ressources humaines, finance, achats, juridique, audit et contrôle interne accompagneront le processus et l'intégration des connaissances et expériences des opérationnels.

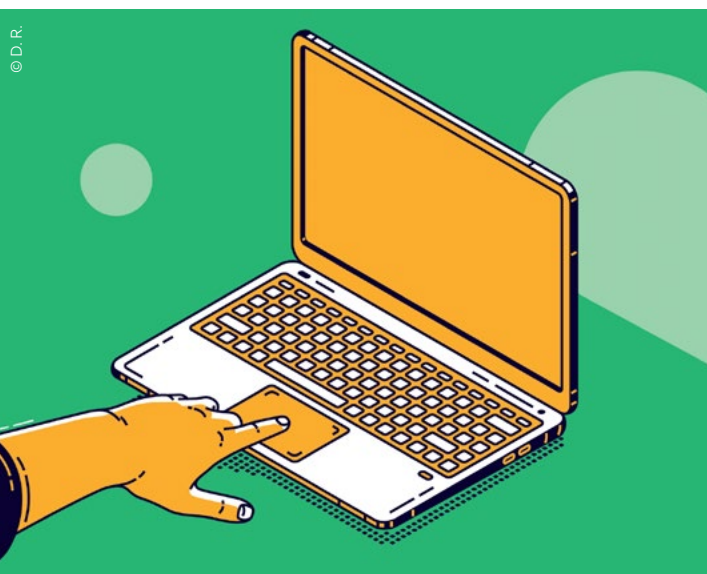
Très concrètement pour une PME/ETI cela implique donc de l'engagement et la mise à disposition d'un budget dédié, même si bien entendu, il est important d'être pragmatique et ne pas s'attendre à ce qu'une PME/ETI ait le même niveau de maturité dans ce domaine qu'une entreprise du CAC40 disposant de la surface financière nécessaire, d'un département juridique et de conformité, etc.

Quels sont les risques en cas de non-conformité, notamment pour le dirigeant ?

L'engagement de la responsabilité pénale du dirigeant notamment en cas de corruption est l'un des risques majeurs. Rappelons à ce titre que l'article 41-1-2 du code de procédure pénale prévoit que « les représentants légaux de la personne morale mise en cause demeurent responsables en tant que personnes physiques ». Outre des sanctions pénales, des sanctions administratives peuvent également être prononcées par les autorités de contrôle (Agence Française Anti-corruption, CNIL etc.).

Enfin, le risque lié à l'image en cas de faits de corruption ou d'atteinte au devoir de vigilance notamment reste sans doute le plus important pour une entreprise.

LES ECHOS EN RÉGION



LANDES

LE MARSAN EN LUTTE CONTRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE

Portée par le Bus France Services de Mont-de-Marsan Agglomération, l'opération « 1 ordi, 1 clic » est de retour, en partenariat avec l'Agence landaise pour l'informatique (Alpi), et le dispositif « Ordi Pin 40 », qui permet de remettre en circulation les ordinateurs reconditionnés des collèges du département. Jusqu'au 28 avril, les habitants éloignés du numérique de 16 communes rurales et, nouveauté 2023, des quartiers prioritaires de la ville (la Moustey, le Peyrouat, Hélène Boucher et le Gouillardet) sont invités à s'inscrire pour être équipés d'un ordinateur portable et se former afin de favoriser leur autonomie. Une formation obligatoire dispensée par le conseiller numérique de Mont-de-Marsan Agglomération et la Ligue de l'enseignement. La dotation est limitée à 15 ordinateurs par commune et 45 pour les quartiers prioritaires.

LANDES

LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DES CHEMINS DE COMPOSTELLE

420 km de chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle traversent les Landes vers l'Espagne, et 82 hébergements pour l'accueil des pèlerins, marcheurs ou cyclistes sont recensés sur les quatre voies convergeant dans le département, celles du Puy (la plus fréquentée), du Vézelay, de Tours et du littoral. La dernière enquête de l'Agence française des chemins de Compostelle vient d'être présentée par Landes Attractivité. À 49 %, le chemin est fait pour « se ressourcer, déconnecter », devant l'aspect spirituel (44 %).

Côté budget, un cheminant ayant traversé les Landes dépense 41,4 euros par jour (inférieur à la moyenne nationale 45,4 euros), essentiellement pour dormir (à 58 %) et manger (34 %), pour un parcours total à 1 803 euros. 83 % des sondés ont fait des haltes dans un gîte d'étape, 27 % en chambre d'hôtes, 20 % en presbytère ou hôtellerie monastique, 14 % en camping et 13 % en bivouac. Seule petite ombre au tableau, certains disent avoir parfois du mal à trouver des commerces ouverts dans les villages et... à se connecter à internet.



LOT-ET-GARONNE CENTER PARCS LABELLISÉ

Après 8 mois d'ouverture, le parc situé sur les communes de Pindères et Beauziac obtient le Label Clef Verte. Le Label Clef Verte est le 1^{er} label de tourisme durable pour les hébergements touristiques et les restaurants.

C'est dans ce cadre que 119 critères ont été vérifiés dans différents champs de la gestion environnementale. Concrètement, voici les actions reconnues au Domaine des Landes de Gascogne :

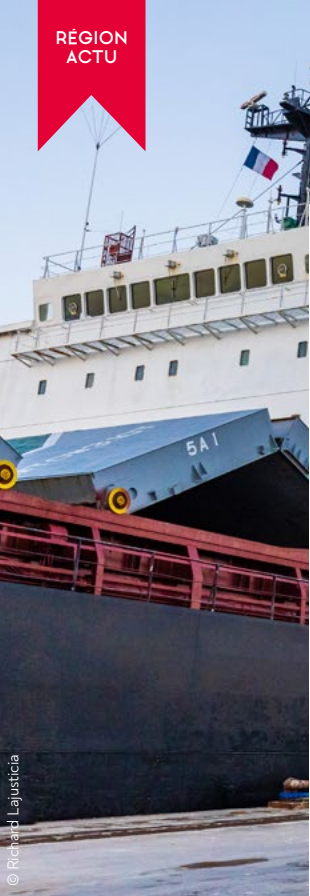
la chaufferie biomasse en capacité de couvrir 90 % des besoins énergétiques de l'Aqua Mundo, 10 000 m² de jardins potagers en permaculture et un plan de lutte contre la pollution lumineuse. Il s'agit du 1^{er} établissement labellisé du Lot-et-Garonne et ce, avec les félicitations du jury. Une réponse aux critiques environnementales dont a pu faire l'objet ce projet.



LOT-ET-GARONNE LE MIN, 5^E PÔLE ÉCONOMIQUE DU DÉPARTEMENT

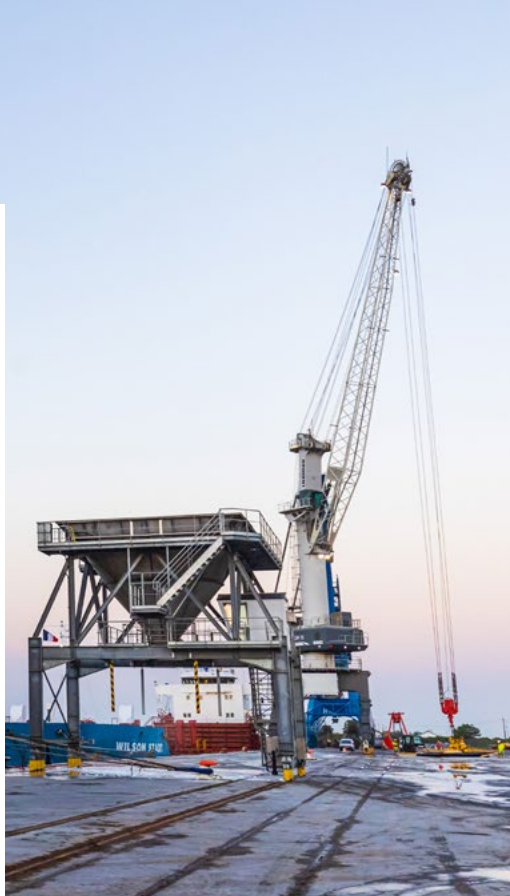
La société gestionnaire du Marché d'Intérêt National d'Agen, la Sologemin, a présenté ses vœux en détaillant les investissements qui ont été réalisés sur le site, 5^e pôle économique du département. Ainsi, une enveloppe de 8 millions d'euros a permis la création d'une plateforme de regroupement et de tri des déchets, le remplacement de la centrale de production de froid, la rénovation et la modernisation des entrepôts frigorifiques et la requalification d'une ancienne friche qui permettra l'installation de nouvelles activités alimentaires. De plus, le chantier de la modernisation du carreau qui vient de démarrer permettra la création d'une plateforme couverte de 4 600 m² accessible aux poids lourds et des mises à quais pour les petits porteurs, l'aménagement d'espaces commerciaux, d'espaces de négoce alimentaire, de magasins fermiers et des bureaux.





PORT DE BAYONNE TRAFIC EN BAISSÉ

Avec 2 051 891 tonnes de trafic en 2022, l'activité du port industriel de Bayonne est en baisse de - 15,1 % comparé à 2021. D'après la CCI Bayonne Pays Basque, gestionnaire du port, le conflit russo-ukrainien a entraîné une volatilité du cours des matières premières ayant eu pour conséquence la baisse significative du trafic d'engrais (- 30 %) et du trafic d'hydrocarbures (- 40 %) en 2022. Toujours d'après la CCI Bayonne Pays Basque, la crise énergétique a touché de plein fouet de gros acteurs industriels sur le port de Bayonne, contraints de réduire leur activité en fin d'année. Par contre, le port de pêche de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure affiche une activité en hausse pour 2022 avec 8 524 tonnes (+ 1,46 %) de poissons débarquées. L'augmentation du prix moyen à 3,54 euros (+ 6 %) permet une évolution du chiffre d'affaires du port à 30 175 000 euros.



PAYS-BASQUE LAINAMAC ET LA CCI LANCENT UN CLUSTER LAINE

Le centre de formation Lainamac de Felletin dans la Creuse et la Chambre de Commerce et d'Industrie Bayonne Pays Basque s'associent pour dynamiser la filière laine de Nouvelle-Aquitaine. Forte de plus d'une centaine d'entreprises, 700 emplois et 2 300 tonnes de laine récoltées chaque année, cette filière est composée d'entreprises expertes des métiers de la laine. Les thématiques de travail de ce cluster soutenu par le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine seront notamment le renouvellement des modèles d'entrepreneuriat, la formation, le développement d'expertises et l'innovation. La première rencontre du cluster se tiendra le 27 avril prochain à Libourne.

LANDES PROJET DE CENTRALE SOLAIRE À ORIST

À Orist, BayWa r.e., spécialiste des énergies renouvelables, développe depuis juin 2021 un projet de centrale agrivoltaïque qui associera production d'énergie solaire, élevage bovin et culture de kiwi. À l'issue des inventaires environnementaux réalisés par le bureau d'études indépendant Écosphère, révélant une sensibilité écologique faible sur ces terrains autrefois dévolus à la monoculture de maïs, la conception se précise. Sur la partie sud du périmètre, 3 hectares seront consacrés à la culture de kiwi, protégée par des panneaux semi-transparents conçus sur mesure par l'opérateur. Une dizaine d'hectares au nord de la zone seront équipés de panneaux photovoltaïques installés sur des supports adaptés à l'élevage de blondes d'Aquitaine. Les panneaux solaires pour la partie bovine seront rehaussés à une hauteur de 2,50 m au point le plus bas pour permettre la libre circulation des animaux sur toute la zone.



© BayWa r.e.



LANDES NOUVELLE MARQUE POUR MAÏSADOUR

Le groupe coopératif Maisadour (1,41 milliard d'euros de chiffre d'affaires, 4 810 salariés) annonce la création de la marque VEGA (Végétale expertise de la graine à l'assiette). Elle est à la fois destinée aux agriculteurs pour valoriser leurs productions et aux industriels du végétal auxquels elle garantit « un sourcing tracé et une sécurisation de leurs approvisionnements, en volume et en qualité, et ce dans la durée », précise le groupe dans un communiqué. L'offre porte à la fois sur une gamme de maïs à valeur ajoutée, des solutions de gestion du risque (climatique, volatilité des marchés) et une formule pour développer les exploitations.

Cette nouvelle marque « traduit notre volonté de moderniser notre approche : logistique apprenante, digitalisation, sécurisation du revenu agriculteur, productions bas-carbone, mais aussi lancement de productions de miel sur les exploitations pour réveiller la biodiversité. En clair, notre engagement est de transformer durablement notre pôle végétal », résume Laurent Badin, directeur commercial de Maisadour.

SHIELD ROBOTICS

DEFIS DRONES

Homme volant, élagage d'arbres, projets militaires...

La technologie développée sur drones par Shield Robotics à Saint-Geours-de-Maremne permet de multiplier les applications sur mesure. Le carnet de commandes d'Anthony Gavend est plein à sept mois.

Par Julie DUCOURAU

Il a créé ses premiers logiciels de contrôle réseau alors qu'il n'était qu'un collégien à Peyrehorade. Rapidement, le jeune homme quitte le lycée - en seconde - pour monter sa toute première entreprise. Aujourd'hui, à seulement 34 ans, Anthony Gavend gère trois structures différentes : une dans l'informatique, une dans la robotique (les deux dans les Landes) et une autre, par le hasard des rencontres, dans l'agro-pastoralisme en Auvergne-Rhône-Alpes pour aider à la « cohabitation intelligente avec le loup grâce à l'outil numérique... »

DE LA R&D POUR L'ARMÉE ET DES START-UPS

Shield Robotics, c'est vraiment son bébé. Après l'avoir créée à Hinx il y a deux ans, l'autodidacte landais s'est résolu à déménager à Saint-Geours-de-Maremne en mai dernier pour attirer des profils haut

de gamme. « Le gros avantage ici, comme on est à un quart d'heure de la plage, c'est qu'il y a une meilleure attractivité pour l'embauche d'ingénieurs (en mécanique, logiciel système embarqué...), même si le problème de logement se complique », explique celui qui a ainsi triplé sa surface de travail, avec deux ateliers de 150 m² chacun à Domolandes, le technopôle landais de la zone d'activités Atlantisud. Ici, l'équipe d'une quinzaine de personnes fait « beaucoup de recherche et développement, principalement autour du drone, pour différentes sociétés, de la petite structure ou start-up qui a une idée à mettre en œuvre à de gros groupes comme Safran ou Thalès et aux armées françaises. Les projets exceptionnels, c'est notre quotidien. »

L'an passé, un client monégasque a demandé à Shield Robotics de lui fabriquer une voiture volante avec pilote embarqué, qui vole à 70 km/h, comme l'ont montré des tests effectués en Italie.

« On vient de faire voler Vincent Descols, le champion du monde de wingsuit [la combinaison ailée, NDLR], avec quatre réacteurs 100 % électriques pour pousser plus loin le rêve d'Icare de voler comme un oiseau. Ça fait un an qu'on travaille sur ce projet », commente Anthony Gavend.

Shield Robotics travaille aussi sur des ULM électriques pour réduire la pollution sonore. « À chaque fois, on utilise nos techniques initialement prévues dans les gros drones pour l'adapter aux engins pilotés. » Dans sa stratégie de développement, la société vient d'annoncer



Vincent Descols, le champion du monde de wingsuit avec quatre réacteurs 100 % électriques

© Skyvibration, Shield Robotics: essai en vol Ewing

ANTHONY
GAVEND

l'ouverture, fin 2022, quelque part sur le territoire de Marenne Adour Côte Sud (Macs), d'une piste privée sécurisée d'un kilomètre de long pour certains de ses essais de drones ou objets volants : « C'est très recherché par nos clients », assure le dirigeant.

SEMAINE DE QUATRE JOURS SANS HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Le rythme de croisière de l'entreprise est actuellement de 20 à 22 projets par an, pour des prototypes pouvant coûter jusqu'à 500 000 euros pièce. Le carnet de commandes ? Plein à sept mois, avec un chiffre d'affaires (CA) multiplié par six en un an, à 600 000 euros dont 60 % dans des projets de défense : « Je voulais les cantonner à 40 %, mais l'Ukraine

a changé beaucoup de choses », commente Anthony Gavend. 2023 a commencé « avec environ 80 % du CA de l'an passé déjà signé », précise le dirigeant qui a prévu d'embaucher cinq nouvelles personnes d'ici la fin de l'année pour accompagner son développement à vitesse grand V.

Il ne devrait pas avoir de mal à trouver avec son « management novateur », comme il dit : « La majorité des bureaux d'études ont tendance à mettre beaucoup de pression sur leurs ingénieurs. Nous, nous avons choisi la semaine de quatre jours depuis un an : 34 heures et heures supplémentaires interdites. Résultat : pas de gain ni de perte de productivité. La stratégie derrière, c'est d'avoir un bon équilibre entre famille et travail. »



MARMANDE

UNE ÉCOLE DE 3D À LA CAMPAGNE

Basé à Marmande depuis 10 ans, Romain de Nadaï, spécialiste 3D reconnu, continue de travailler pour les plus grands studios d'animation internationaux tout en animant une école de formation à l'infographie 3D.

Par Jonathan BITEAU

Loin des images stéréotypées des Gafa de la Silicon Valley, c'est dans un discret bâtiment du centre-ville marmandais que Romain de Nadaï et sa dizaine d'élèves réalisent des images 3D qui, pour certaines, peuvent faire le tour du monde.

« SANS ÉTUDE DE MARCHÉ, À L'INSTINCT »

Son école, 2D3D High, vient de fêter son dixième anniversaire et ne désemplit pas. Il nous en raconte l'origine : « Après mes 3 années de formation à Montpellier, le retour en Lot-et-Garonne a été déprimant. Un cursus en 3D est un enseignement qui coûte cher et ce, d'autant plus si on doit le faire loin de chez soi. J'ai pensé à tous les jeunes qui, comme moi, galéraient pour se former. C'est comme ça que j'ai décidé de créer 2D3D High. Je l'ai fait sans étude de marché, à l'instinct ».

FORMÉ PAR LE RÉALISATEUR DES EFFETS LUMINEUX D'AVATAR

Une des clés du succès de sa formation réside très certainement dans la qualité du travail de Romain de Nadaï, et sa réputation. Formé par Olivier Pinol, le réalisateur des effets lumineux d'*Avatar*, Romain a enchaîné les projets cinématographiques et d'animation avec des grandes chaînes américaines mais aussi des studios français. « C'est vrai que nous avons un savoir-faire reconnu en la matière en France. Mais attention, nous avons tendance à nous reposer sur nos acquis alors que la 3D s'est énormément démocratisée. Même les intel-



ROMAIN
DE NADAÏ

© D.R.

ligences artificielles (IA) pourraient bientôt faire de la 3D, la seule solution pour exister sera d'être extrêmement créatif », explique le créateur.

UN PROJET AU JAPON

Sans nous en rendre compte, la 3D est de plus en plus présente au quotidien : « partout où il y a un écran, on peut utiliser de la 3D. Alors que c'était réservé initialement aux jeux vidéos, on trouve de la 3D dans beaucoup de domaines : l'architecture, la communication, la réalité virtuelle, les fablabs etc. », indique le Marmandais qui constate que ses anciens élèves sont à présent employés dans des secteurs très différents. Quant à lui, il nourrit un projet d'envergure pour la fin de l'année : une série en collaboration avec un studio japonais que l'on pourrait retrouver prochainement sur une plateforme de streaming. « On recrute une équipe, je dois aller au Japon en décembre prochain et on verra... », sourit modestement Romain.



SALON DE L'AGRICULTURE LE 47 EN FORCE

Pour la 15^e fois, le Lot-et-Garonne sera présent à Paris pour mettre en valeur ses secteurs agricole et agro-alimentaire qui pèsent chacun 800 millions d'euros de chiffres d'affaires chaque année.

Par Jonathan BITEAU

C'est dans un beau stand de 45 m², portant haut et fort les couleurs du Lot-et-Garonne Cœur du Sud-Ouest, que dégustations, découvertes, convivialité et plaisir à partager seront au programme du Salon international de l'agriculture.

LE 47 : 1^{ER} DÉPARTEMENT EN TERMES DE DIVERSITÉ

À nouveau cette année, le Département a souhaité offrir la possibilité aux filières agricoles et à leurs représentants de rester pendant toute la durée du salon pour nouer des contacts commerciaux et des partenariats. Pour sa 15^e participation, la délégation présente fait la promotion du premier département français de par la diversité de ses productions agricoles et agro-alimentaires.

NOUVEAU PRODUIT : LE LAIT DE NOIX !

Truffes, armagnac et floc sont à déguster sur le stand lot-et-garonnais. Il est également possible d'y découvrir « la candine », une variété de pommes cultivée par la coopérative des 3 Domaines produisant chaque année 26 000 tonnes de fruits. Parmi les temps forts, Koki fera découvrir son nouveau produit : le lait de noix.

BŒUF LOT-ET-GARONNAIS

Pleins feux également sur la blonde d'Aquitaine et le pruneau d'Agen, avec un « bœuf lot-et-garonnais », lentement mijoté par Bernard Michel. Les « incontournables » du Lot-et-Garonne se succèdent également sur le stand : le kiwi rouge, les Paysans de Rougeline, Maître Prunille, la Maison du Pruneau et le BIP. La filière viande ne sera pas en reste. Outre la blonde d'Aquitaine et le porc noir de Cambes, Sequoia fera la promotion de la volaille Label Rouge du jeudi 2 au samedi 4 mars. La filière apicole sera aussi présente toute la semaine. Pas moins de 5 apiculteurs se succéderont pour proposer du miel à l'ail ou toutes fleurs, du pain d'épices, de la bière au miel et d'autres produits issus de la ruche. Enfin, les acteurs de la filière vins seront du voyage : l'Union Interprofessionnelle des vins de Bergerac et de Duras, les Vignerons de Buzet, la Fédération des vins Agenais et Côtes du Marmandais. À noter la présence de Michel Dussau pour sublimer les produits du département présents sur le stand.

PAU COMMERCES UNE VITALITÉ RETROUVÉE

Logo modernisé, site Internet créé, présence sur les réseaux renforcée... : l'association Pau Commerces connaît une deuxième jeunesse depuis l'élection de son nouveau bureau, laissant présager une année 2023 animée.

Par Eustelle LOUSTALET-TURON

« **R**afraichissant et stimulant » : en deux mots, Patrice Gablin, qui a réalisé la vidéo de présentation de Pau Commerces mise en ligne sur les réseaux ces derniers jours, résume le regain d'énergie de l'association des commerçants palois. Et ce n'est pas Thomas Pestel, animateur de la structure, qui le contredira. Depuis un an et l'élection d'un nouveau bureau présidé par Benoît Bizot, après dix années sans turn-over et l'absence de président depuis 2019, un vent nouveau semble souffler sur Pau Commerces. « Nous souhaitons apporter de la modernité et retrouver une dynamique », confirme Thomas Pestel, évoquant la volonté des membres « d'aller vers un changement complet ».

Soutenue par la Ville et la CCI, l'association compte 220 commerces adhérents, des indépendants et quelques franchises, la majorité situés en centre-ville mais certains également en périphérie. Avec du sang neuf à sa tête, notamment celui de la nouvelle génération, elle se veut désormais structurée et efficace, consciente de la nécessité de faire bouger les lignes.

UNE NOUVELLE IDENTITÉ VISUELLE

En 2022, Pau Commerces a ainsi construit son projet, avec en premier lieu un travail mené autour de son image. L'identité visuelle de l'association a été revue avec la création d'un nouveau logo dévoilé juste avant les fêtes, l'ancien ayant fait son temps. Exit la seule couleur rouge et le château représenté en premier plan : place à un assemblage de tons pastels, à des motifs

géométriques et un lettrage sans fioritures, pour un rendu « plus jeune » selon l'animateur de l'association et davantage représentatif « de la pluralité des commerces du centre-ville ».

Côté vidéo également, les moyens ont été mis avec la réalisation d'un premier « court-métrage » en annonçant trois autres, qui rythmeront les temps forts de l'année. « Nous avons souhaité mettre en avant un côté

Soutenue par la Ville et la CCI, Pau Commerces compte **220 commerces adhérents, des indépendants et quelques franchises**

sympa, proche des commerçants », précise Thomas Pestel qui a par ailleurs donné de sa personne pour ce film, apparaissant entre un combat au sabre laser et un apéro festif au sein de la boutique « Un barbu et une Blonde ». Sur les réseaux sociaux, cette vidéo où la bonne humeur est fil rouge fait mouche, initiant une présence plus forte sur ces derniers, selon les souhaits du bureau. Une personne devrait par ailleurs être recrutée pour les animer.



DÉVELOPPER LES ANIMATIONS

« Nous nous sommes concentrés jusqu'à maintenant sur notre présence digitale », remarque l'animateur de Pau Commerces. « Cette année, nous allons d'une part consolider ce pan-là, mais également développer l'animation en centre-ville, à l'image du banquet organisé autour des Halles en novembre ». Dans l'idéal, Thomas Pestel aimerait que ce genre de manifestation à succès essaime. Que les commerçants palois, adhérents ou non par ailleurs, se fédèrent pour faire vivre leur rue ou leur quartier à l'image de la rue Valéry-Meunier, déjà coutumiers du fait depuis plusieurs années, ou encore des boutiques de la place de la Libération. « Avec l'arrivée d'une nouvelle génération de commerçants autour de cette place, comme Buddies, Un Barbu et une Blonde et Les 4 Pépins, il y a là un véritable renouveau », remarque-t-il, prenant pour exemple ces trois enseignes visiblement attachées à ce que vive le centre-ville.

ACCOMPAGNER LA MÉTAMORPHOSE DE PAU

Ce que Thomas Pestel appelle « un frémissement » palpable d'une vitalité retrouvée devrait se confirmer selon lui, notamment avec les travaux de rénovation et de reconstruction menés par la Ville de Pau, autrement qualifiés en ces termes : « a métamorphose » de Pau. Pour l'animateur, nul doute que celle-ci accompagnera le nouvel élan de Pau Commerces, d'autant plus si le nombre de ses adhérents venaient à grossir. Ce qu'il souhaite : « Ensemble, on est toujours plus fort. Plus nous serons nombreux à comprendre la direction que nous souhaitons prendre, plus cela pèsera dans nos actions ».



THOMAS
PESTEL
Animateur de
Pau Commerces

UNE MARKET PLACE BIENTÔT EN LIGNE

Un autre gros chantier a été initié il y a deux ans déjà par l'association Pau Commerces, avant même que l'actuel bureau soit aux commandes : il s'agit de la création d'une market place qui sera hébergée sur le nouveau site de l'association

« paucommerces.com », ce dernier ayant également été dévoilé en décembre.

Pour l'heure, cette plateforme e-commerce est encore en cours d'élaboration mais

Thomas Pestel espère pouvoir compter sur une mise en ligne prochaine.

LES JEUNES ENTREPRENEURS FACE À LA CRISE

Les jeunes entrepreneurs subissent la crise mais, pour l'essentiel, ils ne renoncent pas à leurs projets, d'après Initiative France, réseau d'accompagnement, qui présentait une étude et des témoignages.

Par Anne DAUBRÉE

Comment les plus jeunes entreprises subissent-elles la crise ? À Paris, le 2 février, Initiative France, association spécialisée dans l'accompagnement et le financement de projets d'entreprises, présentait les résultats de sa dernière enquête menée fin 2022, auprès des entrepreneurs qu'elle accompagne. L'an dernier, ce réseau bénévole a soutenu 20 265 projets, soit 7 % de plus qu'en 2021. Cela représente 56 095 emplois créés ou maintenus. Pour Guillaume Pepy, président d'Initiative France, en dépit du contexte, le bilan de l'année n'est pas si noir : « l'envie d'entreprendre prend le dessus sur les difficultés du moment », estime-t-il. Ces difficultés sont importantes, et les entrepreneurs, considérablement touchés : ils évaluent à 5,9 sur 10 l'impact de la conjoncture sur leur activité, d'après l'étude. Par ailleurs 31 % d'entre eux ont vu la situation de leur trésorerie se dégrader. Autre constat, parmi les impacts de la crise, le plus ressenti par les sondés n'est pas l'explosion des prix de l'énergie mais celle du coût des matières premières, citée par 58 % des répondants. La hausse des prix de l'énergie vient en deuxième (45 %). Parmi les autres problèmes rencontrés figurent aussi les ruptures d'approvisionnement (26 %) et les difficultés de recrutement (21 %).

Des trois fondatrices d'entreprises venues témoigner devant la presse, pour l'instant, aucune n'a encore répercuté les hausses de prix subies sur leurs clients. Toutes en subissent des conséquences. C'est le cas de Feti Dündar qui a ouvert avec son mari, Arzu, la bou-

langerie des Chantaloups à Romainville, un quartier prioritaire de la ville (Seine-Saint-Denis). L'entreprise n'a pas pu atteindre le seuil de rentabilité escompté. « Le beurre a augmenté en passant de 7 à 10 euros le kilo. Nous n'avons pas répercuté cette augmentation sur la viennoiserie. Nous avons ouvert il y a un an et nous avons besoin d'attirer la clientèle. 5 centimes d'augmentation sur ce type de produit, cela ferait beaucoup pour ce quartier », explique Feti Dündar. Le couple a circonscrit l'augmentation de ses prix à certains produits dont la baguette, passée à 1,10 euro.

Audrey Bouyer, fondatrice de Wounded Women, (dans les Yvelines) a créé et commercialise une lingerie de soin réalisée avec des matériaux spécifiques, destinée à des femmes qui souffrent de cicatrices du ventre résultant de césariennes ou d'opérations de chirurgie abdominale. Elle aussi est confrontée à des augmentations de prix et estime que la crise pourrait « tuer le commerce ». La jeune femme qui a démarré la commercialisation cet été n'a pas augmenté ses tarifs, déjà premium.



De gauche à droite : Les entrepreneurs Feti et Arzu Dündar, Audrey Bouyer et Cerise Steiner, et Guillaume Pepy, président d'Initiative France.

Avec la crise, Cerise Steiner, fondatrice de Fabrico-leuses, collectif d'artisans de la rénovation à Marseille, est passée de 4 à 2 salariés. Elle aussi a subi fortement la crise et les augmentations de prix. « L'impact sur la trésorerie est fort et les banquiers n'aiment pas cela du tout », pointe-t-elle.

ENTHOUSIASTES, PAR OBLIGATION ET PAR PASSION

Les entrepreneurs soutenus par Initiative France abordent l'année 2023 de manière très disparate. Ils sont très partagés quant à la vision de leur activité à venir : 23 % d'entre eux estiment qu'elle sera meilleure qu'en 2022, 39 % stable, 38 % misent sur une dégradation, légère ou forte. Toutefois, globalement, ils sont nombreux à conserver un état d'esprit positif (61 %). Seuls 11 % ont un état d'esprit négatif, 25 % « mixte ». Cette mentalité est particulièrement marquée chez ceux qui se sont lancés il y a moins de trois ans (67 %) beaucoup moins chez ceux qui ont passé ce cap (51 %). « C'est très difficile, mais nous savions que nous allions être obligés de passer par là. Nous avons encore tout notre enthousiasme », explique Feti Dündar. La boulangerie est le fruit de la reconversion de son mari, après 17 ans dans la métallurgie, pour des raisons de santé. L'occasion aussi de réaliser un désir de toute une vie... Mais au-delà des élans des débuts, si les entrepreneurs conservent le moral, c'est par nécessité : « On y croit à fond, on n'a pas le choix (...). Si on baisse les bras, on crève », témoigne Cerise Steiner.

Si les entrepreneurs conservent le moral, c'est par nécessité



LE KIT NUMÉRIQUE DU NOUVEL ENTREPRENEUR

Une première approche avant de se lancer ? Initiative France a développé une application mobile gratuite, « mon kit entrepreneur », qui guide l'utilisateur dans chacune des étapes de la création d'une entreprise : tester l'offre, calculer ses besoins, mobiliser son réseau... Disponible sur **App store et Google Play Store.**

Autres constats de l'étude, le choix de l'entrepreneuriat rend plutôt heureux ceux qui l'ont fait, par rapport à leur situation professionnelle antérieure (64 % des cas). Par ailleurs, une proportion similaire d'entrepreneurs estime (plutôt ou tout à fait) parvenir à conserver un bon équilibre entre leur vie professionnelle et personnelle. Mais pour Cerise Steiner, cette question ne fait pas vraiment sens. « Tout est mélangé », estime la jeune femme, « je suis hyper heureuse, mais je n'ai plus de vie privée (...). Parfois, j'ai des idées la nuit, je me lève pour prendre des notes », témoigne-t-elle. À l'origine, elle travaillait comme directrice de production à Paris, exaspérée par un milieu qu'elle trouvait « hypocrite ». En se formant « sur le tas », elle est devenue artisane peintre et décoratrice. « Quel bonheur de faire un travail manuel. C'est une satisfaction immédiate », décrit Cerise Steiner. La jeune femme, qui a frôlé le surmenage et dit devoir jouer les « Shiva », a fini par mettre des limites : « à 20 h c'est terminé, je ne réponds plus à personne ».

Audrey Bouyer aussi, a réalisé une reconversion heureuse, après 10 ans passés dans l'industrie de la défense. Passionnée par la dimension internationale de son travail, elle était rebutée par le milieu « très macho ». Avec une césarienne qui s'est mal déroulée, elle a découvert le problème qui touche 150 000 femmes en France, et décidé de créer une entreprise. « Je suis épuisée car je travaille beaucoup. Mais j'ai une vraie mission qui a du sens. (...) Lorsque l'on a choisi, on subit moins les décisions », explique-t-elle. Dans le même sens, le couple de boulangers trouve un accomplissement dans le fait d'avoir donné à leur boutique une orientation qui leur tenait à cœur : « nous avons eu envie de développer une activité qui ait un sens social », explique Feti Dündar. Par exemple, la boulangerie embauche dans le quartier et distribue ses invendus auprès d'associations. Quant à Cerise Steiner, son activité se prolonge très largement dans un engagement très soutenu pour la promotion de l'égalité homme / femme dans son secteur... D'après le sondage d'Initiative France, la rémunération constitue un véritable point noir de l'entrepreneuriat : 63 % des sondés en sont insatisfaits, 70 % des femmes.

BIG TECH DE L'EUPHORIE À LA NOSTALGIE !

Baisse du chiffre d'affaires, cours de bourse déprimés, suppressions massives d'emplois... Le monde des technologies numériques subit de plein fouet sa première grande crise.

Par Raphaël DIDIER

Avis de gros temps dans le secteur des technologies numériques : depuis 2022, la tendance est aux licenciements de masse ! 18 000 chez Amazon, 12 000 chez Google, 11 000 chez Meta (maison-mère de Facebook), 10 000 chez Microsoft... Un entrepreneur californien, Roger Lee, a d'ailleurs eu l'idée de créer un site web (Layoffs.fyi) pour tenir le compte des licenciements survenus dans la Tech mondiale. Et le résultat est édifiant : 1 000 entreprises ont licencié près de 160 000 salariés en 2022 ! C'est beaucoup, mais finalement très peu par rapport à l'emploi total. Pourtant, il n'est question que de cela.

CAPITALISATIONS BOURSIÈRES EN BERNE

Avant la pandémie, la Tech semblait ne jamais devoir connaître la crise. Et les confinements, loin d'avoir servi le secteur, auront joué le rôle de catalyseurs boursiers, les investisseurs cherchant des opportunités de rendements dans un contexte de taux d'intérêt bas. Il est vrai qu'avec la fermeture de nombre de commerces (on garde en mémoire l'imbroglio français des « commerces non essentiels »), c'est un véritable eldorado qui avait été offert aux vendeurs en ligne. Rien d'étonnant donc à ce qu'en juillet 2021, Apple, Microsoft et Amazon se disputassent le titre de la plus importante valorisation boursière dans le monde à hauteur de 1900 milliards de dollars !

Mais, depuis la fin des confinements, leur chiffre d'affaires est revenu à un rythme de progression moins effréné, d'où des désillusions sur le Nasdaq américain. Ainsi, après une correction sévère au premier semestre 2022, suivie d'une reprise forte durant l'été, les actions des big Tech (Amazon, Microsoft, Apple, Meta...) ont replongé au second semestre. Au total, en 2022, environ 30 % de leur capitalisation boursière sont partis en fumée ! Bien entendu, de telles déconvenues sur des titres phares ont fait plonger l'indice Nasdaq 100, déclenchant des conséquences en cascade pour les investisseurs et les entreprises cotées. Quant aux entreprises non cotées du secteur, les levées de fonds sont plus difficiles et les investisseurs exigent désormais que les start-ups deviennent rapidement rentables.

DES DOUTES SUR LE MODÈLE D'AFFAIRES

Un doute a alors émergé sur la solidité des modèles d'affaires de toutes ces entreprises de la Tech, qu'elles soient cotées ou non. Quelles sont réellement leurs perspectives de croissance ? N'ont-elles pas trop embauché avant et surtout pendant la pandémie, pour répondre à une demande éphémère ?

Andy Jassy, PDG d'Amazon, a ainsi évoqué « une économie incertaine et difficile », traduction enrobée de la chute impressionnante du résultat opérationnel du groupe sur l'année 2022, avec des embauches trop nombreuses durant la pandémie. Quant à Meta, dont le nombre de salariés a également fortement augmenté pendant cette période où sévissait la Covid-19, il subit de plein fouet le ralentissement du marché publicitaire, au moment même où Facebook et Instagram subissent la concurrence frontale du Chinois TikTok.

Quoi qu'il en soit, les services ne sont pas les seuls touchés dans le monde de la Tech. Les ventes physiques le sont également, comme le montrent les déboires de Microsoft qui subit tout à la fois le ralentissement de la vente de PC, des consoles de jeux et des jeux vidéo.

Le contexte économique actuel est défavorable au secteur de la Tech



C'est d'ailleurs peut-être le mélange software/hardware qui explique une relative résilience du modèle d'affaires d'Apple : outre une moindre dépendance à la publicité, en raison du fort sentiment communautaire des utilisateurs de produits Apple, les services proposés sont complémentaires de ses produits maison (iPhone, iPad...). En ce qui concerne Twitter, la société fait autant parler d'elle pour les frasques de son nouveau dirigeant que pour ses déboires financiers bien réels, qui ont conduit Elon Musk à licencier sans ménagement un salarié sur deux : « il n'y a malheureusement pas d'autre choix quand l'entreprise perd plus de 4 millions de dollars par jour ». Hélas, en coupant dans tous les services (communication, data science...) et en annonçant des projets qui sont loin de faire l'unanimité, comme l'abonnement payant ou l'assouplissement des règles de modération, il aura surtout réussi à rendre le projet de l'entreprise illisible.

Assurément, le contexte économique actuel est défavorable au secteur de la Tech. En effet, la remontée des taux d'intérêt renchérit les futurs emprunts et incite les investisseurs à vendre leurs actions, tandis que l'inflation pèse sur le pouvoir d'achat des consommateurs, rendant la publicité moins rentable. Enfin, la débâcle des cryptoactifs, univers parallèle dans lequel beaucoup des entreprises de la Tech se sont engouffrées, pourrait causer des dégâts collatéraux. Et *quid* de la question énergétique/écologique, lorsque l'on sait combien de matériel physique il faut dans cet univers pourtant réputé dématérialisé ?

En fin de compte, face à une crise majeure, le secteur de la Tech aura utilisé des mêmes méthodes que les secteurs traditionnels : licenciements en masse et plans d'économie !

LE SPORT, UN POIDS LOURD INSOUPÇONNÉ ?

La contribution du sport à l'économie serait significativement sous-évaluée, d'après une étude de BPCE L'Observatoire qui l'estime à 2,6 % du PIB. Mais si ce secteur connaît une évolution dynamique, le tissu d'entreprises qui le compose, fragile, se fragmente de plus en plus.

Par Anne DAUBRÉE

2,6% du PIB plutôt que 1,7 %. « Le secteur du sport pèse autant que celui de

l'hôtellerie-restauration dans l'économie », annonce Julien Laugier, économiste au sein du groupe bancaire BPCE. C'était à Paris, le 26 janvier dernier, lors d'une conférence de presse dédiée à la présentation du rapport de BPCE l'Observatoire consacré à « la filière sport : les challenges d'une championne ».

D'après cette étude, la filière pèse 64 milliards d'euros (en cumulant consommation et investissements, et en retirant 1 milliard d'euros d'importations). Cela représente 2,6 % du PIB, une évaluation bien supérieure à celle de 1,7 % avancée, par le rapport de Perrine Goulet, parlementaire, destiné au Premier ministre, « Le financement des politiques sportives en France : bilan et perspectives » de 2018. Pour les chercheurs de BPCE l'Observatoire, cet important différentiel tient à deux facteurs. Tout d'abord, leur étude inclut dans son périmètre des activités qui ne sont pas répertoriées sous les codes NAF strictement liés au sport, à l'image des centres équestres ou des journaux sportifs. De plus, elle intègre des évaluations de

dépenses d'acteurs pour lesquelles des données chiffrées ne sont pas disponibles, à l'image des communes de moins de 3 500 habitants. Ces dernières n'étaient pas prises en compte par le rapport public. En outre, même le chiffre de 64 milliards d'euros serait « sous évalué », pointe Julien Laugier. En effet, il n'inclut pas le bénévolat, lequel représente 180 000 ETP, Équivalent temps plein. De plus, l'apport du secteur non marchand est valorisé à son prix coûtant et non à celui du marché. Or, il représente 37 % du secteur. Quant aux externalités positives, telles la santé, la cohésion sociale, ou l'attractivité territoriale, elles ne sont tout simplement pas prises en compte...

Dans le détail, les 64 milliards d'euros que pèse le secteur se répartissent en 12,3 milliards d'euros d'investissements, 52,7 milliards d'euros de consommation des ménages, auxquels il faut retirer un milliard d'euros de déficit de la balance commerciale. L'essentiel de la consommation des ménages est directe (34,2 milliards d'euros), constituée d'achat d'articles de sport, d'abonnements aux salles, de billets pour les événements sportifs... Les 18,4 milliards d'euros restants (consommation indirecte), relèvent de la pratique sportive scolaire, de la pratique libre dans des équipements sportifs publics, associative... Quant aux 12 milliards d'euros d'investissements, ils se répartissent entre 7 milliards d'euros émanant d'entreprises du secteur qui investissent, et en second lieu, du sponsoring (1,4 milliard). Le secteur non marchand contribue à hauteur de 5,3 milliards d'euros, avec en tête les collectivités locales, qui construisent et rénovent des équipements, et l'État.

« Le secteur connaît
une extrême vitalité »

CROISSANCE ET FRAGILITÉ CROISSANTE

Au total, 128 464 entreprises privées œuvrent dans le sport, d'après l'étude. « Le secteur est extrêmement fragmenté, composé d'un très grand nombre de micro-entreprises, mais il est également très concentré, l'essentiel de l'activité se concentrant sur un nombre limité d'entreprises », analyse Alain Tourdjman, directeur des études et prospective du groupe BPCE. Les entreprises qui ne comptent aucun salarié, sous des statuts divers (micro-entreprise, entrepreneur individuel, sociétés...) représentent l'essentiel du secteur : l'étude recense 101 118 d'entre elles, qui réalisent 7 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Les 23 849 TPE « employeuses » cumulent 13 milliards d'euros, les quelque 3 500 PME, 17 milliards. Et 143 ETI et grands groupes concentrent 21 milliards d'euros. Quant aux 13 entreprises des paris sportifs, elles représentent 13 milliards d'euros.

En terme d'activités aussi, la répartition s'avère très inégale. Le commerce concentre 19,9 % des entreprises et 48,3 % du chiffre d'affaires. La production de biens et d'équipements occupe 9,5 % des entreprises et 21,9 % du chiffre d'affaires. Les divertissements et services de soutien représentent 10,6 % des entreprises et 18,7 % du secteur. Et enfin, enseignement, salles et clubs de sport (60 % des entreprises), ne pèsent que 10,6 % du chiffre d'affaires. La corrélation entre activités de coaching ou enseignement et entreprises sans salarié est particulièrement nette. Ces métiers représentent 54,5 % des entreprises pour 8,1 % du chiffre d'affaires !

Autre constat de l'étude, « le secteur connaît une extrême vitalité », note Alain Tourdjman. Entre 2008 et 2021, le nombre d'entreprises est passé de 45 000 à 110 000, sans que les crises récentes ne brisent durablement la tendance. Et depuis cinq ans, le nombre d'entreprises augmente de 5 % par an, environ : 10 à 15 000 emplois s'y créent chaque année, quand le nombre de cessation d'entreprises se limite à quelque 5 ou 6 000 par an. Le solde net est donc positif.

UN SECTEUR FRAGMENTÉ

Mais l'étude dresse un autre constat, plus inquiétant : celui de la fragmentation du secteur. Entre 2008 et 2021, le nombre d'entreprises sans salarié a augmenté de 180 %, et celui des TPE employeuses, PME et ETI de 40 %. Aujourd'hui, « 98 % des créations sont des micro-entreprises (...). Il y a très peu de créations d'entreprise avec des salariés, même dans le domaine industriel,

et cela entretient la fragmentation du secteur », pointe Alain Tourdjman. Cette tendance est perceptible depuis une quinzaine d'années avec des conséquences préoccupantes : le « réservoir » de TPE n'est plus alimenté par la création des entreprises, le potentiel des entreprises « non employeuses » à devenir employeuses restant limité. Au final, analyse Alain Tourdjman, « nous observons une polarisation du secteur avec d'un côté, un très grand nombre d'entreprises sans salarié et de l'autre, la constitution d'ETI. En revanche, il semble que les TPE aient du mal à trouver le bon modèle entre les économies d'échelles que peuvent réaliser les ETI et la très grande flexibilité et le faible niveau de coût des entreprises sans salariés ».

LES FRANÇAIS FONT DU SPORT

D'après l'étude BPCE, environ 20 % des Français pratiquent le sport en association, en 2021.

L'Hexagone compte 13,1 millions de licenciés.

Au top 5 des sports favoris des licenciés, figurent le foot, le tennis, l'équitation, le basket et le golf. Ils réunissent 30 % d'entre eux.



LES PETITES VICTOIRES

LA MAIRE ET L'ÉLÈVE

Alice Le Guennic est la maîtresse de l'unique classe de Kerguen, petit village breton dont la majorité des 400 habitants viennent régulièrement lui exposer leurs moindres doléances car elle en est aussi la mairesse ! Autant dire que le travail ne manque pas ! Après un accrochage sans gravité en voiture, le bougon Émile Menoux, 65 ans, est contraint d'admettre qu'il ne sait ni lire ni écrire, ce que tout le monde ignorait à part son frère (récemment disparu) qui gérait tous ses papiers. Il se décide à retourner à l'école en compagnie d'enfants de sept à onze ans, sans demander son avis à la pauvre Alice... Après de nombreux seconds rôles, Julia Piaton (*Qu'est-ce qu'on a fait au Bon Dieu ?* ou *Les Choses qu'on dit, les choses qu'on fait*) est enfin au premier plan grâce à cette comédie rurale tendre. Mélanie Auffret (Roxane) la met joliment en valeur avec cette femme volontaire, toujours motivée par le bien-être des autres. Il y a quelque chose de Julia Roberts dans son interprétation et son talent explose vraiment ici, dans un cadre qui lui est étrangement familier depuis peu.

« Par un heureux hasard, juste avant que Mélanie Auffret ne me propose ce rôle, mon cousin et un ami très proche sont devenus de jeunes maires de villages. J'ai passé quelques jours chez mon cousin afin d'observer son quotidien pour voir à quoi ressemblait ses journées et comment il interagissait avec ses administrés. Ce séjour m'a confirmé à quel point le scénario était juste ! Avec lui, j'ai joué les psys, rebouché les

trous de la chaussée, arrangé les câbles électriques, rassuré une dame qui se plaignait d'une invasion de chauves-souris... J'ai pu constater qu'un maire faisait très vite partie de l'intimité des villageois. Mélanie m'a aussi invité à passer quelques jours en Bretagne pour rencontrer l'institutrice qui avait inspiré mon personnage. Comme elle tenait aussi une classe unique, je lui ai posé beaucoup de questions, notamment sur sa façon de gérer les différents niveaux. »

La comédienne fait vivre la détermination mais aussi le désarroi de cette institutrice qui doit se coltiner un sexagénaire illettré bourru, même s'il est plus gentil qu'il ne le laisse paraître. La présence incongrue de ce vieux monsieur ronchon sur les bancs de l'école surprend ses très jeunes camarades sans les déranger plus que cela. Michel Blanc parvient à rendre ses colères amusantes et s'avère crédible en humble ouvrier gêné par son handicap. Le comédien a beaucoup appris sur cette thématique à l'impact méconnu à ses yeux :

« J'ignorais à quel point l'illettrisme pouvait gâcher la vie de ceux qui en souffrent. La raison d'être du film était de montrer comment un homme de mon âge avait pu vivre et travailler autant d'années sans savoir ni lire ni écrire. Ici, c'est grâce à son frère qu'il a pu donner le change. J'ai rencontré des illettrés qui m'ont expliqué à quel point c'était un enfer, dont un qui m'a confié qu'il avait été si inhibé qu'il est resté célibataire toute sa vie. Chez tous, j'ai ressenti le même sentiment d'enfermement. J'ai com-

pris que, contrairement aux sourds ou aux aveugles, c'est un handicap non inné mais acquis qui engendre plus de honte. »

Alice craint surtout de voir son école rattachée à une commune très éloignée, ce qui mettrait en danger l'existence de la sienne. La désertification rurale frappe de nombreux villages et Mélanie Auffret s'empare de ce sujet sérieusement certes, mais avec un angle divertissant. Cette raréfaction de la population dans certains coins isolés a de lourdes conséquences sur le tissu social, avec la fermeture des boulangeries ou des bars par manque de clients. Sans commerces, il est difficile de convaincre des gens de s'installer voire de rester. La bataille qui s'engage pour la survie du bourg est traitée dans un registre léger mais reflète une réalité préoccupante, et c'est ce constat qui a inspiré la réalisatrice.

« Une partie de ma famille est originaire de petits villages et j'ai moi-même grandi dans une petite ville. J'ai vu ces environnements se vider, les familles et les

jeunes partir pour des villes plus grandes et plus attractives. J'ai passé du temps avec de nombreux maires de petites communes afin de comprendre les enjeux auxquels ils font face. Puis certaines rencontres nous marquent, ça a été le cas avec Fanny Lacroix, maire de Châtel-en-Trièves, une petite commune de 500 habitants en Isère. La détermination et le courage de cette mère célibataire à l'énergie débordante m'ont largement inspiré le personnage d'Alice. La fuite des populations vers les grandes villes engendre une perte de ce lien social, avec les lieux de convivialités qui se raréfient, l'accès aux premiers soins qui se restreint puis les écoles qui ferment...»

Malgré un dernier acte trop long autour d'un stratagème pour tenter de cacher au rectorat que le nombre d'élèves est insuffisant, cette comédie est sacrément sympathique, grâce à son ton badin et à sa galerie de personnages haut en couleur, dont Lionel Abelanski en adjoint enthousiaste ou Marie-Pierre Casey en vieille dame gentiment envahissante.



**En salle depuis
le 1^{er} mars**

Un film de Mélanie Auffret, avec Michel Blanc, Julie Piaton et Lionel Abelanski

Comédie



LA SYNDICALISTE

Un thriller social et politique

2012. Maureen Kearney, déléguée CFDT chez Areva, est violemment agressée à son domicile alors qu'elle se battait pour faire éclater un secret d'état. Son nouveau patron, Luc Oursel, soutenu discrètement par les pouvoirs publics (en premier lieu la présidence Sarkozy), s'apprête à brader en douce aux Chinois le savoir-faire nucléaire français. Inquiète des conséquences pour l'emploi et la sécurité, elle mènera un combat seule contre tous, dangereux pour elle et sa famille... Jean-Paul Salomé retrouve Isabelle Huppert après *La Daronne* pour un thriller politique tiré de faits réels qu'il aborde frontalement, les vrais noms étant utilisés sans détour. Maureen Kearney a dû affronter les doutes de ses interlocuteurs sur ce qu'elle dénonçait et sur l'authenticité de son agression, ainsi que des mensonges et des pressions, surtout ceux de son supérieur violent et misogyne joué par Yvan Attal qui a rarement été aussi détestable. Les figures d'Anne Lauvergeon (Marina Foïs) – qui l'a précédé comme PDG – et d'Arnaud Montebourg sont particulièrement bien croquées, entre soutien sincère et lâchage peu amène. Le parcours impressionnant d'une lanceuse d'alerte courageuse.

THE SON

Des idées très noires

Nicholas, dix-sept ans, sèche le lycée depuis des semaines. De plus en plus mutique, il fait peur à sa mère Kate qui demande à son ex-mari Peter de récupérer sa garde. Il vit désormais avec une femme plus jeune qui attend leur premier enfant. Il va tenter d'aider son fils à perdre ses idées noires...

Florian Zeller ne fait pas dans la demi-mesure mais parvient à faire naître de très fortes émotions, encore plus que dans le déjà tragique *The Father*. Il observe avec une acuité perçante une angoisse existentielle abyssale qui donne la chair de poule. Hugh Jackman se laisse aller à ce qu'il faut de fragilité pour faire vivre l'incompréhension de cet homme d'affaires désemparé face à la douleur prégnante de son fils qui inquiète tant il semble capable de se faire du mal ou d'en faire aux autres. Les flash-backs sur un passé lumineux sont un peu surlignés mais permettent de faire ressentir à quel point le fléau de la dépression peut s'abattre sans prévenir sur quelqu'un qui respirait la joie de vivre. Zen McGrath joue cette douleur sourde sans emphase quand Anthony Hopkins donne un poids exceptionnel au manque d'empathie d'un patriarcat indifférent aux états d'âme de ses proches.



© D.R.

EN BREF

REGINA HALL, QUEEN LATIFAH, JADA PINKETT SMITH ET TIFFANY HADDISH

seront une nouvelle fois réunies dans *Girls Trip 2*. Direction cette fois-ci le festival annuel Afrochella, le premier événement culturel et musical du Ghana. La scénariste du premier volet sorti en 2017, Tracy Oliver, en sera à nouveau l'autrice mais aussi la réalisatrice cette fois-ci et succède à Malcolm D. Lee qui les avait embarquées à La Nouvelle-Orléans.

DAISY EDGAR-JONES

(*Là où chantent les écrevisses*) prêtera ses traits à la chanteuse américaine Carole King dans la biographie *Beautiful* de Lisa Cholodenko. Cette adaptation d'une comédie musicale à succès de Broadway sera notamment produite par Tom Hanks et inclura plusieurs de ses tubes dont (*You Make Me Feel Like A Natural Woman*).

ALAIN GUIRAUDIE

(*L'Inconnu du lac* et le récent *Viens je t'emmène*) revient avec un septième long-métrage, *Miséricorde*, l'histoire d'un trentenaire qui retourne dans un petit village du Massif central pour assister aux funérailles d'un vieil ami. Il va se confronter à la rumeur et aux soupçons, jusqu'à commettre l'irréparable et se retrouver au cœur d'une enquête policière...

KEVIN SPACEY SORT DE SON EXIL

Banni d'Hollywood après les nombreuses accusations d'agressions sexuelles contre lui, il devrait se retrouver à l'affiche du thriller *Peter Five Eight* en homme mystérieux débarquant dans une petite communauté en montagne où vit notamment Rebecca De Mornay (*Risky Business*). On l'attend aussi dans *The Man Who Drew God* de et avec Franco Nero en inspecteur de police. L'ascension et de la chute d'un artiste aveugle qui a le don de faire des portraits réalistes en écoutant des voix, ce qui lui permettra de devenir une star du petit écran. La légendaire Faye Dunaway serait aussi de la partie. Annoncé sur le projet *1242*, *Gateway To The West*, biopic autour de Batu Khan, petit-fils de Genghis Khan, il a été remplacé par Ray Stevenson, ami de Thor sur les trois premiers films, qui donnera la réplique à Eric Roberts, Christophe Lambert et Terence Stamp.

UNE ACTRICE ÉPICÉE

Geri Halliwell fera ses quasi-débuts au cinéma avec l'adaptation du jeu vidéo *Gran Turismo* par Neill Blomkamp (*District 9*). Djimon Hounsou et l'ex-Spice Girls seront les parents du jeune héros joué par le débutant Archie Madekwe, aux côtés de David Harbour (la série *Stranger Things*) qui sera son entraîneur et d'Orlando Bloom. L'apprentie comédienne est l'épouse de Christian Horner, le patron de l'écurie de Formule 1 Red Bull Racing. Jusque-là, elle n'est apparue que dans *Spice World* dans son propre rôle avec les autres membres de son groupe en 1998, des épisodes de séries télé dont *Sex and the City* et le film d'action *Hyper Tension 2*.

ASSASSIN MALGRÉ LUI

Huitième long-métrage déjà pour Yvan Attal après notamment *Ma femme est une actrice*, *Le Brio* et *Les Choses humaines* qui lui ont chacun valu une nomination au César, respectivement premier film, film et adaptation. Guillaume Canet, Marie-Josée Croze, Maïwenn et Victor Belmondo seront ses partenaires dans *Un coup de dés n'abolira jamais le hasard* dont il sera aussi l'auteur et un des interprètes principaux. Un homme tue, sans le vouloir, sa maîtresse, lors d'une dispute. À cause – ou grâce – à un certain nombre de circonstances, tout accuse la femme de son meilleur ami. La peur de se faire arrêter, les conséquences de sa lâcheté et le poids de sa culpabilité vont-ils le pousser à assumer la réalité et se rendre à la justice ?

MONIA CHOKRI DANS L'UNIVERS DE XAVIER DOLAN

Bientôt un troisième film comme réalisatrice pour l'actrice fétiche de Xavier Dolan, Monia Chokri, après *La Femme de mon frère* et *Babysitter* dont elle tenait l'un des rôles principaux à chaque fois. La comédie *Simple comme Sylvain* suivra une quadragénaire aisée (jouée par Magalie Lépine Blondeau, actuellement à l'affiche de *La Nuit où Laurier Gaudreault s'est réveillé* du même Dolan) bouleversée par sa rencontre avec un entrepreneur issu d'un milieu modeste, alias Pierre-Yves Cardinal, le partenaire de... Xavier Dolan dans *Tom à la ferme*.

LA RENTRÉE DES BORDELAIS

Les Bordelais ont la plume leste, originale et aiguisée pour cette rentrée littéraire de début d'année.

Par Nathalie VALLEZ

Isabelle Aupy

L'homme qui n'aimait plus les chats



EN POCHE !

C'est une sorte de parabole que ce roman assez singulier : sur une île au large d'un continent, les chats vivaient en liberté avec les habitants, jusqu'au jour où ils disparaissent totalement ! Le continent leur envoie alors de nouveaux chats bien différents des autres. De vrais chiens en fait ! C'est là que le récit se transforme en fable absurde, et son apparente légèreté soulève la question de l'exercice du pouvoir, en particulier de manière arbitraire. Dans cette fable philosophique, les chats ne sont bien sûr qu'un prétexte, et la morale est rondement menée. Isabelle Aupy, kinésithérapeute à Bordeaux, publie ici ce premier roman qui a marqué la critique.

L'homme qui n'aimait plus les chats
d'Isabelle Aupy (folio)

AVENTURE PICARESQUE

Tout commence par une scène intime. Mais pas vraiment de celles qui font fantasmer. Au terme d'une séance chez son psy qui l'a convaincu de reprendre une vie sexuelle avec sa femme, le narrateur David d'Anvers, la cinquantaine désabusée, surprend sa femme. Un moment burlesque qui débute par cette promesse conjugale qu'elle lui lance : « Je vais te tuer ». Entre cette femme pour le moins vindicative, leur fille obèse, sa mère souffrant d'Alzheimer et son père sensé être mort (mais peut-être pas tout à fait !) David d'Anvers est déjà bien parti... Et ça continue le long d'une épopée assez jubilatoire où il rencontre des personnages aussi loufoques les uns que les autres. Musicien et auteur-compositeur vivant à Bordeaux, Julien Cridelause avait déjà publié un premier roman aux éditions de l'Arbre Vengeur. Les amateurs d'humour noir, à la Fabrice Caro, se retrouveront bien dans ce second roman mordant et original.

D'Anvers et contre tous
de Julien Cridelause (Héloïse
d'Ormesson)





BONNES RÉSOLUTIONS

C'est une suite de longues litanies, comme des bonnes résolutions qui s'enchaînent, se répondent et nous bousculent. Mais ce ne sont pas les bonnes résolutions du 1^{er} janvier, plutôt celles du quotidien qui ressassent notre manière d'être, nos petites manies et nos états d'âme. De courts paragraphes, parfois une seule phrase, à l'infinitif qui nous interpellent ; « Être exemplaire. / Être ordinaire / Changer du tout au tout, ne plus être soi-même, devenir ce que l'on rêve d'être. » Cet objet littéraire singulier, qui n'est pas sans évoquer les *Je*

me souviens de Georges Pérec, est ponctué de références et de citations ; Montaigne, Goethe, Deleuze... *Touché* (et l'on ne peut s'empêcher de penser immédiatement à la bataille navale) est un texte très court, qui interpelle de manière profonde. Pascale Monnier, qui a déjà publié 2 romans chez P.O.L. et un essai aux éditions Confluences, confirme ici sa singularité et sa finesse.

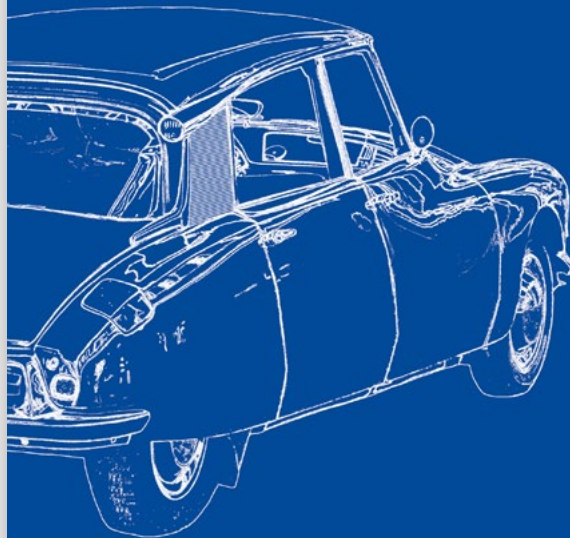
***Touché* de Pascale Monnier
(L'Iconoclaste)**



JOURNAL DE DEUIL

Dans son 4^e roman, Pascale Dewambrechies nous livre un texte très touchant sur le deuil. Une fille, elle en l'occurrence, retrouve son père au crépuscule de sa vie après 25 ans de silence. À travers ce deuil, elle va revisiter les moments de vie commune, comme ceux marqués par l'absence et l'abandon. Avec la précision d'un scalpel, elle ausculte ses sentiments... et ressentiments. « Je ne voulais pas faire cela de ce récit », écrit-elle, « Raconter ce qui ne fut pas. Je voulais, au contraire, écrire la vérité. Une vérité à laquelle j'aurais eu accès. Mais comment écrit-on une vérité qu'on ignore ? Que tu n'es pas là pour me livrer ? ». Au fil des pages, elle nous entraîne sur les traces de ce père disparu, et dresse un portrait touchant de cet homme rejeté et pourtant tant aimé. Des (rapides) retrouvailles aux obsèques, en passant par l'itinéraire de cet homme, elle reprend ensuite le cours de sa vie, la vie d'après.

Géographie d'un père
de Pascale Dewambrechies
(Passiflore)



Editions **Passiflore**

© D.R.

Pascale Dewambrechies
**Géographie
d'un père**

L'ENTREPRISE ET LES SALARIÉS

François TAQUET, avocat,
spécialiste en droit du travail et protection sociale

REVUE DE RÉCENTES DÉCISIONS DE LA COUR DE CASSATION EN MATIÈRE DE DROIT DU TRAVAIL.

CONTRAT DE TRAVAIL

Dans ce litige, la cour d'appel avait constaté que le travailleur était intégré dans une équipe, qu'il était soumis à des contraintes de temps de travail et de formation, qu'il devait faire parvenir son compte-rendu hebdomadaire, chaque vendredi midi au plus tard, qu'il utilisait les locaux de la société, une adresse mail au nom de celle-ci, ainsi que des moyens de communication, des process back-office et des outils informatiques propres à la société. De plus, les initiatives dans le déroulement de son activité étaient fortement limitées, via des validations systématiques et il dépendait du gérant de la société. Ayant fait ressortir que ces éléments plaçaient l'intéressé dans un lien de subordination juridique permanent, la cour d'appel, a pu en déduire l'existence d'un contrat de travail. (Cass. soc., 14 décembre 2022, pourvoi n° 22-12263).

DISCRIMINATION SYNDICALE

Le juge judiciaire ne peut, en l'état de l'autorisation administrative accordée à l'employeur de licencier un salarié protégé, sans violer le principe de la séparation des pouvoirs, apprécier le caractère réel et sérieux du licenciement. Il reste cependant compétent pour apprécier les fautes commises par l'employeur, pendant la période antérieure au licenciement, et notamment, l'existence d'une discrimination syndicale. (Cass. soc., 14 décembre 2022, pourvoi n° 21-16084)

CSE

Il n'y a pas un droit général à l'expertise. Le comité social et économique (CSE) d'établissement ne peut faire appel à un expert que lorsqu'il établit l'existence de mesures d'adaptation spécifiques à l'établissement. (Cass. soc., 14 décembre 2022, n° 21-22426)

CONSEIL DE PRUD'HOMMES

Le bureau de conciliation et d'orientation du conseil de prud'hommes dispose du pouvoir d'ordonner toutes mesures d'instruction et nécessaires à la conservation des preuves. En l'espèce, cette formation, saisie d'un litige relatif à la détermination de la rémunération variable de

la salariée, n'a pas commis d'excès de pouvoir en appréciant, en fonction des éléments qui lui ont été soumis et des intérêts en présence, la nécessité d'ordonner à l'employeur la communication de documents utiles à la solution du litige et en rapport avec lui. (Cass. Soc., 14 décembre 2022, pourvoi n° 20-22425)

CDD

Selon l'article L. 1242-3, 2, du Code du travail, un contrat de travail à durée déterminée peut être conclu lorsque l'employeur s'engage à assurer un complément de formation professionnelle aux élèves ou anciens élèves d'un établissement d'enseignement effectuant un stage d'application. Cette obligation constitue donc une des conditions d'existence d'un tel CDD ; à défaut le contrat doit être requalifié en contrat à durée indéterminée. Doit être censurée la cour d'appel, qui pour requalifier en contrat à durée indéterminée le contrat de travail d'un salarié, engagé en application des dispositions précitées, a retenu que l'employeur avait manqué à son obligation de lui assurer un complément de formation professionnelle, alors que selon ses constatations le salarié avait suivi cinq actions de formation et acquis, dans le domaine de la recherche, des compétences complémentaires à ses qualifications universitaires. (Cass. soc., 23 novembre 2022, pourvoi n° 21-13310)

SANTÉ AU TRAVAIL

Le juge prud'homal saisi d'un recours contre l'avis du médecin du travail n'est pas obligé de s'en tenir aux conclusions du médecin inspecteur du travail dont il a sollicité l'expertise. Il peut s'appuyer sur d'autres éléments, notamment le rapport du médecin mandaté par l'employeur. (Cass. soc., 7 décembre 2022, pourvoi n° 21-11948)

Ne constitue pas l'énoncé d'un motif précis de licenciement l'inaptitude physique du salarié, sans mention de l'impossibilité de reclassement. (Cass. soc., 18 janvier 2023, pourvoi n° 21-17664)

LICENCIEMENT

Le fait que la cessation d'activité de l'entreprise résulte de sa liquidation judiciaire ne prive pas le salarié de la possibilité d'invoquer l'existence d'une faute de l'employeur à l'origine de la cessation d'activité, de nature à priver le licenciement de cause réelle et sérieuse. (Cass. Soc., 18 janvier 2023, n° 21-21.495)

BORDEAUX VENTES DU 23 MARS 2023, À 15 H

N° ROLE	DÉTAIL DE LA VENTE	AVOCAT	NATURE DES BIENS	COMMUNE	ADRESSE	MISE À PRIX
	EJG 3-02-2023	ELIGE	IMMEUBLE À USAGE D'HABITATION AVEC GARAGE ET JARDIN	MÉRIGNAC	11 rue Georges-Leygues	220 000 €

BORDEAUX RÉSULTATS DES VENTES DU 23 FÉVRIER 2023, À 15 H

N° ROLE	AVOCAT	NATURE DES BIENS	COMMUNE	ADRESSE	MISE À PRIX	ADJUGÉ
22/94	CABINET LEXIA	IMMEUBLE À USAGE D'HABITATION EN PIERRE	MARGAUX	5 bis rue de la Halle	55 000 €	99 000 € M ^e DEFOS DU RAU

E-mail : annonces-legales@echos-judiciaires.com - Plateforme : [annoncelegalepro.echos-judiciaires.com](https://www.annoncelegalepro.echos-judiciaires.com)

Les ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS, hebdomadaire habilité à publier les Annonces Légales et Judiciaires sur le département de la Gironde.

Toute reproduction même partielle des avis, annonces et insertions publiées sous cette rubrique, est formellement interdite, sous quelque forme que ce soit, sous peine de poursuites judiciaires.

Selon l'arrêté du 27 décembre 2022 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046848959>) :

Le tarif des annonces judiciaires et légales est fixé à 0.183 euro HT le caractère pour le département de la Gironde.

Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, les annonces mentionnées ci-dessous font l'objet en 2023 d'une tarification forfaitaire, selon les modalités suivantes :

- Le tarif des annonces légales relatives à la constitution de sociétés est établi suivant la forme de la société, comme mentionné dans l'article 3 de l'arrêté
- Le tarif des annonces légales relatives à l'acte de nomination des liquidateurs des sociétés commerciales est de 149 euros HT pour le département de la Gironde ;
- Le tarif des annonces légales relatives à l'avis de clôture de la liquidation des sociétés commerciales est de 108 euros HT pour le département de la Gironde ;
- Le tarif des annonces légales relatives aux jugements d'ouverture des procédures collectives régies par les titres II, III et IV du livre VI du code de commerce est de 64 euros HT pour le département de la Gironde ;
- Le tarif des annonces légales relatives aux jugements de clôture des procédures collectives régies par les titres II, III et IV du livre VI du code de commerce est de 35 euros HT pour le département de la Gironde ;

Les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centrale mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 4 janvier 1955 susvisée et régie par le décret du 28 décembre 2012 susvisé (<https://actulegales.fr/>).

ECHOS

JUDICIAIRES-GIRONDINS

ABONNEMENT

6 MOIS D'ABONNEMENT 39 € TTC SOIT 26 NUMÉROS

1 AN D'ABONNEMENT 69 € TTC SOIT 52 NUMÉROS

2 ANS D'ABONNEMENT 109 € TTC SOIT 104 NUMÉROS

NOM

PRÉNOM

ENTREPRISE

ADRESSE

EMAIL

TEL

Adresse de livraison si différente de l'adresse de facturation à compléter et à retourner, accompagné de votre règlement à l'ordre des ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS 106 rue Fondaudège CS 71900 - 33061 BORDEAUX Cedex

CONTACT : CATHERINE DEPETRIS

ABONNEMENT@ECHOS-JUDICIAIRES.COM / 05 57 14 07 55

SELARL RODRIGUEZ & CARTRON

Avocat à la Cour
18 rue Jules Ferry
33500 LIBOURNE
Tél. : 05.57.50.10.50
marjorie.rodriguez@avocavance.fr

VENTE AUX ENCHERES

A L'AUDIENCE PUBLIQUE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LIBOURNE
AU PALAIS DE JUSTICE - 22 RUE THIERS

IMMEUBLE A USAGE D'HABITATION DIVERS BÂTIMENTS - GITE

« lieudit Saint Andrieux » 33710 TAURIAC section B n°111 - 112 et 113

MISE A PRIX : 43 000 €

ADJUDICATION LE VENDREDI 07 AVRIL 2023 À 14 H

IMPORTANT : Le cahier des conditions de la vente fixant les clauses et conditions de cette adjudication peut être consulté au greffe des ventes du Tribunal Judiciaire de LIBOURNE et au cabinet de l'avocat poursuivant. Avis rédigé par la SELARL RODRIGUEZ & CARTRON représentée par Maître Marjorie RODRIGUEZ poursuivant la vente laquelle comme tous les avocats inscrits au Barreau de LIBOURNE pourra être chargée d'encherir pour toute personne solvable RG n°22/00023

VISITE : se renseigner auprès de la SCP BOUSSARD - ADO Commissaires de Justice à BLAYE (05.57.42.63.40)

L23EJ07717

ELIGE
Avocats à la Cour
70, rue de l'Abbé de l'Epée
33000 - BORDEAUX - TEL 05 56 00 82 33

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

A l'audience du juge de l'exécution du Tribunal Judiciaire de BORDEAUX Palais de Justice, 30 rue des Frères Bonie CS 11403 33000 BORDEAUX CEDEX

MAISON D'HABITATION EN PIERRE À UN ÉTAGE

BORDEAUX (Gironde), 12 rue Calvimont

MISE A PRIX : 100.000 €

LE JEUDI 6 AVRIL 2023 A 15 H 00

DESIGNATION

Une maison d'habitation en pierre à un étage située à BORDEAUX (Gironde), 12 rue Calvimont, cadastré dite ville section BC 5 pour 01 a 02 ca comprenant : une entrée, WC, séjour double, cuisine, dégagement, chambre, palier, salon, dégagement, cuisine, salle de bain/WC, chambre pour une superficie totale de 117,75 m².

Le bien est occupé par le propriétaire.

Le cahier des conditions de la vente peut être consulté au Greffe du Tribunal Judiciaire de BORDEAUX et au Cabinet d'Avocat poursuivant la vente.

Renseignements téléphoniques au 05 56 00 82 33 les mardi, mercredi, jeudi et vendredi de : 14 h 00 à 15 h 00

Visites les : 6 et 13 mars 2023 de 9 h 00 à 11 h 00

REFERENCE DU GREFFE : 21/00133

L23EJ06135

APPELS D'OFFRES - AVIS D'ENQUÊTE

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE DE TRAVAUX

Identification de l'organisme qui passe le marché : Commune

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

MAIRIE DE CARIGNAN DE BORDEAUX

Pouvoir adjudicateur : Thierry GENETAY

Adresse : 24 rue de Verdun- 33360 Carignan de Bordeaux.

Téléphone 05 56 21 21 62 Fax 05 56 68 32 32

mairie@carignandebordeaux.fr

Objet du marché : création d'une voie verte route de Tresses RD 936 E 5

Type de marché : travaux

Lieu d'exécution : hôtel de ville

Lieu de livraisons : hôtel de ville

Caractéristiques principales : création d'une voie verte à Carignan de Bordeaux

Variantes : non autorisées

Prestation divisée en lots : 1 lot et 1 option

Durée du marché ou délai d'exécution : 3 mois à compter de la date de notification de l'acte d'engagement

Date prévisionnelle du début des prestations : juin 2023

Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de consultation

Procédure : procédure adaptée (article R 2123-1 et R 2123-4 du Code de la commande publique)

Date limite de réception des offres : vendredi 31 mars à 12 heures

Délai minimum de validité des offres : 90 jours

Date d'envoi du présent avis à la publication : le 28 février 2022

Adresse auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus :

Isabelle BOUTROS TONI - Mairie de Carignan de Bordeaux, 24 rue de Verdun 33360 Carignan de Bordeaux

Tel 05 56 21 05 81. Courriel : i.boutros-toni@carignandebordeaux.fr

Renseignements techniques auprès du BET ECR Environnement : Thomas HERRERO

Tel 06 38 65 27 59 . Courriel : THerrero@ecr-environnement.com

Adresse à laquelle est accessible le dossier de consultation des entreprises : sur le site www.carignandebordeaux.fr et sur le site <http://demat-amap.fr>

L23EJ09177



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

SERVICE DES PROCÉDURES ENVIRONNEMENTALES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIC

Déclaration d'intérêt général (DIG), Loi sur l'Eau du bassin versant de la Dronne aval sur les départements de la Gironde et de la Charente Maritime

Une enquête publique est prescrite du lundi 27 février 2023 au mardi 28 mars 2023 inclus afin de recueillir l'avis du public sur la demande de Déclaration d'intérêt général (DIG), Loi sur l'Eau du bassin versant de la Dronne aval sur les départements de la Charente Maritime et de la Gironde.

Le responsable du projet est le SYNDICAT D'AMENAGEMENT DU BASSIN VERSANT DE LA DRONNE AVAL - Mairie de Chalais - place de l'Hôtel de Ville 16210 CHALAIS. Les informations relatives au projet peuvent être demandées au tél : 05 45 98 59 61.

Pendant la période indiquée ci-dessus, le dossier sera consultable dans les Mairies de Saint Aigulin 17, Les Eglisottes et Chalaure 33 et Coutras 33 siège de l'enquête publique aux jours et heures d'ouverture, où le public pourra faire part de ses observations sur un registre d'enquête ouvert à cet effet.

Le dossier sera également consultable sur le site internet des Services de l'Etat en Gironde www.gironde.gouv.fr rubriques «publications», «publications légales», «enquêtes-publiques 2022» et sur le site internet de la Préfecture de la Charente-Maritime : www.charente-maritime.gouv.fr rubriques «publications», «consultations du public».

Le public pourra transmettre ses observations à l'attention du commissaire enquêteur à l'adresse mail suivante : ddtm-spe2@gironde.gouv.fr en veillant à identifier l'objet de l'enquête. Ces observations seront accessibles sur le site internet des services de l'Etat en Gironde.

Les communes concernées sont :

Département de la Gironde :

Les Eglisottes et Chalaure

Chamadelle

Les Peintures

Lagorce

Coutras

Département de la Charente Maritime :

Saint Aigulin

La Barde

Les personnes qui le souhaitent pourront aussi faire part de leurs observations par courrier adressé au commissaire enquêteur à la Mairie de COUTRAS, siège de l'enquête. Elles seront annexées au registre d'enquête.

Un accès gratuit au dossier sera ouvert au public sur le poste informatique situé à Direction Départementale des Territoires et de la Mer, cité administrative, 2 rue Jules Ferry à Bordeaux.

Monsieur Hervé REDONDO Officier de la Gendarmerie à la retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour conduire l'enquête publique. Il se tiendra à la disposition du public, afin de recueillir ses observations, selon le calendrier ci-après :

Mairie de LES EGLISOTTES ET CHALAURES (33)

- lundi 27 février 2023 de 14h00 à 17h00

- mardi 07 mars 2023 de 14h30 à 17h30

- vendredi 17 mars 2023 de 09h00 à 12h00

Mairie de SAINT AIGULIN (17)

- mardi 07 mars 2023 de 09h30 à 12h30

- vendredi 17 mars 2023 de 14h30 à 17h30

- lundi 27 mars 2023 de 09h00 à 12h00

Mairie de COUTRAS (33)

- lundi 27 février 2023 de 09h00 à 12h00

- samedi 11 mars 2023 de 09h00 à 12h00

- lundi 27 mars 2023 de 14h00 à 17h00

A la fin de l'enquête, copies du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur seront tenues à la disposition du public dans les trois Mairies de Saint Aigulin, Coutras et Les Eglisottes et Chalaure, à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ainsi que sur les sites internet des Services de l'Etat de la Gironde

www.gironde.gouv.fr/Publications/Publications-legales.

Le Préfet de la Gironde et Le Préfet de la Charente-Maritime sont compétents pour statuer, par un arrêté, sur cette demande.

Toute information relative à l'organisation de l'enquête peut être demandée auprès de la DDTM de la Gironde, service des procédures environnementales.

L23EJ04182

WWW.ECHOS-JUDICIAIRES.COM

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE :**MAPA 2023-07****MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES****Acquisition et pose d'abris-vélo pour renforcer les déplacements doux à Belin-Beliet**

Identification de l'Organisme qui passe le marché :

Ville de BELIN-BELIET

29 Avenue Aliénor

33830 BELIN-BELIET

Pouvoir Adjudicateur : Monsieur le Maire

Correspondant : Secrétariat Général - 05 56 88 00 06

Objet du marché : Acquisition et pose d'abris-vélo pour renforcer les déplacements doux à Belin-Beliet

Offre de base : Acquisition 6 abris-vélo et pose 5 abris-vélo pour renforcer les déplacements doux à Belin-Beliet

PSE 1 facultative : Acquisition et pose sur site aménagé d'un 7^{ème} abri-vélo

PSE 2 facultative : Acquisition et pose de systèmes de pompage d'appoint en libre-service

PSE 3 facultative : Acquisition et pose de solutions d'éclairage optimisé (détecteur de présence) alimentés par un système photovoltaïque sur toiture

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Unité monétaire utilisée : l'euro.

Justification à produire à l'appui des candidatures par le candidat : voir RC

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire : voir RC

Critères d'attribution : voir RC

Type de procédure : marché à procédure adaptée en application du Code de la Commande Publique

Date limite de réception des offres : jeudi 9 mars 2023 à 12h00 sur la plateforme de consultation

Délai minimum de validité des offres : 120 jours

Le dossier de consultation est téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://demat-ampa.fr>

Conditions de remise des plis : voir RC

Date d'envoi de l'avis à la publication : jeudi 23 février 2023

L23EJ08111

- le lundi 20 mars 2023 de 09h30 à 12h30 ;
- le mercredi 29 mars 2023 de 14h15 à 17h15 ;
- le lundi 03 avril 2023 de 14h15 à 17h15.

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations et propositions :

- sur les registres papiers d'enquête publique établis sur feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, mis à sa disposition aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;

- par voie postale en adressant un courrier à Monsieur le commissaire enquêteur au siège de l'enquête à : Hôtel de Ville, 179 Boulevard de la République, 33510 Andernos-Les-Bains ;

- par courrier électronique à l'adresse suivante :

enquetepublique.modification.plu@andernos-les-bains.com.Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront transmis à Monsieur le Maire de la commune d'Andernos-Les-Bains dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête et tenus à la disposition du public en Mairie et au service Urbanisme aux heures et jours d'ouverture habituels et sur le site internet de la commune d'Andernos-Les-Bains (<https://www.andernoslesbains.fr>) pendant un an.

Le projet de modification n°1 du PLU, éventuellement amendé pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur - sous réserve que l'économie générale du projet ne soit pas remise en cause -, et le projet d'instauration d'un périmètre délimité des abords (PDA) seront approuvés par le Conseil Municipal à la majorité des suffrages exprimés.

L23EJ06350

**AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE****PROCÉDURE ADAPTÉE****(SUIVANT ART. L2123-1 CCP)****RECTIFICATIF**

1. Pouvoir adjudicateur :

Commune de Carcans, 2 A route de Hourtin, 33121 Carcans

Téléphone : 05 56 03 90 20

Courriel : manouvrier.d@mairie-carcans.frInfo techniques : BET ASC - POCHIC Claude cpochic@asc-ing.fr

2. Objet du marché :

Installation d'un système de vidéoprotection urbaine sur la commune de CARCANS

3. Les dossiers sont téléchargeables sur le site :

<https://www.marches-securises.fr>

Date limite de réception des offres : Lundi 20 Mars à 12 h 00

Dépôt des offres : obligatoirement par voie électronique via :

<https://www.marches-securises.fr>

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Grenoble : Place de Verdun - BP 1135 - 38022 GRENOBLE CEDEX (Tél. : 04.76.42.90.00).

L23EJ07736



**OUVERTURE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE
UNIQUE PORTANT SUR LA MODIFICATION N°1
DU PLU DE LA COMMUNE D'ANDERNOS-LES
-BAINS ET L'INSTAURATION D'UN PÉRIMÈTRE
DÉLIMITÉ DES ABORDS (PDA) DE MONUMENT
HISTORIQUE**

Par arrêté municipal en date du 14/02/2023, Monsieur le Maire de la commune d'Andernos-Les-Bains a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique relative aux projets de modification n°1 du PLU de la commune d'Andernos-les-Bains, document d'urbanisme qui, à l'échelle de la commune, traduit un projet global d'aménagement et d'urbanisme et fixe en conséquence les règles d'aménagement et d'utilisation des sols, et d'instauration d'un Périmètre Délimité des Abords (PDA), servitude d'utilité publique attachée à un monument historique, inscrit ou classé, destinée à le préserver ainsi que son environnement en s'assurant notamment de la qualité des travaux en présentation du monument.

Cette enquête publique se déroule au Centre administratif, Entrée côté Boulevard de la République, 260 Boulevard de la République 33510 Andernos-les-Bains, pendant une durée de 15 jours consécutifs du lundi 20 mars 2023 à 8h30 au lundi 03 avril 2023 à 17h15.

Afin de conduire l'enquête publique, la présidente du Tribunal Administratif de Bordeaux a désigné Monsieur Christian VIGNACQ en qualité de commissaire enquêteur.

L'arrêté d'ouverture et l'ensemble des pièces du dossier d'enquête publique sont consultables :

- en version informatique sur le site internet de la collectivité à l'adresse suivante : <https://www.andernoslesbains.fr>;

- en version papier au service Urbanisme de la commune situé dans le Centre administratif, 260 Boulevard de la République, Entrée côté Boulevard de la République, 33510 Andernos-Les-Bains, aux jours et heures habituels d'ouverture au public (8h30 - 12h30 ; 13h30 - 17h15).

Toute information peut être demandée auprès de Monsieur Julien DARRIEUX à la Direction de l'Urbanisme au Centre administratif ainsi qu'au numéro de téléphone suivant : 05.57.76.11.00 et par courriel via le site Internet de la ville à l'adresse

[https://www.andernoslesbains.fr/rubrique «Ma mairie en ligne»](https://www.andernoslesbains.fr/rubrique/Ma%20mairie%20en%20ligne).

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations lors des permanences qu'il tiendra en salle de réunion au Centre administratif, Entrée côté Boulevard de la République, aux jours et heures suivants :

**POUR RECEVOIR
LE SERVICE REGULIER DE
NOTRE JOURNAL**

ABONNEZ-VOUS !**SERVICE ABONNEMENT**

TÉL. 05 57 14 07 55

ABONNEMENT@ECHOS-JUDICIAIRES.COM

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

Commune de Cabanac-et-Villagrains

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE POUR APPROBATION DE LA MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Par arrêté n°2023-12 en date du 25 janvier 2023, Madame Anne-Marie CAUSSÉ, Maire de Cabanac-et-Villagrains, a ordonné l'ouverture d'une enquête publique relative à la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme.

Monsieur Francis CLERGUEROU est désigné en qualité de Commissaire Enquêteur.

L'enquête publique se déroulera à la mairie de Cabanac-et-Villagrains, du mardi 28 février 2023 au samedi 1^{er} avril 2023 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie au public.

Monsieur le Commissaire Enquêteur tiendra quatre permanences d'accueil du public au Foyer polyvalent, place Saint Martin le :

- mardi 28 février 2023 de 14h30 à 17h00
- vendredi 10 mars 2023 de 14h30 à 17h00
- mercredi 22 mars 2023 de 14h30 à 17h00
- samedi 1^{er} avril 2023 de 9h30 à 12h00

Pendant la durée de l'enquête, les pièces du dossier seront déposées à la mairie de Cabanac-et-Villagrains afin que chacun puisse en prendre connaissance. Elles seront également consultables en ligne sur le site internet de la commune :

www.cabanacetvillagrains.fr.

Les observations sur le projet pourront être consignées sur le registre d'enquête, adressées par courrier à la mairie de Cabanac-et-Villagrains, 1 place du Général Doyen 33650 Cabanac-et-Villagrains, ou par voie électronique, à l'adresse

mairie@cabanac-villagrains.fr, à l'attention du Commissaire Enquêteur, jusqu'à la clôture de l'enquête publique.

L23EJ03969



Paquier & associés



Compagnie CF
Société d'Expertise Comptable et
Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupcf.com

L'INSTANT L
Société à responsabilité limitée
au capital de 5 000 euros
Siège social : 3 espace François Mit-
terrand
33290 PAREMPUYRE

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à PAREMPUYRE du 22/02/2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : L'INSTANT L
Siège social : 3 espace François Mit-
terrand, 33290 PAREMPUYRE

Objet social : Toutes activités de soins esthétiques, toutes activités d'onglerie et de prothèse ongulaire

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 5 000 euros
Gérance : Madame Aurélie MALLET, demeurant 78 rue de Landegrand 33290 PAREMPUYRE, assure la gérance.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

Pour avis
La Gérance

L23EJ08026

CONSTITUTIONS



Compagnie CF
Société d'Expertise Comptable et
Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupcf.com

SARL GIROLLE

Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 euros

Siège social : 11 rue Peres 33600 PESSAC

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 16/02/2023 à Pessac, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : SARL GIROLLE
Siège social : 11 rue Peres, 33600 PESSAC

Objet social : la location, la gestion, la mise ou prise à bail de tous immeubles bâtis ; l'acquisition, la production, la commercialisation, l'exploitation directe ou indirecte de tous biens meubles ou immeubles produits et services relevant de ce secteur ; toutes prestations annexes liées à la location ;

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1 000 euros
Gérance : Monsieur Grégory MALLET demeurant 11 rue Peres, 33600 PESSAC
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

L23EJ07309

de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des immeubles et droits immobiliers en question

Siège social : 14 Bis Avenue du Général Leclerc, 33600 PESSAC
Capital : 1 200 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BORDEAUX

Co-gérance : Mme DAHLEM Laurence, demeurant 7 Rue d'Irlande, 33600 PESSAC et Mme MUSY Mélanie, demeurant 14 Rue du Luc, 33600 PESSAC et Mme OTTAVI Adèle, demeurant 5 Allée de Saint Estèphe, 33127 MARTIGNAS SUR JALLE
L23EJ07370

Pour avis
Le Président

L23EJ07428



Compagnie CF
Société d'Expertise Comptable et
Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupcf.com

SARL DAMG

Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 euros

Siège social : 11 rue Peres 33600 PESSAC

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 16/02/2023 à PESSAC, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : SARL DAMG
Siège social : 11 rue Peres, 33600 PESSAC

Objet social : la location, la gestion, la mise ou prise à bail de tous immeubles bâtis meublés et non meublés ; l'acquisition, la production, la commercialisation, l'exploitation directe ou indirecte de tous biens meubles ou immeubles produits et services relevant de ce secteur ; Toutes prestations annexes liées à la location meublée ; Toutes conclusions d'emprunts et prises d'hypothèques attachés à l'acquisition de biens par la Société ; la vente, location de services liés à l'activité de location ; l'activité de conciergerie en tout genre ; l'activité de domiciliation d'entreprise ; l'activité d'apporteur d'affaires en immobilier ;

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1 000 euros
Gérance : Monsieur Grégory MALLET demeurant 11 rue Peres, 33600 PESSAC
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

L23EJ07403

Aux termes d'un acte authentique reçu le 22/02/2023 par Maître Jean-Baptiste LIBERATORE, Notaire à MERIGNAC (33700) - 20 rue Jacques Prévert - Beryl 2B, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : SCI JOSEMILIA

Objet social : L'acquisition au moyen d'achat ou d'apport, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous biens et droits immobiliers ; l'emprunt de tous les fonds nécessaires à cet objet et la mise en place de toutes sûretés réelles ou autres garanties nécessaires ; exceptionnellement l'aliénation des immeubles, notamment au moyen de vente, échange ou apport en société ; la mise à disposition des biens de la société au profit d'un associé, à titre gratuit ou à titre onéreux ; et plus généralement toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en faciliter la réalisation, à condition toutefois, d'en respecter le caractère civil.

Siège social : 6 rue des Clarines, 33700 MERIGNAC

Capital : 300 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BORDEAUX

Co-gérance : M. BARROS Jean-Claude, demeurant 6 rue des Clarines, 33700 MERIGNAC et Mme BARROS Catherine, demeurant 10 impasse Beau Soleil, 30510 GENERAC

L23EJ07976



Compagnie CF
Société d'Expertise Comptable et
Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupcf.com

JDH

SASU au capital de 1 000€
Siège social : 19 allée James Watt
33700 MERIGNAC

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à BORDEAUX du 23/02/2023, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : SASU
Dénomination : JDH
Siège : 19 allée James Watt 33700 MERIGNAC

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 1 000€

Objet : L'activité de société Holding et l'exercice de tout mandat social, notamment au sein des filiales de la Société ; Toute prestation de conseils et de services aux entreprises ; notamment dans les domaines du management d'entreprise et de l'animation à caractère financier, commercial, technique et stratégique ; L'achat, la production, la prise à bail, la vente de toute énergie thermique et électrique, en particulier photovoltaïque.

Président : M. Julien DELAME demeurant 52 avenue Phenix Haut-Brion 33600 PESSAC

La Société sera immatriculée au RCS de BORDEAUX.
Pour avis, le Président

L23EJ08083



Aux termes d'un ASSP en date du 15/02/2023, il a été constituée une SCI ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : SCI ALOUETTE
Objet social : L'acquisition, la détermination, la construction, la propriété, la mise en valeur, l'administration, la gestion et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous immeubles et droits immobiliers détenus en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'apport, déchéance ou autrement ;

POUR VOTRE COMMUNICATION PUBLICITAIRE

TÉL. 05 56 52 32 13

publicite@echos-judiciaires.com

AVIS DE CONSTITUTION

Par un acte SSP en date à ST-ROMAIN-LA-VIRVEE du 21 février 2023, il a été constitué une société par actions simplifiée présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : PASCAL BEGU Siège : 430, Chemin du Broutey, 33240 ST-ROMAIN-LA-VIRVEE. Durée : 99 ans. Capital : 1 000 €. Objet : l'activité d'agent commercial dans le domaine de la construction de maison individuelle et industrielle. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Agrément : Les cessions d'actions détenues par l'associé unique sont libres. Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : M. PASCAL BEGU, demeurant 430, Chemin du Broutey, 33240 ST-ROMAIN-LA-VIRVEE. La Société sera immatriculée au RCS de LIBOURNE. POUR AVIS.

L23EJ08136



Cabinet E. QUERAUX SARL
Expertise-Comptable
Tél Mèrignac 05.56.42.07.90
Tél Castelnau 05.56.58.24.79
Tél Le Canon 05.64.37.16.10

GAVINKA 03
Société civile
au capital de 1 000 euros
Siège social : 1 Allée des Primevères,
33950 LEGE CAP FERRET

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 22 février 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile
Dénomination sociale : GAVINKA 03
Siège social : 1 Allée des Primevères,
33950 LEGE CAP FERRET

Objet social :
- L'acquisition, la propriété, la gestion et la cession de tous portefeuilles de valeurs mobilières et autres titres de placement, ainsi que de tous supports de placements financiers tels que : valeurs mobilières, actions cotées ou non cotées, obligations, warrants, parts d'OPCVM, bons ou contrats de capitalisation, produits structurés, produits de gestion alternative, titres de créances, certificats de dépôts, bons de caisse, valeurs du Trésor, et de toutes liquidités en euros ou en devises étrangères ;
- La gestion financière de tous capitaux dont elle pourrait disposer ;
- L'acquisition, la cession, l'échange, l'administration, la jouissance, la gestion par bail, location ou autrement de tous immeubles entrant ou compris dans son patrimoine et de tout autre bien et droit pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers concernés ainsi que la réalisation de tous travaux dans lesdits biens.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés
Capital social : 1 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire
Gérance : Madame Catherine FROSSARD et Monsieur Vincent FROSSARD demeurant 1 Allée des Primevères 33950 LEGE CAP FERRET
Clauses relatives aux cessions de parts : dispense d'agrément pour cessions à associés. Tout autre cession est soumise à agrément obtenu par décision des associés prise à l'unanimité.
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de Bordeaux.

Pour avis
La Gérance

L23EJ08152

SOGECA BORDEAUX
68 avenue Jean Jaurès
33150 CENON
05.57.77.90.00

Aux termes d'un acte sous seing privé établi à PESSAC en date du 25 janvier 2023, il a été constitué une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes : Dénomination : **LDDA - LE DOMAINE DES ANIMAUX**. Siège

social : 15 Rue du Château d'Eau, 33600 PESSAC (Gironde). Objet : La formation en éducation canine; L'éducation canine; Le négoce de produits connexes. Durée : 99 ans. Capital : 1 000 euros. Gérance : Madame Paule LAFON, demeurant 15 Rue du Château d'eau, 33 600 PESSAC (Gironde). Immatriculation : Au RCS de BORDEAUX.

Pour avis, Le gérant.
L23EJ08189

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous-seing privé en date du 22/02/2023 au BOUSCAT, il a été constitué une Société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **UMA**
Forme : Société par Actions Simplifiée
Siège : 261 avenue de la Libération Charles de Gaulle 33110 LE BOUSCAT

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S.

Capital : 1.000 Euros

Objet : Toute activité de restauration sur place ou à emporter ; achat et revente de produits de la restauration de toutes natures.

Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives et dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions

Transmission des actions : Les cessions d'actions sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés

Président : Mme Olivia JAUMARD épouse RIVET demeurant 28 rue du Pont du Gail 33520 BRUGES

Immatriculation au R.C.S. de BORDEAUX

Pour avis,
Le Président
L23EJ08203

SOGECA BORDEAUX
68 avenue Jean Jaurès
33150 CENON
05.57.77.90.00

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé établi à MERIGNAC en date du 10 février 2023, il a été constitué une société à responsabilité limitée présentant les caractéristiques suivantes : Dénomination :

BORDEAUX CARS CENTER. Siège social : 9 Rue de Condé, 33 000 BORDEAUX (Gironde). Objet : Intermédiaire en location de courte durée de véhicules; Achat et vente de véhicules neufs et d'occasions; Entretien et réparation de véhicules. Durée : 99 ans. Capital : 20 000 euros. Gérance : Monsieur Fabien BOSQUET, demeurant 4 Rue Georges Brasseur, 33 520 BRUGES (Gironde). Immatriculation : Au RCS de BORDEAUX. Pour avis, Le gérant.

L23EJ08207



ACTUARIEL EXPERTISE
Société d'expertise comptable
Conseil en création d'entreprises
Lormont - Tél. 05 57 54 4984
La Brède - Tél. 05 56 78 56 32
www.actuariel-expertise.com

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé à BRANNENS, en date du 17 FEVRIER 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes ;
Forme sociale : Société civile immobilière ; Dénomination sociale : **KALJ** ;
Siège social : 1 Lieu-dit Penaut 33124 BRANNENS; Objet social : location, gestion d'immeubles ;
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés ;
Gérance : Monsieur Sami CHOUBIK, demeurant 15 Cours du Général de Gaulle 33720 PODENSAC et Madame Sara CHOUBIK, demeurant 15 Cours du Général de Gaulle 33720 PODENSAC, sont nommés sans limitation de durée. Clauses relatives aux cessions de parts : l'agrément des associés est donné en la forme et les conditions d'une décision collective extraordinaire ; dispense d'agrément pour cessions entre associés. Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

culation au Registre du commerce et des sociétés ; Capital social : 1000 euros ; Gérance : Monsieur Sami CHOUBIK, demeurant 15 Cours du Général de Gaulle 33720 PODENSAC et Madame Sara CHOUBIK, demeurant 15 Cours du Général de Gaulle 33720 PODENSAC, sont nommés sans limitation de durée. Clauses relatives aux cessions de parts : l'agrément des associés est donné en la forme et les conditions d'une décision collective extraordinaire ; dispense d'agrément pour cessions entre associés. Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

L23EJ08223

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé, en date du 22 février 2023, il a été constituée une Société par actions simplifiée à associé unique ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : **B-REAL**

PROJECT

Objet social : Maîtrise d'œuvre, aménagements intérieurs et extérieurs

Siège social : 31 rue Françoise Dolto - 33380 MIOS

Capital : 1 000 euros

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Bordeaux

Président : Monsieur Cyril BAS, né le 30 décembre 1991 à Bordeaux (33) et demeurant 31 rue Françoise Dolto à Mios (33380)

Immatriculation au RCS de Bordeaux
L23EJ08237



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable et
Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupescf.com

SASU DELBOS IMMOBILIER
Société par actions simplifiée
au capital de 1 000 euros
Siège social : 60 route de la Saye
33380 MIOS

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous seings privés en date du 20 février 2023, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : **SASU DELBOS IMMOBILIER**

Siège : 60 route de la Saye - 33380 MIOS

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 1 000 euros
Objet : Marchand de biens
Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Président :
La société **HOLDING OD INVESTISSEMENT**, Société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 300 100 euros, dont le siège social est 60 route de la Saye, 33380 MIOS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 891 977 332 RCS BORDEAUX, représentée par Monsieur Olivier DELBOS, gérant.

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bordeaux.

POUR AVIS
La Présidente

L23EJ08260



Compagnie Fiduciaire
Groupe CF
Société d'Expertise Comptable et
Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupescf.com

A3C IMMO
Société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros
Siège social : 159 ter avenue docteur Nancel Penard, 33600 PESSAC

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à PESSAC du 17/02/2023, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : **A3C IMMO**
Siège : 159 ter avenue docteur Nancel Penard, 33600 PESSAC

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 1 000 euros
Objet : L'acquisition, l'administration, la gestion, l'aménagement de tous biens immobiliers ou terrains en vue de leur revente, toute activité de marchand de biens ainsi que toutes actions de promotion immobilière, ainsi que toutes opérations de maîtrise d'ouvrage et de construction-vente, la location, l'exploitation sous quelque forme que ce soit de tous immeubles bâtis ou non bâtis, immeubles à construire, parts ou actions de sociétés immobilières ou sociétés dont l'actif comprend un immeuble ou un fonds de commerce, programmes immobiliers, droits immobiliers, fonds de commerce et de tous droits et/ou obligations y afférent, en qualité de marchand de biens.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au deuxième jour ouvré avant la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Président : La Société A3C, Société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 300 079 euros, dont le siège social est 159 ter avenue docteur Nancel Penard, 33600 PESSAC, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 850 333 311.

Directeur général : Monsieur Antoine BECDELIEVRE, demeurant 140 impasse du Pressoir Fondu 37540 ST CYR SUR LOIRE.

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

L23EJ08386

Avis de constitution

Il a été constituée une société par acte sous seing privé, en date du 14 janvier 23, à LIBOURNE.

Dénomination : **BATIRENO**.

Forme : EURL.

Siège social : 25 rue de Barreau, 33500 Libourne.

Objet : Peinture, Plâtrerie, travaux de Maçonnerie sauf gros oeuvres.

Durée de la société : 99 année(s).

Capital social fixe : 1000 euros

Gérant : Madame ESMA YELER, demeurant 2 Rue des saules, 33500 Libourne

La société sera immatriculée au RCS de Libourne.

Pour avis.

L23EJ08410

**POUR RECEVOIR
LE SERVICE RÉGULIER DE NOTRE JOURNAL**

ABONNEZ-VOUS !

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution de la Société par actions simplifiée unipersonnelle **OFFICE AUTO**

Siège social : allée des Demoiselles 33170 GRADIGNAN

OBJET : La société a pour objet le négoce de véhicules auto-moto d'occasion, pièces auto-moto, mécanique rapide, dépannage, import-export, location de voitures.

DUREE : 99 années

CAPITAL : 1 000 euros

Président : Monsieur Benjamin REAL demeurant 83 route de Cabanac 33650 SAINT MORILLON

IMMATRICULATION : au RCS de BORDEAUX
L23EJ08755



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable et
Commissariat aux Comptes
www.compagne-fiduciaire.com
contact@groupescf.com

CENTRAL GEEK
Société à responsabilité limitée
au capital de 40 000 euros
Siège social : 12 rue Françoise Dolto
33380 MIOS
RCS BORDEAUX

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à MIOS du 27/02/2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : **CENTRAL GEEK**

Siège social : 12 rue Françoise Dolto - 33380 MIOS

Objet social : Le commerce de détail de tous types de produits et services ; notamment, mais non exclusivement, le commerce de détail spécialisé de livres, de jouets, d'habillement et de tout autre article lié à la pop culture, au cinéma et à l'audiovisuel

- Ludothèque
- La restauration rapide et traditionnelle ; sur place, à emporter et en livraison
- Épicerie spécialisée, traiteur et salon de thé

- Animation et organisation d'événements

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 40 000 euros
Gérance : Madame Stéphanie HINDAOUI, demeurant 12 rue Françoise Dolto - 33380 MIOS

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

Pour avis
La Gérance

L23EJ08783



Aux termes d'un ASSP en date du 24/02/2023, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **XPAND IMMO**

Objet social : La prise de participation, minoritaire ou majoritaire, au capital de toutes sociétés existantes ou nouvelles, l'acquisition, la détention, la gestion et la vente desdites participations.

Siège social : 19 allée de la Clairière , 33740 ARES

Capital : 1 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BORDEAUX

Président : GROUPE EXPANDIKA, SAS au capital de 1 201 500 €, ayant son siège social 19 allée de la Clairière, 33740 ARES, RCS de BORDEAUX n°879 458 024

Admission aux assemblées et droits de votes : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnel-

lement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il ne sera tenu compte d'aucun Transfert de propriété des actions intervenant pendant un délai de TROIS (3) jours ouvrés précédant la décision collective des associés.

Pour avis
Le Président

L23EJ08875

AVIS DE CONSTITUTION ASSP :
22/02/2023 Dénomination : **LOW KEY**
Forme : SARL Siège : 101 avenue de la Garonne - 33440 ST LOUIS DE MONTFERRAND
Objet : Les prestations d'assistance dans la gestion de chantiers, et toutes prestations commerciales, administratives et financières liées ou complémentaires aux métiers de la construction, notamment le négoce de matériaux et de tous biens meubles, ainsi que le conseil en décoration d'intérieur et le conseil dans la valorisation du patrimoine immobilier, enfin la prise de participation dans toutes sociétés intervenant dans le domaine de l'architecture et/ou du bâtiment ; La prise de participation dans toutes sociétés civiles, commerciales, ou de toutes autres formes intervenant dans le domaine de l'architecture et/ou du bâtiment, la gestion de tous titres de participation, ainsi que la participation directe ou indirecte dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles et, plus généralement l'activité de société «holding». Duré : 99 ans
Capital : 250 € Gérant : M. Cédric COVAREL demeurant 101 avenue de la Garonne - 33440 ST LOUIS DE MONTFERRAND
IMMATRICULATION : RCS BORDEAUX
L23EJ08889

SOGECA BORDEAUX

68 avenue Jean Jaurès
33150 CENON
05.57.77.90.00

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé établi à SAINT AUBIN DE MEDOC en date du 8 février 2023, il a été constitué une société par actions simplifiée présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : **TAXI BLF,**

SIEGE SOCIAL : 1 allée du pas de Lièvre, SAINT AUBIN DE MEDOC (Gironde).

OBJET : La société a pour objet en France et à l'étranger, tant pour son compte que pour le compte d'un tiers :

- L'activité de taxi, transport de voyageurs avec ou sans bagages et/ou de colis à titre onéreux;

- Le transport spécialisé de personnes médicalisées assises ou de toutes marchandises ou biens;

- Le transport public routier de personnes au moyen d'un seul véhicule n'excédant pas neuf (9) places (chauffeur compris) pour les sociétés de taxis;

- l'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, la participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés créées ou à créer, ayant le même objet ou un objet similaire ou connexe; et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

DUREE : 99 ans

CAPITAL : 1 000 euros

PRESIDENT : Bertrand DAVOULT, demeurant 1 allée du pas de Lièvre, 33160 SAINT AUBIN DE MEDOC (Gironde).

AGREMENT : En cas de pluralité d'associés, toutes les cessions d'actions à des tiers seront soumises à l'agrément des associés.

IMMATRICULATION : au R.C.S de BORDEAUX.

Pour avis, le Président.

L23EJ08987



AVOCATS



AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 27/02/2023, il a été constitué la Société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **JAWA**

Forme : SAS

Siège social : 4 Rue de la Cavalle, Z. I. de la Briquetterie 33610 CANEJAN.

Objet : La participation dans toutes entreprises ou sociétés, créées ou à créer, et ce par tous moyens, notamment par voie d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion ou autrement ; La gestion et l'administration de ces participations ; La gestion et l'administration de la trésorerie de ses filiales, ainsi que la fourniture de toute prestation technique et notamment comptable, financière, juridique, commerciale ; La participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes les opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ; Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Durée : 99 ans

Capital : 5 000 €

Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque action donne droit à une voix.

Agrément : Toute transmission d'actions est soumise à l'agrément de la collectivité des associés statuant à la majorité des associés représentant les 2/3 des voix.

Président : M. Paul JACQUET demeurant 12 cours de la Libération, appartement RDC 33000 BORDEAUX.

Directeur Général : M. Frédéric WATELET, demeurant 22 chemin Camp Beil 33114 LE BARP.

Immatriculation au RCS de BORDEAUX.

Pour avis

L23EJ09138

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous-seing privé en date du 20/02/2023 à AMBARES ET LAGRAVE il a été constitué une Société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **FABIEEN BARBOSA PLOMBERIE**

Forme : Société par Actions Simplifiée

Siège : 1 A rue de la Commanderie des Templiers - Résidence Natur'L - logement B21 - 33440 AMBARES ET LAGRAVE

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S.

Capital : 1.000 Euros

Objet : Tous travaux de plomberie, sanitaire, chauffage, climatisation en France et à l'étranger

Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives et dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions

Transmission des actions : Les cessions d'actions sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés

Président : M. Fabien BARBOSA demeurant 1 A rue de la Commanderie des Templiers - Résidence Natur'L - logement B21 - 33440 AMBARES ET LAGRAVE

Immatriculation au R.C.S. de BORDEAUX

Pour avis,

Le Président

L23EJ09145



SERVICE ABONNEMENT

TÉL. 05 57 14 07 55

abonnement@echos-judiciaires.com

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en dates du 22 et 27 février 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : **EDYA**
Siège : 22 rue Leyssan 33 360 Carignan de Bordeaux

Durée : 99 ans
Capital : 100 000 euros

Objet : L'activité de Transaction sur immeubles et fonds de commerce, gestion immobilière, syndic, recherche de biens immobiliers ; toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à : la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ; la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ; toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Agrément : les cessions d'actions sont soumises à un droit de préemption et d'agrément de la collectivité des associés.

Président : Monsieur Yannick GRANET, demeurant 31B Chemin de Sonney 33360 Carignan de Bordeaux.

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

POUR AVIS
Le Président

L23EJ09154

Avis est donné de la constitution d'une société le 20 février 2023 présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société Civile Immobilière de Construction Vente

Dénomination : **SCCV**

QUINTESSANCE

Siège social : 17 rue Emile Fourcand 33000 BORDEAUX

Objet : L'acquisition par voie d'achat ou d'apport de tous immeubles et la construction sur ceux-ci de tous biens de toutes destinations, la vente en totalité ou par lots de ces biens, à terme, en état futur d'achèvement ou après achèvement.

Durée : 20 années

Capital : 1.000 €

Apports en numéraire : 1.000 €

Apports en nature : Néant

Gérance : SAS JAJ PATRIMOINE & PROMOTION, 17 rue Emile Fourcand 33000 Bordeaux

Immatriculation : au RCS de Bordeaux
L23EJ09155

Suivant acte ssp en date à Bordeaux du 23/02/2023, il a été constitué pour une durée de 99 années à compter de son immatriculation au RCS une SARL au capital de 3 000 € dénommée **SIBAVA INVEST**, ayant son siège social 16 rue de la Paix 33200 BORDEAUX. Elle a pour objet social l'acquisition et la détention de tous titres de participation ou de placement, parts et actions de toutes autres sociétés et généralement de toutes valeurs mobilières ; Les prestations de services en matière financière, comptable et administrative au profit des sociétés liées en capital ou de toute autre société sous réserve de

l'application des règles applicables aux professions réglementées ; l'activité prise de mandats en vu de transactions immobilières et toutes activités se rapportant directement ou indirectement à cette activité ainsi définie. M. Frédéric DUPONT demeurant 16 rue de la Paix 33200 BORDEAUX, assure la gérance. Immatriculation de la Société au RCS de Bordeaux.

Pour avis - La Gérance

L23EJ09162



Société d'Expertise Comptable
Andernos - Cenon - Langon - Mérignac - Portets
www.a3caudit.com

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à BEGLES du 23 février 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société d'exercice libéral à responsabilité limitée

Dénomination sociale : SELARL du Docteur JULIETTE THOMAS

Siège social : 458, Route de Toulouse, 33130 BEGLES

Objet social : l'exercice de la profession de médecin neurologue.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1 000 euros

Gérance : Madame Juliette THOMAS Demeurant : 8 B, rue Francin (33800) BORDEAUX

Immatriculation au Registre du commerce et des sociétés de Bordeaux.

L23EJ09171



Cabinet Cazalets
LE PARTENAIRE DE VOTRE AVENIR

GALETT'AS

Société par actions simplifiée
au capital de 1 000 euros
Siège social : Les Halles de Bacalan
15 quai du Maroc
33300 BORDEAUX

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à Bordeaux du 1^{er} février 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée

Dénomination : Galett'AS

Siège : Les Halles de Bacalan 15 quai du Maroc, 33300 BORDEAUX

Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 1 000 euros

Objet : La fabrication et la vente de galettes, de boissons, de plats préparés et de tous produits manufacturés

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : Monsieur VERMELHO William, demeurant 168 bis Avenue des Pyrénées, 33140 VILLENAVE D'ORNON

Directeur général :

Monsieur HABOUCHI Mehdi, demeurant Résidence Mezzo, Appartement 2002, 191 Avenue René Cassagne 33150 CENON

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bordeaux.

POUR AVIS

Le Président

L23EJ09207



Rue du Cardinal Richaud
33000 Bordeaux

F.L. NAS Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 1 000 euros
Siège social : 7 avenue Sud du Phare, Cap Ferret 33970 LEGE CAP FERRET
AVIS DE CONSTITUTION Aux termes d'un acte sous signature privée en date à LEGE CAP FERRET du 28/02/2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme : Société par actions simplifiée unipersonnelle
Dénomination : F.L. NAS
Siège : 7 avenue Sud du Phare, Cap Ferret, 33970 LEGE CAP FERRET
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS
Capital : 1 000 euros
Objet : La Société a pour objet, en France et à l'étranger : la prise de participation dans toutes sociétés et autres personnes morales de toutes formes, l'acquisition, l'exploitation et la gestion de ces participations ; l'animation et l'orientation de la politique des sociétés filiales ; l'émission d'actions, d'obligations, de titres quelle qu'en soit la nature ; la prestation de services en matière informatique, administrative, financière et comptable, de marketing, de documentation et de recherche, de recrutement et de gestion de personnels. Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre. Agrément : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Président : Monsieur Frédéric LESCARRET demeurant 7 avenue du Sud du Phare, Cap Ferret, 33970 LEGE CAP FERRET La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX

L23EJ09215

LGELHM CONCEPT

Aux termes d'un acte en date du 2/2/2023 été constitué une Société par Actions Simplifiée à associé Unique présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : LGELHM CONCEPT

Siège social : 12 Bis Rue de Verdun 33360 CARIGNAN DE BORDEAUX

Objet social : Vente au détail de matériels électriques et électroniques et prestations de services

Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au registre du Commerce.

Capital social : 1000 euros

Président : Loic LEGRAND, demeurant 5 Rue Gabriel Didier 33130 ECHIROLLES.

Il est précisé que les statuts comportent une clause d'agrément.

Le président est habilité à statuer sur les demandes d'agrément.

Immatriculation de la société au R.C.S de BORDEAUX

L23EJ09221



SUD-OUEST EXPERTS CONSEILS

Aux termes d'un ASSP en date du 01/03/2023, il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **LM CONSEILS HOLDING**

Objet social : en France et à l'étranger : la propriété, l'acquisition, la souscription, la détention et la gestion de valeurs mobilières et de tous autres instruments financiers, cotés en bourse ou non cotés, français ou étrangers, et notamment la prise de participation ou d'intérêts directs ou indirects dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, les prestations de services en tous genres pour les filiales, notamment d'assistance et de conseil en matière administrative, juridique, comptable, commerciale, marketing et financière, de gestion des investissements mobiliers ou immobiliers, de ressources humaines,

Siège social : 7 route de Taillefer, 33450 MONTUSSAN

Capital : 1 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BORDEAUX

Président : M. LORAND Maxime, François, Serge, demeurant 74 rue Laufach, 33560 SAINTE EULALIE

Admission aux assemblées et droits de votes : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Clause d'agrément : La cession des actions de l'associé unique est libre. En cas de pluralité d'associés, la cession d'actions, à titre onéreux ou à titre gratuit, à des tiers non associés, quel que soit leur degré de parenté avec l'associé cédant, est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés résultant d'une décision collective extraordinaire des associés statuant à la majorité des deux tiers des actions composant le capital social.

Pour avis
le Président

L23EJ09243



LDA
Société d'Avocat
57 cours Pasteur
33000 Bordeaux

Avis est donné de la constitution de la Société **COEUR DE BORDEAUX**, Société d'exercice libéral par actions simplifiée au capital de 160.667 Euros, dont le siège social est situé à BORDEAUX (33300) 202 Boulevard Godard - OBJET : exercice en commun de la profession de médecin, telle qu'elle est définie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur - DUREE : 99 Ans - R.C.S. BORDEAUX.

PRESIDENT : Monsieur Romain GIRARDOT, né le 5 avril 1971 à TONNERRE (89), de nationalité française, demeurant à LE BOUSCAT (33110) 16 Rue Francis de Pressensé, est nommé Président de la Société pour une durée illimitée.

Les cessions d'actions sont soumises à agrément de la collectivité des associés statuant à la majorité des deux tiers des associés disposant du droit de vote.

L23EJ09252

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à BORDEAUX du 27 février 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : **RESTAURANT LA COQUILLE**

Siège : 124 route de Bordeaux - Quartier de Pirailan 33950 LEGE-CAP-FERRET

Durée : 99 ans
Capital : 1000 euros
Objet : la gestion et l'exploitation de fonds de commerce de restauration traditionnelle, bar, dégustation de fruits de mer.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Agrement : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément préalable pris par décision collective extraordinaire des associés représentant plus de 60% des actions composant le capital social.

Présidente : la société NACRE, SAS, sise 2 rue des roitelets - BP 5 33950 LEGE-CAP-FERRET, 491.274.023 RCS BORDEAUX.

Directrice Générale : la société VINTAGE SERVICE, SARL, sise 167 rue Mondenard 33000 BORDEAUX, 509.479.309 RCS BORDEAUX.

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

POUR AVIS
Le Président

L23EJ09281

AVIS

Par acte sous seing privé établi le 7 septembre 2022, a été constituée la SISA «MSP Les Hauts de Bordeaux».

Dénomination sociale : **MSP Les Hauts de Bordeaux**

Forme juridique : Société Interprofessionnelle de Soins Ambulatoires

Capital : 190€

Durée : 99 ans

Siège social : 72-74 bis avenue de Branne, 33370 Tresses

Objet : Constitution d'une Maison de Santé Pluriprofessionnelle, principalement spécialisée dans le domaine pédiatrique, et plus généralement l'ensemble des actions inscrites dans les articles

L 4041-2, L 4042-1 et R 4041-1 du Code de la santé publique.

Associés : docteurs Isabelle BOUFARD-FONTANET, Isabelle BRINET-AVRIL, Françoise CECCATO, Caroline DELAPIERRE, Anne-Lise DUCANDA, Jeanne LAMBRECQ, Jean-François PUJOL, Carine TOURNIER, Kameliya VASILEVA, Médecins spécialistes et généralistes, Mesdames Séverine COYCO, Maud VAN BOXSOM, Stéphanie VIDAL, Infirmières, Madame Sophie DORDOR-MOREL, Kinésithérapeute, Mesdames Brigitte EXSHAW, Elisabeth PICHON-CECCATO, Anne-Claire VILAR DEL PESO, Orthophonistes, Madame Sana DALILI-ROY, Orthoptiste, Mesdames Camille BOUFFARD et Manon SANSEGOLO, Psychomotriciennes.

Gérante : Docteur Françoise

CECCATO, domiciliée 72 avenue de Branne, 33370 Tresses

RCS : Bordeaux

Pour avis, la Gérante

L23EJ09297

ABONNEZ-VOUS !



C2PST SASU
Capital social 2 000 euros
Siège social : 39 Avenue Pierre Corneille, 33600 PESSAC
845 188 457 RCS DE BORDEAUX

NON DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

Aux termes d'une décision en date du 30 juin 2021, l'associé unique, statuant en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

POUR AVIS
Le Président
L22EJ05908

M&B COUTURE
Société à responsabilité limitée au capital de 1 500 Euros
25 rue Lajaunie
33000 BORDEAUX
840 998 132 RCS BORDEAUX

DEMISSION GERANT MODIFICATION REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 21 décembre 2022, il a été décidé de modifier la répartition du capital social suite à la démission de Myriam LALLEMAND cogérante associée. Barbara BARRAUD demeure gérante associée unique, et ce avec effet au 31 décembre 2022.

Les articles 7 et 16 des statuts ont été modifiés en conséquence.
Mention sera faite au RCS de BORDEAUX.

L22EJ08268



ABC HOLDING
Société par actions simplifiée à associé unique
Capital social de 490 000 euros
Siège social : 39 Corniche Lac et Forêt, 33680 LACANAU
824 473 904 RCS BORDEAUX

FIN DE MANDAT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 30 juin 2022 il résulte que :

les mandats de la société @COM.AUDIT, Commissaire aux Comptes titulaire, et de COUTAND Jérôme, commissaire aux Comptes suppléant, sont arrivés à expiration et qu'il n'est pas désigné de Commissaire aux Comptes.

POUR AVIS
Le Président

L22EJ08550



SRD WINE CELLAR
SARL au capital de 6 000 euros
Siège social : 83 rue Jude 33200 BORDEAUX
839 083 284 RCS BORDEAUX

NON DISSOLUTION

Aux termes d'une décision collective en date du 1er septembre 2020, la collectivité des associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis
La Gérance

L22EJ08701



MALICLAIR
Société par actions simplifiée en cours de transformation en société à responsabilité limitée au capital de 7 622,45 euros
Siège social : 15 AV GAMBETTA 33120 ARCACHON
411 383 748 RCS BORDEAUX

Par décision du 02/02/2023, l'associée unique a décidé la transformation de la Société en société à responsabilité limitée à associé unique à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société. La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées. Le capital social reste fixé à la somme de 7 622,45 euros, divisé en 500 parts sociales de 15,24 euros chacune. SAS au capital de 5 000 euros, dont le siège social est 1 rue de Grande Bretagne, 33370 ARTIGUES-PRES-BORDEAUX, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 901 712 034 RCS BORDEAUX, Représentée par Nicolas BOUTILLIER, Président. Sous sa nouvelle forme, la Société est gérée par Nicolas BOUTILLIER, demeurant 51 rue du Jardin Public 33000 BORDEAUX.

L23EJ04729



DOTCODE
SASU au capital de 100 €
7 Allée de Chartres 33000 BORDEAUX
RCS BORDEAUX 890 695 422,

Par décision de l'associé unique du 01/02/2023, il a été décidé de la nomination, à compter du 01/02/2023, de la société LETOUTALORDI, EURL au capital de 150 000 €, sise 7 Allée de Chartres, 33000 BORDEAUX, RCS BORDEAUX 948 592 795, en qualité de Présidente et en remplacement de Monsieur Alexandre DECOLLAS, démissionnaire. Modification au RCS de BORDEAUX

L23EJ04746

SARL DU QUARTIER

SARL au capital de 56 400 €
Siège social : Quai des Chartrons, Les Hangars des Quais n°15
33300 BORDEAUX
RCS de BORDEAUX n°478 434 806

L'AGE du 31/01/2023 a décidé le transfert du siège social au 10 rue Edmond Rostand, 33110 LE BOUSCAT à compter du 01/02/2023.

L23EJ05440



3 rue Pierre et Marie Curie 33520 BRUGES
Tél. : 05 57 19 12 12
Site : www.actheos.com

PREEXA PATRIMOINE
Société par actions simplifiée Au capital de 20 000 euros
Siège social : 3, Rue Pierre et Marie Curie Parc de Chavailles 33520 BRUGES
912 129 285 RCS BORDEAUX

NOMINATION DIRECTEUR GENERAL

Aux termes d'une décision unanime de la collectivité des associés en date du 21 février 2023,

Monsieur Eric MARTAGEIX, demeurant 6, Rue Massenet, 33600 PESSAC a été nommé en qualité de Directeur Général pour une durée indéterminée.

POUR AVIS
Le Président

L23EJ06243

NORDNEXT SAS au capital de 11.099.582 € Zone Industrielle Auguste V - 19, impasse Lou Haou 33610 Cestas R.C.S. Bordeaux 814 776 126 Par PV des décisions du Président du 08/02/2023, le Président a constaté l'augmentation de capital de la somme de 36.000 € par émission de 36.000 actions de 1 € chacune. Le capital est ainsi porté à 11.135.582 € divisé en 11.135.582 actions de 1 €. Les statuts sont modifiés en conséquence. Pour avis

L23EJ06345

24H/24H

PUBLICATION DE VOTRE
ANNONCE LÉGALE EN LIGNE VIA
NOTRE PLATEFORME INTERNET

AHBL AVOCATS

PHOENIX ALPHA

Société par actions simplifiée
au capital de 15 000 euros
Siège social : 65 bis avenue de l'Europe
33700 MÉRIGNAC
881 599 963 RCS BORDEAUX

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 17 février 2023, il a été décidé d'étendre, à compter du même jour, l'objet social de la société à l'activité de gestion marketing et communication. L'article 2 «Objet» des statuts a ainsi été modifié comme suit.

Ancienne mention : En France et à l'étranger : prise de participation dans toutes sociétés, animation de groupes de sociétés, gestion commerciale et administrative, location vide ou meublée. Achat et vente de produits bois et dérivés. Et plus généralement, toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à cet objet et toutes opérations quelconques contribuant à sa réalisation.

Nouvelle mention : En France et à l'étranger : prise de participation dans toutes sociétés, animation de groupes de sociétés, gestion commerciale, administrative, marketing et communication, location vide ou meublée. Achat et vente de produits bois et dérivés. Et plus généralement, toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à cet objet et toutes opérations quelconques contribuant à sa réalisation.

Mention sera faite au RCS de Bordeaux.

L23EJ06713

ENTREPRISE CABANNES

SAS au Capital de 30 500 euros
Siège social : 7 Avenue Léon Jouhaux
33210 LANGON
RCS BORDEAUX 388 110 470

MODIFICATION DES DIRIGEANTS

Aux termes des Décisions de l'associé unique du 27/09/2021, il a été pris acte de la démission du cabinet GRANGER VALENCE, Commissaire aux Comptes titulaire, et décidé de nommer en son remplacement le Commissaire aux Comptes suppléant, le Cabinet SORECO et de ne pas procéder à la nomination d'un nouveau commissaire aux comptes suppléant.

Pour avis

L23EJ06732

SAM VITICULTURE

SARL au capital de 5 000 €
Siège social : Allée des Demoiselles, Chez Annex
33170 GRADIGNAN
RCS de BORDEAUX n°914 338 199

L'AGE du 01/12/2022 a décidé à compter du 01/12/2022 de nommer en qualité de

co-gérant M.CONCITA Marian, demeurant 491 Route d'Arveyres, 33420 GENISSAC
Modification au RCS de BORDEAUX
L23EJ07231

L23EJ07903

POHIEL CONSEIL
Société à responsabilité limitée au capital de 3 600 euros
Siège social : 4B rue de Cantaranne - 33170 GRADIGNAN
848 460 325 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une délibération en date du 16 février 2023, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé :

- de remplacer à compter du 1er Mars 2023 la dénomination sociale «POHIEL CONSEIL» par «Des Cours Chez Moi» et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts,
- de modifier l'objet social à l'activité de Cours et soutien particuliers à domicile de l'enfant à l'âge adulte et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts,

Pour avis
La Gérance

L23EJ07584

DIGITAL ASSETS MANAGEMENT
Société par actions simplifiée au capital de 100 euros
Siège social : 10 Avenue des Alouettes, 33320 EYSINES
843 938 085 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une AGO en date du 28 juillet 2022, la collectivité des associés a nommé la société IPSUM, société à responsabilité limitée au capital de 50 000 euros, dont le siège social est 23 Cours Edouard Vaillant 33300 BORDEAUX, immatriculée au RCS sous le n°838 587 996 RCS BORDEAUX, en qualité de Directrice Générale.

POUR AVIS
Le Président

L23EJ07850


FIDUCIAL
SOFIRAL
Rue du Cardinal Richaud
33000 Bordeaux

LES GOURMANDES Société par actions simplifiée au capital de 5 000 euros
Siège social : 2 Chemin de la Canave, 33650 MARTILLAC 830 727 350 RCS BORDEAUX
Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 15/02/2023 à effet du même jour : - Mme Karine BADIN, demeurant 36 route de Bigard 33650 ST SELVE, a été nommée en qualité de Président en remplacement de Mme Marie-Dominique BOSC, démissionnaire. - Mme Marie-Dominique BOSC, demeurant 28 rue François Douaud 33130 BEGLES, a été nommée en qualité de Directeur Général en remplacement de Mme Karine BADIN. L'article 38 des statuts a été modifié en conséquence. Pour avis, le Président
L23EJ07860

ELAB CONSULTING
Société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros
Siège social : 16 Avenue des Fauvettes 33700 MÉRIGNAC
844 921 510 RCS BORDEAUX

Aux termes d'un procès-verbal des décisions de l'associé unique en date du 8 décembre 2022, il résulte que la société APF, société par actions simplifiée à associé unique au capital de 1 000 euros, sis 102 Rue du Port du Moulin, 33350 FLAUJAGUES, a été nommée en qualité de Directrice Générale,
POUR AVIS
Le Président

L23EJ07870

VOTELAB
Société par actions simplifiée au capital de 1 024 euros
Siège social : 13 Lieu dit Pey du Prat, 33420 GREZILLAC
890 026 974 RCS LIBOURNE

Aux termes d'une délibération en date du 31 octobre 2022, l'AGE des associés, statuant en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

POUR AVIS
Le Président

L23EJ07903

Cabinet  Médocain
L'expertise comptable

LE PETIT BOEIN,

Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée, au capital de 2000 euros
Siège social : 2 AVENUE RAYMOND POINCARE 33380 BIGANOS.
RCS DE BORDEAUX 919 901 223

MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 01/02/2023, l'objet social a été étendu à : <...> et sur évenitaires et marchés en ambulants. L'article 3 des statuts a été modifié en conséquence :

Ancienne mention :

Commerce d'alimentation générale et de détail de viandes et produits préparés à base de viande en magasin spécialisé.

Nouvelle mention :

Activité Principale : Commerce de viandes et produits préparés à base de viande en magasin spécialisé et sur évenitaires et marchés en ambulants.

Activité Secondaire : Commerce d'alimentation générale.

RCS de BORDEAUX

Pour avis,

L23EJ07960


EXINDE
SOCIÉTÉ D'AVOCATS
BARREAU DE BORDEAUX
292 A avenue
Aristide Briand
33700 Mérignac

PHYSIO

SELARL au capital de 1 000 €
Siège social : 44 Avenue de Pinsan 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX
RCS de BORDEAUX n°882 777 485

L'AGE du 09/02/2023 a décidé le transfert du siège social au 74 Rue des Menuts, 33000 BORDEAUX à compter du 09/02/2023.

L23EJ08013



SOCIÉTÉ JURIDIQUE ET FISCALE
MOYERT BARALE ET ASSOCIÉS
Société d'Avocats
27 Cours Evrard de Fayolle
33000 BORDEAUX
Tel. 05 56 01 98 77

MAJURA'S

Société par actions simplifiée
au capital de 90 000 euros
77 rue du Vélodrome, 33200 BORDEAUX
822 876 777 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une délibération de l'AGO du 21.12.2021 il résulte que les mandats de la société SAGEC, Commissaire aux Comptes titulaire, et de la société COMPAGNIE FIDUCIAIRE AUDIT, Commissaire aux Comptes suppléant, sont arrivés à expiration et qu'il n'est pas désigné de Commissaire aux Comptes.

POUR AVIS

Le Président

L23EJ08030

SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE L'ECUREUIL

Société civile au capital de 87.551,47 €
15 rue Blanc Dutrouil 33000 BORDEAUX
RCS BORDEAUX N° 320 924 681

Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1^{er} janvier 2023, il a été pris acte de transférer le siège social de la société à compter du 1^{er} janvier 2023 à BISCARROSSE (40600) 439 rue des Fauvettes.

La société sera immatriculée au RCS DE MONT DE MARSAN et sera radiée du RCS DE BORDEAUX.

Pour avis

L23EJ08036

MEYLO

SASU au capital de 100 €
Siège social : 235 rue Sainte Catherine 33000 BORDEAUX
RCS BORDEAUX 904 047 933

En date du 22/02/2023, le président a décidé le transfert du siège social à compter du 22/02/2023 et de modifier l'article 4 des statuts comme suit :

- Ancienne mention : le siège social de la société est fixé au 235 rue Sainte Catherine, 33000 BORDEAUX.

- Nouvelle mention : le siège social de la société est fixé au 6 Avenue des 40 Journaux, A137, 33300 BORDEAUX.

L'inscription modificative sera portée au RCS BORDEAUX tenue par le greffe du tribunal.

Maureen Allouche-Meynier

L23EJ08090

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
POUR ÊTRE BIEN INFORMÉS

ABONNEZ-VOUS !



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable et
Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupcf.com

MINOS PEINTURE

Société à responsabilité limitée
au capital de 102 000 euros
Siège social : 130 Rue Eugène Freyssinet
- Zone Industrielle
33260 LA TESTE DE BUCH
323 315 515 RCS BORDEAUX

Aux termes de la délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 03/01/2022, il résulte que les mandats de Monsieur Olivier BOULBES, Commissaire aux Comptes titulaire, et de Monsieur Stéphane CASENAVE CHEVRIER, Commissaire aux Comptes suppléant, sont arrivés à expiration et qu'il n'est pas désigné de Commissaire aux Comptes. Pour avis. La Gérance

L23EJ08513



12 place de la Bourse
33000 BORDEAUX
Tél : 05.57.10.05.50

VIN ET TERRE

SAS au capital de 3.870 €
Siège social : 11 rue du Prof Démons -
33140 VILLENAVE-D'ORNON
Transféré au : 35 Allée Megevie - 33170
GRADIGNAN
RCS BORDEAUX 797 997 491

Par décision en date du 21/02/2023, les associés, à l'unanimité, ont décidé de transférer le siège social du 11 rue du Prof Démons - 33140 VILLENAVE-D'ORNON pour le fixer au 35 Allée Megevie - 33170 GRADIGNAN, à compter du 01/01/2023.

L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de BORDEAUX.

Pour avis, L23EJ08529



CARME

Société civile au capital de 1 000 €
Siège social : 27 Rue Ferdinand de
Lesseps 33110 LE BOUSCAT
443 244 868 RCS BORDEAUX

Le 17/02/2023, l'associée unique a décidé d'étendre l'objet social de la Société à «La mise à disposition gratuite au profit du gérant ou des associés de tous biens immobiliers appartenant à la Société», et en conséquence de modifier les statuts. L23EJ08570

A2ENERGIES

SARL au capital de 5 000 €
Siège social : 15, bis Rue des Pivoines
33700 MERIGNAC
RCS de BORDEAUX n°809 610 280

L'AGE du 01/10/2022 a décidé à compter du 01/10/2022 de nommer en qualité de gérant M. MARTIN Nicolas, demeurant 15, bis Rue des Pivoines, 33700 MERIGNAC en remplacement de Mme BART Carine, pour cause de démission. Modification au RCS de BORDEAUX
Pour avis
Nicolas MARTIN

L23EJ08594

MANOUKIAN

SCI au capital de 100 €
Siège social : 273, Cours Balguerrie
33000 BORDEAUX
RCS de BORDEAUX n°850 566 894

L'AGO du 31/12/2022 a décidé le transfert du siège social au 29, Avenue Bougnard, 33600 PESSAC à compter du 02/01/2023.

Pour avis
Sarkis MANOUKIAN L23EJ08595



Maître Nicolas NAVEILHAN
Avocat
105 rue Lecocq
33000 BORDEAUX
Tél : 09.72.64.81.15
Fax : 05.35.54.83.27

DIM ELEC

Société par actions simplifiée
au capital de 7.622,45 €
Siège social : avenue Toussaint Catros
Tech Espace 33185 LE HAILLAN
RCS Bordeaux 353 638 554

Par décision de l'assemblée générale mixte des associés du 17 février 2023, la collectivité des associés a pris acte de la démission de Monsieur Christian DELTROY de ses fonctions de Président et a nommé, à compter du 17 février 2023, Monsieur Romain, Julien FERRERO, né le 13 août 1982 à Toulon (83), demeurant 26 rue du Port à IZON (33450) en qualité de nouveau Président pour une durée indéterminée.

Mention sera faite au RCS de Bordeaux

Pour avis L23EJ08629

Dénomination :

SARL ROUGE.

Forme : SARL.
Siège social : 9 Route DE LANGOIRAN,
33550 CAPIAN.
399743657 RCS de Bordeaux

CAPITAL SOCIAL

Aux termes de l'AGE en date du 28 décembre 2022, les associés ont décidé de modifier le capital social en le portant de 22867 euros à 100000 euros.

Les associés décident de mettre à jour les statuts.

Mention sera portée au RCS de Bordeaux L23EJ08655

Dénomination :

CDTE.

Forme : SAS.
Siège social : 9 Route DE LANGOIRAN,
33550 CAPIAN.
887743961 RCS de Bordeaux

CAPITAL SOCIAL

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 26 décembre 2022, les actionnaires ont décidé de modifier le capital social en le portant de 500 euros à 750 euros.

Les statuts sont modifiés suite à l'augmentation du capital.

Mention sera portée au RCS de Bordeaux

L23EJ08661

Dénomination :

AQUITAINE 33 CONCEPT BATIMENT (A33CB).

Forme : SARL.
Capital social : 25000 euros.
Siège social : 17 Avenue DES MON-
DAULTS, 33270 FLOIRAC.
885394684 RCS de Bordeaux.

GÉRANT

Aux termes de l'AGE en date du 16 novembre 2022, à compter du 16 novembre 2022, les associés ont pris acte de la modification de la gérance de la société :

- Karim ALIEH (partant)

Mention sera portée au RCS de Bordeaux.

L23EJ08663

Dénomination :

AQUITAINE 33 CONCEPT BATIMENT (A33CB).

Forme : SARL.
Capital social : 25000 euros.
Siège social : 17 Avenue DES MON-
DAULTS, 33270 FLOIRAC.
885394684 RCS de Bordeaux.

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Aux termes d'une décision en date du 31 décembre 2022, l'associé unique a décidé, à compter du 1 janvier 2023, de transférer le siège social à 1 rue Jean Walter, 33450 Montussan.

Mention sera portée au RCS de Bordeaux.

L23EJ08666

Dénomination :

ASMIN.

Forme : SCI.
Capital social : 1000 euros.
Siège social : 17 Avenue DES MON-
DAULTS, 33270 FLOIRAC.
902296169 RCS de Bordeaux.

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 décembre 2022, les associés ont décidé, à compter du 1 janvier 2023, de transférer le siège social à 1 rue Jean Walter, 33450 Montussan.

Mention sera portée au RCS de Bordeaux.

L23EJ08670

Dénomination :

A.S HOLDING.

Forme : SARL.
Capital social : 460000 euros.
Siège social : 17 Avenue DES MON-
DAULTS, 33270 FLOIRAC.
884098468 RCS de Bordeaux.

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Aux termes d'une décision en date du 31 décembre 2022, l'associé unique a décidé, à compter du 1 janvier 2023, de transférer le siège social à 1 rue Jean Walter, 33450 Montussan.

Mention sera portée au RCS de Bordeaux.

L23EJ08671

Dénomination :

LES BIARMES.

Forme : SCI.
Capital social : 1000 euros.
Siège social : 17 Avenue DES MON-
DAULTS, 33270 FLOIRAC.
893034355 RCS de Bordeaux.

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 décembre 2022, les associés ont décidé, à compter du 1 janvier 2023, de transférer le siège social à 1 rue Jean Walter, 33450 Montussan.

Mention sera portée au RCS de Bordeaux.

L23EJ08673



P MEYNARD - M BEUTON
STUTTER
Notaires associés
16 bis Bld Alsace Lorraine -
33780 SOULAC SUR MER
Tél 05 56 09 80 04

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 16 février 2023, les associés de la société dénommée TKL dont le siège social est à SAINT-GERMAIN-ESTEUIL (33340), 1 route des Trois Lagunes, au capital de 1.000,00 EUR, identifiée sous le numéro SIREN BORDEAUX 818 399 719, ont décidé de transférer le siège social de la société à LESPARRÉ-MEDOC (33340), 20 rue des Forgerons.

Pour avis

Le notaire.

L23EJ08694

POUR RECEVOIR
LE SERVICE REGULIER DE
NOTRE JOURNAL

ABONNEZ-VOUS !

SERVICE ABONNEMENT

TÉL. 05 57 14 07 55

ABONNEMENT@ECHOS-JUDICIAIRES.COM

Clairière21
SAS - Capital : 1.000 €
Siège social : 19 allée de la Clairière 33740
Ares
882 386 261 R.C.S de Bordeaux

AVIS

Le 27 décembre 2022, les associés ont décidé de transformer la société civile GS Ares en SAS et de changer la dénomination sociale, à compter du même jour. Cette transformation entraîne la publication des mentions suivantes :

Forme :

- Ancienne mention : SCI
- Nouvelle mention : SAS

Administration : la société Alter Ego Expansion (SAS) au capital de 10.000 €, siège social : 19 allée de la Clairière à Ares (33), 824 657 662 R.C.S. Bordeaux), anciennement gérante, devient présidente.

Dénomination :

- Ancienne mention : GS Ares
- Nouvelle mention : Clairière21

Capital social : Le capital social reste fixé à la somme de 1.000 €. Il est désormais divisé en 1.000 actions de 1 € chacune, entièrement libérées, et attribuées aux associés actuels en échange des 1.000 parts qu'ils possèdent.

Objet social : l'objet de la Société reste inchangé mais est précisé :

- Ancienne mention : l'acquisition, la construction, la location, l'échange, la mise ou la prise à bail, la mise en valeur, la rénovation, l'exploitation, éventuellement la vente de tout immeuble bâti ou non bâti ()

- Nouvelle mention : l'exploitation d'immeubles par voie de location meublée ; dans le cadre de ladite exploitation, la fourniture de prestations dites de parahôtellerie et de prestations se rapportant au tourisme et à l'accueil des touristes notamment la petite restauration ; l'acquisition, la construction, la prise à bail, la mise en valeur, la rénovation, éventuellement la vente de tout immeuble, bâti ou non bâti, exploité ou en vue de son exploitation comme il est dit ci-avant

Admission aux assemblées et droit de vote : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Agrément : Tout transfert d'actions est soumis à l'agrément de la collectivité des associés dans les conditions de l'article 14 des statuts.

Les mentions antérieures sur la durée de la Société et son siège social restent inchangées.

Mention sera faite au RCS de Bordeaux
L23EJ08723



DUBOST NOTAIRES

Pascale DUBOST

53 cours Sadi Carnot - 33210 LANGON

☎ 05.57.98.02.22

http://dubost-langon-landirans.notaires.fr

SOCIETE CIVILE SCI CAZEAUX

Société civile
Capital social : 56711.03,00 euros
Siège social : LIEU-DIT CAZEAUX
33210 LEOGEATS
421 524 448 RCS BORDEAUX

AVIS DE NOMINATION DE CO-GÉRANTS

Suivant délibération en date du 3 janvier 2023, il a été décidé la nomination des co-gérants suivants :

- Mademoiselle Sandrine PERROY, demeurant à SAINT MACAIRE (33490), 26 crs Gambetta, Rés Pic Vert Apt G7,

- Madame Fabienne PERROY, demeurant à CABANAC VILLAGRAINS (33650) 12 route de l'Entre Deux Mers

- Mademoiselle Sylvie PERROY, demeurant à BARSAC (33720) 16 rue de la Tour de Mercadet.

Les modifications statutaires seront publiées au registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX.

Pour avis
Le notaire.

L23EJ08740



**JURI-LAWYERS
CONSULTANTS**
SOCIÉTÉ D'AVOCATS

Marmande - Bordeaux
Tél. 05 53 76 06 06
contact@cabinet-jlc.com
www.cabinet-jlc.com

Aux termes d'une délibération en date du 23 février 2023 de la société AZUR MARKETING, SARL au capital de 25 000 euros, dont le siège social est sis 55 Rue Camille Pellat 33150 CENON, immatriculée au RCS de BORDEAUX (33) sous le numéro 498 723 360, la collectivité des associés a pris acte de la décision prise par Monsieur André REGLAT de démissionner de ses fonctions de gérant et a nommé en qualité de nouveau gérant Madame Muriel SANCHEZ, demeurant 23 Chemin du Moulin 33370 TRESSSES, pour une durée illimitée à compter du 23 février 2023. Le nom de Monsieur André REGLAT a été retiré de l'article 17 des statuts sans qu'il y ait lieu de le remplacer par celui de Madame Muriel SANCHEZ, nouvelle gérante. Pour avis. La Gérance

L23EJ08803

SCI DU SOLEIL

Société Civile Immobilière,
au capital de 38.000,00 €,
Siège social LE BOUSCAT (33110),
367 avenue de la Libération,
immatriculée au R.C.S. de BORDEAUX
432 025 633.

Suivant procès-verbal de l'Assemblée Générale extraordinaire en date du 27 février 2023 :

- le siège social est transféré à LE TAILLAN MEDOC (Gironde) 4 rue des Genêts

- est ajoutée à l'objet social l'activité suivante : «- exceptionnellement la vente d'immeubles, sans que cela ne remette en cause le caractère civil de la société.»

Le dépôt légal sera effectué au RCS de BORDEAUX.

L23EJ08869

SCI AMRB

Société civile immobilière
au capital de 1 000€
Siège social 12 route de Latresne
33360 Carignan-de-Bordeaux
913 915 617 RCS BORDEAUX

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 24 février 2023, il résulte que :

Le siège social a été transféré du 12 route de Latresne 33360 Carignan-de-Bordeaux, au 21 avenue de l'Entre-Deux-Mers, 33670 Créon, à compter du 24 février 2023.

L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de Bordeaux.

Pour avis,

L23EJ08872



292 A avenue
Aristide Briand
33700 Mérignac

SCI CLAUDE DARROZE

SCI au capital de 243 918,43 €
Siège social : Lieu-dit LES PICHONS
33210 FARGUES
RCS de BORDEAUX n°381 967 843

L'AGE du 15/11/2021 a décidé à compter du 15/11/2021 de nommer en qualité de co-gérante Mme DARROZE Aurélie, demeurant Calle Amor de Dios 9 , 28014 MADRID (ESPAGNE) et de co-gérante Mme DARROZE Marie-Pierre, demeurant 57 route de Mounic , 33210 FARGUES et de co-gérant M. DARROZE Jean-Charles, demeurant 37 Cours de la République, 33490 SAINT MACAIRE en remplacement de M. DARROZE Claude, pour cause de décès.

Modification au RCS de BORDEAUX
L23EJ08907

«PATEMI»

Société civile immobilière
Au capital de 1.000,00 €
Siège social : 16 chemin du Follet
33360 QUINSAC
R.C.S. BORDEAUX : 827 633 470

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 27 février 2023, les associés, ont décidé de transférer le siège social à BORDEAUX (33000), 17 cité Conrad, appartement A106, et ce à compter du 27 février 2023 et de modifier en conséquence l'article 4 «SIEGE SOCIAL» des statuts.

Formalités exécutées au RCS de BORDEAUX.

Pour avis

L23EJ08955

CIS VALLEY

Société par actions simplifiée
au capital de 2 500 000 euros
Siège social :
3 rue Adrienne Bolland
33185 LE HAILLAN
RCS BORDEAUX 410 100 747

Aux termes d'une décision de l'associée unique du 20 février 2023, il résulte que :

Monsieur Eric, Maxime JULIEN, né le 8 juin 1984 à BOURGES (18), de nationalité Française et domicilié 30 rue Albert Lavaud 33110 LE BOUSCAT, a été nommé en qualité de Directeur Général à compter du 20 février 2023 pour une durée indéterminée.

Le président

L23EJ09005

SCI LECOQ

Société Civile Immobilière
Au capital de 100 Euros
Siège social :
148 rue Manon Cormier
33000 BORDEAUX
921 503 389 RCS de Bordeaux.

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Aux termes d'une décision en date du 28 février 2023, les associés ont décidé, à compter du 28 février 2023, de transférer le siège social à 28 rue Henri Dupuy de Lôme, 56100 Lorient.

durée : 99 ans.

Radiation du RCS de Bordeaux et immatriculation au RCS de Lorient.

L23EJ09017

A B D I FINANCE

Société à responsabilité Limitée
au capital de 1 074 765,57 euros
Siège social : 16 Avenue de la République
ZI - 33430 BAZAS
RCS BORDEAUX 422 210 120

Aux termes d'une délibération en date du 02 janvier 2023, la collectivité des associés a pris acte de la décision prise par Monsieur André CASSAGNE et Madame Bernadette VIGNEAU, de démissionner de la gérance à compter du 1^{er} janvier 2023. A cet effet, Mesdames Isabelle BERNADET et Amandine AUJOUIT restent seules gérantes de la Société.

Pour avis
La Gérance

L23EJ09049



MAJOR CONSULTING
Société par actions simplifiée unipersonnelle
au capital de 50 000 euros
Siège social : 46 avenue des Frères
Lumières - 78190 TRAPPES
818 788 077 RCS VERSAILLES

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Le 01/03/2023, l'associée unique de la SASU MAJOR CONSULTING a décidé de transférer le siège social du 46 avenue des Frères Lumières - 78190 TRAPPES au 7 allée des Fragnons - 33160 SAINT AUBIN DE MEDOC à compter du 01/03/2023 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

La Société, immatriculée au R.C.S de VERSAILLES sous le n°818 788 077 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation auprès du R.C.S de BORDEAUX

Président : Monsieur Alain LEBOURG, demeurant 7 allée des Fragnons, 33160 SAINT AUBIN DE MEDOC
POUR AVIS
Le Président

L23EJ09071

SARL DMP DIFFUSION MATERIELS PISCINES

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 47.000 €
Siège social : 1 Chemin du calvaire
33360 CAMBLANES ET MEYNAC
RCS de BORDEAUX n° 381 431 089

AVIS

L'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 01 février 2023 a décidé de transférer le siège de la société du 1 Chemin du Calvaire 33360 CAMBLANES ET MEYNAC au 1 route de Bordeaux 33880 CAMBES de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Mention en sera faite au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX.

Pour avis
La Gérance

L23EJ09091

ECHOS
JUDICIAIRES - GIRONDINS

SERVICE PUBLICITÉ

TÉL. 05 56 52 32 13

publicite@echos-judiciaires.com

SO AND SO

Société à responsabilité limitée
Au capital de 1.600 euros
Siège social : 72 rue Fondaudouge
33000 BORDEAUX
450 933 460 RCS BORDEAUX

L'AGE en date du 21/02/2023 a décidé la dissolution anticipée de la société SO AND SO et sa mise en liquidation amiable à compter du même jour.

- Liquidateur : Mme Sophie VAUTHIER, demeurant 1 chemin des Aigrettes - 40600 BISCAROSSE.

- Siège de liquidation : 1 chemin des Aigrettes - 40600 BISCAROSSE.

- Dépôt des actes et pièces au RCS de BORDEAUX.

Pour avis,

Le Liquidateur

L23EJ07954



174 Avenue du Truc
33697 MERIGNAC
Tél : 05 56 12 41 41

SCI DU MARET

Société civile immobilière en liquidation
au capital de 900 euros
Siège social : Rue Edouard Hériot
Résidence Les Acacias -
Entrée E1 - Appt 349 - 33600 PESSAC
Siège de liquidation : 11, rue Lafon -
33400 TALENCE
503 282 469 RCS BORDEAUX

AVIS DE DISSOLUTION ANTICIPEE

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 24/02/2023 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 24/02/2023 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Madame Gaëlle JAUBERT, demeurant 11, rue Lafon - 33400 TALENCE, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 11, rue Lafon - 33400 TALENCE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis, le Liquidateur

L23EJ08566

NOVAVET PARTICIPATIONS

SASU au capital de 5 000 €
Siège social : 8 boulevard Godard
33000 BORDEAUX
RCS de BORDEAUX n°840 567 481

L'assemblée générale extraordinaire du 06/01/2023 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 06/01/2023. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur M. COLASSON Pierre, demeurant 147 boulevard du Président Wilson, 33200 BORDEAUX et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX.

Pour avis
le liquidateur

L23EJ08576

SCI CALVE

Société civile immobilière
au capital de 2000 euros
Siège social : 5 Rue des Genêts
33450 SAINT LOUBES
814 876 488 RCS BORDEAUX

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 31 Décembre 2022, il résulte que :

Les associés ont décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 31 Décembre 2022 et sa mise en liquidation.

L'assemblée générale susvisée a nommé comme liquidateur Monsieur MONSE-GUR Grégory, demeurant 55 Rue Jean de Grailly 33260 LA TESTE, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 5 Rue des Genêts, 33450 SAINT LOUBES, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de BORDEAUX

Mention sera faite au RCS : BORDEAUX

Pour avis,

L23EJ08644



DISSOLUTION ANTICIPEE

Aux termes d'une AGM du 15/12/22, les associés de la société **BX**

COSTEDOAT, SNC au capital de 1.000 € dont le siège social est situé 60 boulevard Pierre 1^{er} 33000 BORDEAUX - 905 378 741 RCS BORDEAUX, ont décidé la dissolution anticipée de la société à compter du même jour et sa mise en liquidation. La société GEE DEVELOPEMENT, dont le siège social est situé 3 rue Joseph de Carayon Latour 33000 Bordeaux, a été nommé en qualité de liquidateur pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au RCS de BORDEAUX. Le siège de la liquidation est fixé sis 60 boulevard Pierre 1^{er} 33000 BORDEAUX, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés. Mention sera faite au RCS de BORDEAUX.

Pour avis,

L23EJ08887

HABI-ECO

Société à Responsabilité Limitée en liquidation au capital de 7 622,45 euros
Siège : Résidence «Les Tilleuls»,
33430 BAZAS
Siège de liquidation : Résidence «Les Tilleuls», 33430 BAZAS
424 047 058 RCS BORDEAUX

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 28/02/2023 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Madame Stéphanie BEZIADE, demeurant 3 Haut de Lajus, Ouest, 33430 CUDOS, pour toute la durée de la liquidation, avec

les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé Résidence les Tilleuls, 33430 BAZAS. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX en annexe au Registre du commerce et des sociétés. Pour avis. Le Liquidateur

L23EJ08975



GROUPE
CAEC
CONSEIL - AUDIT - EXPERTISE COMPTABLE
ARTIGUES - BORDEAUX - LANGON - MERIGNAC

www.groupecaec.fr

PERGALU

SAS en liquidation au capital de 1 000€
Siège social et de liquidation :

46 Rue de Mayes
33240 Cadillac-en-Fronsadais
881 685 457 RCS LIBOURNE

Le 31/12/2022 l'AGE des associés a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 31/12/2022 et sa mise en liquidation amiable. Liquidateur : Franck PHUNG, demeurant au 46 Rue de Mayes, 33240 Cadillac-en-Fronsadais. Siège de la liquidation : 46 Rue de Mayes, 33240 Cadillac-en-Fronsadais. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au GTC de Libourne, en annexe au RCS.

Pour avis

L23EJ09284

CLÔTURES



GROUPE CF
Société d'Expertise Comptable et
Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupcf.com

BOUCHERIE DE LA PRESQU'ILE
Société à Responsabilité Limitée en liquidation

Au capital de 100 euros
Siège social : Les Allées Océanes
71 Avenue de la Mairie
33950 LEGE CAP FERRET
Siège de liquidation : Les Allées Océanes
71 Avenue de la Mairie
33950 LEGE CAP FERRET
792 875 858 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 06/01/2023 au siège de la liquidation, l'associée unique, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Madame Corinne DUPIN, demeurant La Cabane lieu-dit la Bécassière, Boulevard de Cazeaux 33260 LA TESTE DU BUCH, de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et a prononcé la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.

L22EJ09336



GROUPE CF
Société d'Expertise Comptable et
Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupcf.com

DEULEE

Société par actions simplifiée en liquidation

Au capital de 100 euros
Siège social : 16-18 Rue de l'Hermite,
Domaine Eparc Bât A Bureau 111, 33520 BRUGES
Siège de liquidation : 16-18 Rue de l'Hermite,
Domaine Eparc Bât A Bureau 111,
33520 BRUGES
844 357 632 RCS BORDEAUX

AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 01/08/2022 au siège de la liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Yann PINOGES, demeurant 400 Avenue de Verdun, Apt 153, 33700 MERIGNAC, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de Bordeaux, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.

L22EJ12153



GROUPE CF
Société d'Expertise Comptable et
Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupcf.com

PASTEUR LE MONTEIL

Société civile immobilière en liquidation
Au capital de 306 422 euros
Siège social : 214 Avenue Pasteur
33600 PESSAC
Siège de liquidation : 214 Avenue Pasteur
33600 PESSAC
422 429 134 RCS BORDEAUX

AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION

L'Assemblée Générale réunie le 31/01/2023 au 214 Avenue Pasteur 33600 PESSAC a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Marie Pierre PETITVILLE, demeurant 59 Rue Pierre DUHEM 33000 Bordeaux, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de Bordeaux, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

L23EJ04277



SERVICE
ABONNEMENT

TÉL. 05 57 14 07 55

abonnement@echos-judiciaires.com



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable et
Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupcf.com

FLORIC
Société par actions simplifiée en liquidation
Au capital de 15 000 euros
Siège social : 74 Rue des Trois Conils,
33000 BORDEAUX
Siège de liquidation : 74 Rue des Trois
Conils
33000 BORDEAUX
519 728 729 RCS BORDEAUX

AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION

Aux termes d'une décision en date du 31/01/2023 au siège de la liquidation, l'associée unique, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Eric DELAPORTE, demeurant 49 Cours Marc Nouaux, Bât D Appt 209, de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de Bordeaux, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.

L23EJ04651

DOMAINE DU MAYNE SARL au capital de 10 000 euros sis à FRONTENAC

(Gironde) Lieu-dit le Mayne, 504 183 583 au RCS de Bordeaux. L'assemblée générale du 31/12/2022 a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus à la liquidatrice, et a constaté la clôture des opérations de liquidation. Liquidatrice : Mme Martine, Géraldine, Francine CHARLES née PETERS, demeurant à FONTET (Gironde) 95 Impasse du Port, La Halte Nautique. Avis au RCS de Bordeaux L23EJ07920



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable et
Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupcf.com

Marie-Hélène LAPALUS-DIGNAC
SELARL au capital de 30 000 €
Siège social : 43 Rue d'Aviau 33000
BORDEAUX
Siège de liquidation : 20 rue Lebrun 33000
BORDEAUX
791 765 761 RCS BORDEAUX

AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION

Par décision du 26/01/2023, l'associée unique a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Marie-Hélène LAPALUS-DIGNAC demeurant 20 rue Lebrun 33000 BX de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et a prononcé la clôture de la liquidation. Les comptes de liquidation sont déposés au GTC de BORDEAUX en annexe au RCS et la Société sera radiée dudit registre.

L23EJ07994

FRANCE SOLAR SUD SARL au capital de 10 000 € Siège social et siège liquidation : 1 avenue Pierre Loti 33150 Cenon 834 013 898 RCS de Bordeaux L'AGO du 18/01/2023 a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, M. KILICDEMIR Ercan, demeurant 4 route de France 67110 Niederbronn-les-Bains pour sa gestion et l'a déchargé de son mandat, et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du même jour. Les comptes de clôture seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Bordeaux. Radiation au RCS de Bordeaux L23EJ08149



SELARL WILSON COJURI
Cabinet d'Avocats
33 rue Auguste Lamire
Résidence Le Signal
Bâtiment D
33700 MERIGNAC
0556514412
wilsoncojuri@wanadoo.fr

GROUPEMENT FORESTIER DU MENESPLEY

Société Civile en cours de liquidation amiable
Au capital de 22.867,35 €
Dont le siège de la liquidation est situé
122 Avenue de la Libération
33110 LE BOUSCAT
RCS BORDEAUX 317 961 589

AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION

L'Assemblée Générale Extraordinaire des associés réunie le 2 février 2023, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Michel RIGEADE demeurant 122 Avenue de la Libération 33110 LE BOUSCAT de son mandat de liquidateur, donné quitus de sa gestion, décidé de la répartition du produit net et prononcé la clôture de la liquidation à compter de ce jour.

Les comptes du liquidateur ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de Bordeaux.

Pour avis, le liquidateur

L23EJ08188

SAS MERISCIENCE CONSULTING

société par actions simplifiée
à associé unique
Capital social : 2 000 €
Siège social : 2 rue Georges Nègrevergne
33700 Mérignac

Monsieur GRAVELEAU Nicolas demeurant à 45 Rue du Château d'eau 75010 PARIS

Adresse de correspondance : 142 rue Fondaugère - D42 33000 BORDEAUX

Nom et prénom du liquidateur : Monsieur GRAVELEAU Nicolas

808 835 011 RCS BORDEAUX

Clôture de la liquidation :

décision de l'assemblée générale du 30.11.2022] les associés ont donné quitus au liquidateur, l'ont déchargé de son mandat et ont constaté la clôture de la liquidation

Dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation : RCS BORDEAUX.

L23EJ08205



WILSON COJURI
33 rue Auguste Lamire
Résidence Le Signal
Bâtiment D
33700 MERIGNAC
Tél : 05 56 51 44 12
wilsoncojuri@wanadoo.fr

GROUPEMENT FORESTIER DE L'ESTEY

Société Civile en cours de liquidation amiable
Au capital de 64.028,59 €
Dont le siège de la liquidation est situé
122 Avenue de la Libération - 33110 LE
BOUSCAT
RCS BORDEAUX 322720640

AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION

L'Assemblée Générale Extraordinaire des associés réunie le 2 février 2023, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Michel RIGEADE demeurant 122 Avenue de la Libération 33110 LE BOUSCAT de son mandat de liquidateur, donné quitus de sa gestion, décidé de la répartition du produit net

et prononcé la clôture de la liquidation à compter de ce jour.

Les comptes du liquidateur ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de Bordeaux.

Pour avis, le liquidateur

L23EJ08211

SARL IF LEARNING
SARL en liquidation au capital de 2 000 euros
Siège de la liquidation : 296 avenue
Pasteur
Z.A. Les Sables - 33185 LE HAILLAN
804 967 925 RCS BORDEAUX

CLOTURE DE LIQUIDATION

Suivant décisions unanimes du 20/02/2023, la collectivité des associés a approuvé unanimement le compte définitif de liquidation en date du 31/12/2022, déchargé Madame Karine RUVIO-BRETAUD épouse KURZYDLO, demeurant 16 allée Van Gogh - 33160 SAINT AUBIN DE MEDOC, de son mandat de liquidateur, donné à cette dernière quitus de sa gestion et prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la société sera radiée dudit registre.

Pour avis
Le Liquidateur

L23EJ08768



SUD-OUEST EXPERTS CONSEILS

HUBBUB ART

Société par actions simplifiée en liquidation
au capital de 15 000 euros
Siège de la liquidation : 112 cours de la
République
33490 SAINT MACAIRE
882 996 994 RCS BORDEAUX

CLOTURE LIQUIDATION

Suivant décisions unanimes du 28/02/2023, la collectivité des associés a approuvé unanimement le compte définitif de liquidation en date du 08/12/2022, déchargé Madame Sabine BOTELLA demeurant 112 cours de la République - 33490 Saint Macaire, de son mandat de liquidateur, donné à cette dernière quitus de sa gestion et prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la société sera radiée dudit registre.

Pour avis
Le Liquidateur

L23EJ08915

AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION AMIABLE

TABI
Société Civile Immobilière
au capital de 1 200 euros
siège social : 9 rue Ausone
33.000 BORDEAUX
RCS BORDEAUX 849.726.799
Société en liquidation- Liquidateur :
M. Gil ELAD

L'assemblée générale en date du 03 janvier 2023 a approuvé les comptes de liquidation, donné décharge de son mandat au liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion, décidé de la répartition du boni de liquidation et prononcé la clôture de la liquidation amiable le jour même.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de BORDEAUX.

Pour avis,
Le liquidateur

L23EJ09056

SCCV 39 RUE GEORGES MERAN

Société civile au capital de 100 €
Siège social: 111 Avenue de Saint Médard
à EYSINES
RCS BORDEAUX 814 243 788

AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION

L'Assemblée Générale réunie le 28 février 2023 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Ludovic BONAMY de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis

Le Liquidateur

L23EJ09124



GROUPE
CAEC
CONSEIL-AUDIT-EXPERTISE COMPTABLE
ARTISANS-BORDEAUX-LANGON-MERIGNAC

www.groupecaec.fr

PERGALU
SAS en liquidation
au capital de 1 000€
Siège social et de liquidation :
46 Rue de Mayes
33240 Cadillac-en-Fronsadais
881 685 457 RCS LIBOURNE

Le 31/12/2022 l'AGO des associés réunie au 46 Rue de Mayes, 33240 Cadillac-en-Fronsadais a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Franck PHUNG, demeurant au 46 Rue de Mayes, 33240 Cadillac-en-Fronsadais, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du 31/12/2022. Les comptes de liquidation sont déposés au GTC de Libourne, en annexe au RCS et la Société sera radiée dudit registre.

L23EJ09273

LOCATIONS GERANCES



Paquier & associés

TAXI ALLIANCE J&K

Suivant ASSP signé à Bordeaux, le 26/01/23, la société **MOREAU KARINE**, EURL, au capital de 500 euros, sise 7 allée des Mésanges 33650 CABANAC et VILLAGRAINS, immatriculée au RCS de BORDEAUX sous le n° 847 843 703 a donné en location gérance à la société TAXI ALLIANCE J&K, SAS au capital de 500 euros, sise 7 route de Poulet 33550 PAILLET, en cours de formation, l'autorisation de stationnement n°1 de la ville d'AMBARES et LAGRAVE (33440). Cette location gérance a été consentie pour une durée de 12 mois à compter du 01/02/2023 renouvelable par tacite reconduction. Pour avis.

L23EJ07443



SCP Chantal LALANNE -
Marc PERROMAT
60 cours des Fossés
BP 50264
33212 LANGON cedex

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BORDEAUX

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE
LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 21 février 2023)

SARL BORDEAUX EN BOITE, 45 Cours Xavier Arnoz, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 452 782 196. Agence de voyages, négoce de vins en Bag in box et autres boissons - négoce d'emballages. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 10 février 2023, désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536457944

SARL OLYMPNET, 16 Rue d'Andrian, 33290 Blanquefort, RCS BORDEAUX 800 710 469. Nettoyage industriel et particulier, entretien et exécution de petits travaux de réfection (changement d'ampoules, interrupteurs défectueux), arrasage et tonte d'espaces verts dans les Résidences (immeubles collectifs), sous-traitance de travaux plus importants de réfection. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 janvier 2023, désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536457952

SAS WM PARQUET, Avenue de Terrefort, Zone Artisanale de Terrefort, 33520 Bruges, RCS BORDEAUX 842 204 141. Travaux de revêtement des sols et des murs. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 25 janvier 2023, désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536457964

SAS Tech&Change, 26 Rue de Treyguy-Apt A103, 33100 Bordeaux, RCS BORDEAUX 853 213 684. Achat-vente location de matériel multimédia, informatique et téléphonique; la formation non-réglémentée dans lesdits domaines. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 15 mars 2022, désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536457967

SAS BELLIS, 9 Avenue de Saige, 33600 Pessac, RCS BORDEAUX 888 272 754. La collecte, la transformation, la production de produits alimentaires issus d'une agriculture et d'une pratique vertueuse. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 7 février 2023, désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536457972

SAS DIAG AND GO, 12 Allée O Cantelou, 33360 Latresne, RCS BORDEAUX 529 249 955. La réalisation d'analyses physiques, chimiques et autres sur tous types de matériaux et de produits, et notamment le contrôle des caractéristiques et performances physiques de matériaux. la conception, l'édition, le développement, l'exploitation de sites internet et mobiles et la réalisation de prestations de services, dans tous domaines d'activités, permettant notamment la mise en relation entre les Diagnostiqueurs et des particuliers

ou des professionnels, tous types de matériaux et de produits, et notamment le contrôle des caractéristiques et performances physiques de matériaux telles que leur résistance, leur épaisseur, leur durabilité, leur radioactivité, etc. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 janvier 2023, désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536457957

(Jugement du 22 février 2023)

SARL H.E.A.33 HABITAT ENERGIE AMENAGEMENT 33 (H.E.A.33), 18 Platon, 33670 Sadirac, RCS BORDEAUX 384 243 382. Contractant général dans la construction et la rénovation du bâtiment. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 décembre 2022, désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536542915

SAS ALEM, 58 Route de la Barade, 33450 Saint-Sulpice-Et-Cameyrac, RCS BORDEAUX 800 480 956. Fourniture et pose de menuiserie et maîtrise d'œuvre de petits travaux. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 décembre 2022, désignant liquidateur SCP Silvestri-Baujiet 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536542929

SAS ISIK, 16 Rue Camille Pelletan, 2^{ème} Étage, 33150 Cenon, RCS BORDEAUX 814 628 566. Entreprise générale du bâtiment. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 2 février 2023, désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536542933

SAS MARIUS AURENTI NOUVELLE AQUITAINE, 2986 Avenue de Bordeaux, 33127 Saint-Jean-D'Ilac, RCS BORDEAUX 814 566 196. Vente et distribution de produits non alimentaires, exécution de tous travaux de décoration intérieure, organisme de formation. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 27 décembre 2022, désignant liquidateur SCP Silvestri-Baujiet 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536542936

SARL LOKER TP, Allée des Demoiselles, 33170 Gradignan, RCS BORDEAUX 844 031 658. Tout travaux de terrassement, démolition, Dessouchage et de réalisation de chemins d'accès et Vrd. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 février 2023, désignant liquidateur SCP SILVESTRI-BAUJIE, 23 rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536542977

SAS VIT'O BOIS, 180 Avenue Thiers, 33100 Bordeaux, RCS BORDEAUX 879 196 772. Non communiquée. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 16 décembre 2022, désignant liquidateur SCP Sil-

vestri-Baujiet 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536542986

SAS LE PETIT PALMIER, 26 Place de l'Église, 33740 Arès, RCS BORDEAUX 879 668 226. Restauration rapide vente à emporter vente de boissons. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 8 novembre 2022, désignant liquidateur SCP Silvestri-Baujiet 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536542992

SAS CHRISART, 7 Allée de Chartres, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 881 116 107. Découpe laser et fabrication de pièces en vue de leur vente aux particuliers et professionnels. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 15 janvier 2023, désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536542995

SAS SPHINX BUREAU D'ETUDES (SBE), 2 Cours de l'Intendance, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 892 377 482. Non communiquée. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 février 2023, désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536543004

SAS MESELECTION, 143 Rue Fondaudège, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 892 741 729. Non communiquée. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 mai 2022, désignant liquidateur SCP Silvestri-Baujiet 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536543010

SAS FFORMAMPHI, 8 Rue Nègrevergne, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 901 553 313. Formation dans le domaine médical et paramédical au profit de professionnels de santé, des entreprises et des particuliers. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 30 novembre 2022, désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536543013

SARL ROSE OU LILAS, 25 Rue Porte de la Monnaie, 33800 Bordeaux, RCS BORDEAUX 910 034 248. Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour Ces animaux en magasin spécialisé. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 6 février 2023, désignant liquidateur SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536543022

NOTIFICATION DROIT DE PRÉFÉRENCE PARCELLES BOISÉES

En application des dispositions de l'article L.331-19 du Code forestier, les conjoints CHATAIGNE avisent de leur intention de mettre en vente le terrain boisé ci-après désigné dont ils sont propriétaires : Sur la commune de SEMENS (Gironde), les parcelles cadastrées B 0081 Mautret Nord 08 a 40 ca, B 011 Mautret Nord19 a 05 ca, B 0135 A Matalin 05 a 50 ca et sur la commune de VERDELAIS (Gironde), les parcelles cadastrées : A 0444 Au grand bois 05 a 90 ca, A 0454 Au grand bois 05 a 30 ca. Moyennant le prix principal de MILLE TROIS CENT VINGT-QUATRE EUROS (1.324,00 €), payable comptant le jour de la signature de l'acte de vente auquel s'ajoutera la provision sur droits et frais d'un montant approximatif de 660 €. Tout propriétaire d'une parcelle boisée contiguë à ce terrain dispose d'un délai de deux mois à compter de l'affichage en la mairie de SEMENS et de VERDELAIS de cet avis de vente, soit à compter du 03/03/2023, pour faire connaître l'exercice de son droit de préférence aux prix et conditions fixés par le vendeur. Pour les conditions précises de la vente projetée, il est renvoyé à l'affichage en mairie. L'exercice de ce droit doit être notifié, par lettre recommandée avec avis de réception ou par remise contre récépissé, à Maître Chantal LALANNE, notaire, LANGON Cedex (33212), 60 cours des Fossés, BP 50264, dûment mandaté à cet effet par le vendeur. L'absence de réponse dans le délai de deux mois suivant la date d'affichage en mairie équivalra à un refus de l'offre de vente.

L23EJ08105



MAITRE
Hervé LABROUCHE,
Notaire
Etude de Maître LABROUCHE

AVIS DE DEPOT DE TESTAMENT

Par testament olographe du 11 avril 2015, **Madame Liliane Georgette Yvette BOUCHILLOU**, née à BORDEAUX, le 17 juillet 1943, demeurant à BEGLES (33130), Rue Marcel Delattre, veuve de Monsieur Edmond Pierre VALLEE, décédée à BEGLES, le 03 décembre 2021, a institué un ou plusieurs légataires universels. Ce testament a été déposé au rang des minutes de Me Hervé LABROUCHE, suivant procès-verbal en date du 08 février 2023, dont une copie authentique a été reçue par le tribunal judiciaire de BORDEAUX, le 15 février 2023.

Les oppositions sont à former en l'étude de Me Hervé LABROUCHE, notaire à BEGLES (Gironde), notaire chargé du règlement de la succession.
L23EJ08558

AVIS DE DEPOT DE TESTAMENT

«Par testament olographe du 05 juin 2018, **Madame Raymonde**

BARBEYROL, née à EYMET, le 15 juillet 1938, demeurant à PESSAC (33600), 8 rue Bossuet, célibataire, décédée à PESSAC, le 27 décembre 2022, a institué un légataire universel. Ce testament a été déposé au rang des minutes de Me Daniel CHAMBARIERE, suivant procès-verbal en date du 24 février 2023, dont une copie authentique a été reçue par le tribunal judiciaire de BORDEAUX.

Les oppositions sont à former en l'étude de Me CHAMBARIERE, notaire à BORDEAUX, 8 Cours de Gourgue, notaire chargé du règlement de la succession.
L23EJ08982

(Jugement du 21 février 2023)

SARL LAGO CAPITAL, 6 Rue de la Zone Artisanale Pico, 33160 Saint-Médard -En-Jalles, RCS BORDEAUX 483 498 010. Conseils gestion de participations holding. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 6 janvier 2023 désignant mandataire judiciaire Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536457947

SARL ARCHI LARDEAU, 25 Avenue de Douaumont, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 892 596 107. Exercice de la profession d'architecte. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 31 janvier 2023 désignant mandataire judiciaire Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536457975

(Jugement du 22 février 2023)

SNC FONCIERE FT RP, 2 Cours de l'Intendance, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 490 689 064. Prise à bail, administration, exploitation par bail de tous biens immobiliers. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 9 février 2023 désignant administrateur SCP Cbf Associés 58 Rue Saint Genès 33000 Bordeaux et la SELARL AJASSOCIES, 10/12 allées Pierre de Coubertin 78000 VERSAILLES ; avec les pouvoirs : assistance , mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux et la SELARL EKIP, 2 rue de Caudéran 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536543025

SNC FONCIERE FT MARSEILLE, 2 Cours de l'Intendance, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 490 660 198. Prise à bail, administration, exploitation par bail de tous biens immobiliers. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 17 février 2023 désignant administrateur SCP Cbf Associés 58 Rue Saint Genès 33000 Bordeaux et la SELARL AJASSOCIES, 10/12 allées Pierre de Coubertin 78000 VERSAILLES ; avec les pouvoirs : assistance , mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux et la SELARL EKIP, 2 rue de Caudéran 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536542942

SAS BASPYC, 16 Allée Charles Perrault, 33470 Gujan-Mestras, RCS BORDEAUX 821 358 520. Restaurant. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 31 janvier 2023 désignant mandataire judiciaire SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536542945

SARL GIRONDE TRANSPORTS EXPRESS (GTEX), 1 Rue du Courant, Immeuble le Delta, 33310 Lormont, RCS BORDEAUX 829 244 102. Transport public routier de marchandises, et / ou loueur de véhicules industriels avec conducteur destinés au transport de marchandises

au moyen de véhicules de tout tonnage, et commissionnaire de transport. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 31 août 2022 désignant mandataire judiciaire SCP Silvestri-Baujet 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536542948

SCI GAMBETTA REVIVAL 2, 2 Cours de l'Intendance, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 830 490 447. Acquisition et gestion immobilière. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 14 février 2023 désignant administrateur SCP Cbf Associés 58 Rue Saint Genès 33000 Bordeaux et la SELARL AJASSOCIES, 10/12 allées Pierre de Coubertin 78000 VERSAILLES ; avec les pouvoirs : assistance , mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux et la SELARL EKIP, 2 rue de Caudéran 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536542956

SAS TACOS ONE, Avenue Carnot 4 Pavillons, Centre Commercial Rive Droite, 33310 Lormont, RCS BORDEAUX 835 323 619. Restauration rapide, restauration sur place (sans vente de boisson alcoolisée), vente à emporter, livraison. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 31 janvier 2023 désignant mandataire judiciaire SELARL Philae 123 Avenue Thiers 33100 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536542959

SNC BOULOGNE REINE 74, 2 Cours de l'Intendance, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 833 428 691. Acquisition, prise à bail et exploitation de tous biens immobiliers, location, construction, cession d'immeubles, marchand de biens. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 9 février 2023 désignant administrateur SCP Cbf Associés 58 Rue Saint Genès 33000 Bordeaux et la SELARL AJASSOCIES, 10/12 allées Pierre de Coubertin 78000 VERSAILLES ; avec les pouvoirs : assistance , mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux et la SELARL EKIP, 2 rue de Caudéran 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536542974

SNC TERNES IMMOBILIER, 2 Cours de l'Intendance, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 849 029 137. Acquisition, prise à bail et exploitation de tous biens immobiliers. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 17 février 2023 désignant administrateur SCP Cbf Associés 58 Rue Saint Genès 33000 Bordeaux et la SELARL AJASSOCIES, 10/12 allées Pierre de Coubertin 78000 VERSAILLES ; avec les pouvoirs : assistance , mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux et la SELARL EKIP, 2 rue de Caudéran 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536542983

SAS BORDEAUX GAMBETTA INVESTMENT, 2 Cours de l'Intendance, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 879 677 656. Prise de participations par tous moyens dans toutes sociétés ou groupements, gestion des participations, ingén-

ierie financière, étude, création, mise en valeur, organisation, exploitation, direction, financement, contrôle de toutes affaires ou entreprises commerciales, industrielles, mobilières ou financières, octroi de toutes garanties et tous prêts pour l'accomplissement d'une société ou groupement quelconque, émission emprunts obligataires et constitution de garanties ou groupements, gestion des participations, ingénierie financière, étude création, mise en valeur, organisation, exploitation, direction, financement, contrôle de toutes affaires ou entreprises commerciales, industrielles, mobilières ou financières, octroi de toutes garanties et tous prêts pour l'accomplissement d'une société ou groupement quelconque, émission emprunts obligataires et constitution de garanties. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 17 février 2023 désignant administrateur SCP Cbf Associés 58 Rue Saint Genès 33000 Bordeaux et la SELARL AJASSOCIES, 10/12 allées Pierre de Coubertin 78000 VERSAILLES ; avec les pouvoirs : assistance , mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux et la SELARL EKIP, 2 rue de Caudéran 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536542989

SNC GAMBETTA REVIVAL 7, 2 Cours de l'Intendance, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 881 756 944. Acquisition, prise à bail et exploitation de tous biens immobiliers, marchand de biens, location, construction, cession d'immeubles. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 17 février 2023 désignant administrateur SCP Cbf Associés 58 Rue Saint Genès 33000 Bordeaux et la SELARL AJASSOCIES, 10/12 allées Pierre de Coubertin 78000 VERSAILLES ; avec les pouvoirs : assistance , mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux et la SELARL EKIP, 2 rue de Caudéran 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536543007

tin 78000 VERSAILLES ; avec les pouvoirs : assistance , mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux et la SELARL EKIP, 2 rue de Caudéran 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536542998

SARL EXPLOITATION GA.ANDREA, 76 Avenue du Lac, 33990 Hourtin, RCS BORDEAUX 882 205 586. Activités de Bûcheronnage mécanisé et manuel, activités de débardage. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 17 novembre 2022 désignant mandataire judiciaire SELARL Ekip, 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536543001

ARELLANO CANOVAS Vanesa, 7 Allée de Chartres, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 807 386 297. Travaux De Plâtrerie Travaux De Revêtement Des Sols Et Des Murs Installation Électrique. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 10 novembre 2022 désignant mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.
13302536543007

ECHOS
JUDICIAIRES - GIRONDINS
JOURNAL D'INFORMATIONS JUDICIAIRES ET LÉGALES

SE CHARGENT DE VOS
**APPELS D'OFFRES &
AVIS D'ENQUÊTE**

WWW.ECHOS-JUDICIAIRES.COM

CARRIERE André Barthélémy, 12 Impasse de la Gravette, 33125 Louchats, RM 412 079 709. Couverture Zinguerie Travaux De Charpente. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536369963

SARL E SYSTEME TRAVAUX, 16 Rue du 8 Mai 1945, 33150 Cenon, RCS BORDEAUX 799 885 447. Etanchéité bardage Dale sur plot. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536369965

SARL ABORAH, 19-21 Rue du Commandant Cousteau, 33100 Bordeaux, RCS BORDEAUX 801 066 028. En France et dans tous pays: ingénierie, services, conseil, négoce et formation en : ingénierie et services en technologies de l'information et économie numérique, vente Logicielles et matérielles, négoce, import, export; formation en technologies de l'information et en management de projets. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536369968

SAS UNIMOTORS CARS GIRONDE, Zone Artisanale de Tresses Mélaç, 33370 Tresses, RCS BORDEAUX 482 877 529. Mécanique, Carrosserie, achat et vente de véhicules, carrosserie, tôlerie. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536369971

SAS SASU CALLIOPE CONSULTING, 4 Rue René Martrenchar, 33150 Cenon, RCS BORDEAUX 811 404 243. Prestation de tous services de développement commercial et de communication des entreprises. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536369974

SAS RM CONSTRUCTION, 2 Rue du 8 Mai 1945, 33320 Eysines, RCS BORDEAUX 814 057 436. Maçonnerie, gros oeuvre et tous travaux de bâtiment. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536369977

SARL FLV PRO IMMO, Rond-Point de Beausejour, Lieu-Dit la Lande, 33450 Saint-Loubes, RCS BORDEAUX 821 215 050. Agence immobilière : transactions sur immeubles et fonds de commerce. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536369980

SAS GoApps, 214 Boulevard de la Plage, 33120 Arcachon, RCS BORDEAUX 822 740 403. Recherche-développement en ingénierie et technologie. participation à des programmes de recherche. conception et fabrication (sous Traitance) d'objets technologiques. conception et réalisation de logiciels. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536369983

BARREIRA MARQUES Ezequiel, 8q Rue Mermoz, Logement 8c, Margaux, 33460 Margaux Cantenac. Travaux De Maçonnerie Générale Et Gros Oeuvre Du Bâtiment. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536369986

SAS ISENC, 168 Rue Saint-François Xavier, 33170 Gradignan, RCS BORDEAUX 828 153 866. Non communiquée. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536369988

SARL PBC, 16 Rue d'Artois, Centre Commercial Cap de Bos, 33600 Pessac, RCS BORDEAUX 829 751 924. Boulangerie viennoiserie pâtisserie confiserie traiteur. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536369991

SARL WEST COAST RIDERS, 16 Rue du Temple, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 753 790 674. Vente de vêtements, articles de mode, chaussures, articles de décoration. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536369994

SAS DUB Ô JARDIN, 90 le Mayne, 33113 Orignè, RCS BORDEAUX 831 582 754. Entretien et création parcs et jardins avec terrassement et maçonnerie, conception, architecte-paysagiste, taille des arbres, horticulteur et pépiniériste. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536369997

SASU LK CONSTRUCTION, 5 Allée de Tourny, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 832 387 708. Travaux de maçonnerie générale et de gros oeuvre. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536370000

SAS BOCAUNOMIE France, 168 Rue Saint-François Xavier, 33170 Gradignan, RCS BORDEAUX 832 998 330. Traitement, fabrication de conserves et de plats à emporter, tout type de restauration, conseil, formations, location gérance et organisation d'évènementiel. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536370003

SAS LKS CONSULTING, 552 Allée d'Ayguemortes, 33980 Audenge, RCS BORDEAUX 833 568 066. Missions de conseil et d'ingénierie sur tous projets, études plans recherche concernant les activités liées à l'industrie et aux services. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536370006

SAS NCIS-TV, 1bis Allée Pasteur, 33510 Andernos-les-Bains, RCS BORDEAUX 833 770 662. Régie de communication. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536370009

SAS BASSIN DES ARTS & PROJETS (B.A.P.), 11 Allée des Arbousiers, 33138 Lanton, RCS BORDEAUX 837 773 027. Bureau d'étude, conseils pour les affaires et la gestion. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536370012

SARL LA CAVE DE VIGNES EN VIGNES, 6 Rue de la Boétie, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 840 765 622. Cave à vins, épicerie fine, achat et vente de vins, petite dégustation, commerce de détail, organisation d'évènements. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536370015

SARL MK'NAGA, 137 Rue Nationale, 33240 Saint-André-de-Cubzac, RCS BORDEAUX 841 845 043. Vente de meubles, peintures et objets de décoration de la maison. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536370018

SARL PHENIX ENERGIE, Avenue du Médoc, Parc Laseris 1-Bâtiment Sonora, 33114 le Barp, RCS BORDEAUX 844 475 855. Création de Leads. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536370020

SAS SENA CONSTRUCTIONS, 4 Rue François Villon, 33150 Cenon, RCS BORDEAUX 849 451 885. Maçonnerie générale, tout type de second oeuvre. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536370023

SAS ASLAN AUTO, 14 Avenue Descartes, Parc d'Activités Sud, 33370 Artigues-Près-Bordeaux, RCS BORDEAUX 849 708 391. Mécanique auto et activités connexes. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536370026

SARL ENR & CO SUD, Avenue du Médoc, Parc Laseris 1-Bâtiment Sonora, 33114 le Barp, RCS BORDEAUX 844 554 345. Achat, vente, commercialisation sous toutes ses formes et par tous moyens aux particuliers et aux professionnels de panneaux solaires, et plus généralement de matériels et matériaux dans le domaine de l'aérothermie des énergies Renouvelables et de tous produits relatifs aux économies et à la production d'énergie. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536370028

SARL UNLEE MERIGNAC, 1b Rue Gabriel Péri, 33700 Mérignac, RCS BORDEAUX 851 112 235. Institut de beauté. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536370031

DA SILVA Pedro, Manuel, 23 Rue François Coppée, 33200 Bordeaux, RM 450 065 057. Revêtement Des Sols Et Des Murs-Photographie. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536370034

SAS 363 IMMO, 363 Avenue Thiers, 33100 Bordeaux, RCS BORDEAUX 882 933 773. Transactions sur immeubles et fonds de commerce. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536370036

SARL Ambiance Création Frères, 9 a Route du Val de l'Eyre, 33770 Salles, RCS BORDEAUX 883 918 203. Rénovation, aménagement d'intérieurs, plâtrerie, menuiserie, électricité, plomberie, peinture, carrelage, revêtements durs et souples, travaux de voirie. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536370039

SAS RESEAU INFORMATIQUE TELEPHONIE ET TELECOMMUNICATIONS (R I 2 T), 4 Voie Romaine, Espace France Bâtiment H, 33610 Canéjan, RCS BORDEAUX 341 405 199. Maintenance informatique, vente, formation, conseil toutes activités connexes. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

13302536369915

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BORDEAUX

Par jugement en date du 24 Février 2023 Le Tribunal, Prononce l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire à l'égard de :

Madame Mylène PRADEAU née SARFATI Profession : Agent commercial 39 hameau de Perrin 33370 TRESSES Entrepreneur individuel RSAC : 894 676 394 SIRET: 894 676 394 00014

Fixe provisoirement au 17 Octobre 2022 la date de cessation de paiements.

Nomme la SCP SILVESTRI-BAUJET, 23 rue du Chai des Farines - 33000 BORDEAUX, en qualité de mandataire judiciaire et désigne Me SILVESTRI pour la représenter dans l'accomplissement du mandat qui lui est confié. Fixe à douze mois le délai dans lequel Me SILVESTRI devra établir la liste des créances déclarées conformément à l'article L 624-1 du code de commerce. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains de Me SILVESTRI dans le délai de DEUX MOIS de la publication du jugement d'ouverture au BODACC ou sur le portail électronique à l'adresse

<http://www.creditors-services.com>

L23EJ08401



POUR RECEVOIR
LE SERVICE REGULIER DE
NOTRE JOURNAL

ABONNEZ-VOUS !

SERVICE ABONNEMENT

TÉL. 05 57 14 07 55

ABONNEMENT@ECHOS-JUDICIAIRES.COM

MANDATAIRES ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES

REDRESSEMENTS/LIQUIDATIONS



BORDEAUX MANDATAIRES JUDICIAIRES - BMJ

**SELARL PHILAE
MANDATAIRES JUDICIAIRES**
123 AVENUE THIERS 33100 BORDEAUX



**À VENDRE
FONDS DE COMMERCE
DE COIFFURE «EMY.B»**
à BORDEAUX (33000)
168 cours de l'Argonne
Local de 68 m2
Loyer mensuel : 1.500 €

Offres à adresser à SELARL PHILAE, 123 avenue Thiers à Bordeaux (33100) Fax : 05 56 79 09 65 - contact@philaemj.fr
Réf : 7928

DESCRIPTIF ET PIÈCES SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM



REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SELARL EKIP' - MANDATAIRES JUDICIAIRES
2 RUE DE CAUDÉRAN, BP 20709
33007 BORDEAUX CEDEX



**À VENDRE
FONDS DE COMMERCE
D'OPTIQUE LUNETTERIE
ORTHOPTIE
A CENON (33150)**

Les offres devront impérativement être adressées auprès de la SELARL EKIP', prise en la personne de Me Christophe MANDON, 2 rue de Caudéran, BP 20709 - 33007 Bordeaux **avant le 17-03-2023 à 12h**

Les pièces du dossier ne seront accessibles qu'après communication par courriel de l'attestation de confidentialité dûment paraphée et librement téléchargeable sur le site : www.ekip.eu Onglet : «cession d'actif»
Référence : 43249

Coordonnées de la personne en charge du dossier : cecile.kollen@ekip.eu

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

ECHOS
JUDICIAIRES - GIRONDINS

SE CHARGENT DE VOTRE PUBLICITÉ LA PARUTION DANS NOTRE JOURNAL TOUS LES VENDREDIS



**POUR VOTRE
COMMUNICATION PUBLICITAIRE**

Tél. 05 56 52 32 13
publicite@echos-judiciaires.com

REDRESSEMENTS/LIQUIDATIONS



BORDEAUX MANDATAIRES JUDICIAIRES - BMJ

**SELARL PHILAE
MANDATAIRES JUDICIAIRES**
123 AVENUE THIERS 33100 BORDEAUX



**À VENDRE
FONDS DE COMMERCE
DE SALON DE THE AVEC
ESPACE DE COWORKING**
à LORMONT (33310)
3 Quai Numa Sensine
Bail tous commerces - 148 m²
Loyer 1.000 €/mois TTC

Offres à adresser à SELARL PHILAE, 123 avenue Thiers à Bordeaux (33100) Fax : 05 56 79 09 65 - contact@philaemj.fr
Réf : 7922

DESCRIPTIF ET PIÈCES SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

WWW.ECHOS-JUDICIAIRES.COM

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SELARL EKIP' – MANDATAIRES JUDICIAIRES
2 RUE DE CAUDÉRAN, BP 20709
33007 BORDEAUX CEDEX

**À VENDRE
FONDS DE COMMERCE**
**Centre esthétique, épilation définitive et
rajeunissement cutané**
A BORDEAUX (33)
1 quai Armand Lalande

Les offres devront impérativement être déposée auprès de M. Le Juge-Commissaire près le Tribunal de Commerce de Bordeaux, Place de la Bourse à Bordeaux (33000) lors de son audience qui se tiendra **le 15-03-2023 à 9h**

Les pièces du dossier ne seront accessibles qu'après communication par courriel de l'attestation de confidentialité dûment paraphée et librement téléchargeable sur le site : www.ekip.eu Onglet : «cession d'actif»

Référence : 43096

Coordonnées de la personne en charge du dossier : cecile.kollen@ekip.eu

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SELARL EKIP' – MANDATAIRES JUDICIAIRES
2 RUE DE CAUDÉRAN, BP 20709
33007 BORDEAUX CEDEX



**À VENDRE
FONDS DE COMMERCE**
Centre esthétique, épilation définitive et rajeunissement cutané
A BORDEAUX (33)
91 rue du loup

Les offres devront impérativement être déposée auprès de M. Le Juge-Commissaire près le Tribunal de Commerce de Bordeaux, Place de la Bourse à Bordeaux (33000) lors de son audience qui se tiendra **le 15-03-2023 à 9h**

Les pièces du dossier ne seront accessibles qu'après communication par courriel de l'attestation de confidentialité dûment paraphée et librement téléchargeable sur le site : www.ekip.eu Onglet : «cession d'actif»

Référence : 43096

Coordonnées de la personne en charge du dossier : cecile.kollen@ekip.eu

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SELARL EKIP' – MANDATAIRES JUDICIAIRES
2 RUE DE CAUDÉRAN, BP 20709
33007 BORDEAUX CEDEX

**À VENDRE
FONDS DE COMMERCE**
**Isolation thermique par
l'extérieur, pose et réparation
d'enduit, de revêtements
de murs, bardage, sablage,
rejointement**
A SAINT-LOUBES (33450)
17 rue des Fougères
ZI de la Lande



Les offres devront impérativement être adressées à M. Le Juge-Commissaire au cours de son audience qui se tiendra **le 15-03-2023 à 9h** au Tribunal de Commerce de Bordeaux (Place de la Bourse)

Les pièces du dossier ne seront accessibles qu'après communication par courriel de l'attestation de confidentialité dûment paraphée et librement téléchargeable sur le site : www.ekip.eu Onglet : «cession d'actif»

Référence : 43168

Coordonnées de la personne en charge du dossier : anne.lancon@ekip.eu

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

REDRESSEMENTS / LIQUIDATIONS



SELARL EKIP' – MANDATAIRES JUDICIAIRES
2 RUE DE CAUDÉRAN, BP 20709
33007 BORDEAUX CEDEX



**À VENDRE
FONDS DE COMMERCE
DE FLEURISTE**
A LA-TESTE-DE-BUCH (33)

Les offres devront impérativement être adressées auprès de la SELARL EKIP', prise en la personne de Me Christophe MANDON, 2 rue de Caudéran, BP 20709 - 33007 Bordeaux **avant le 15-03-2023 à 12h**

Les pièces du dossier ne seront accessibles qu'après communication par courriel de l'attestation de confidentialité dûment paraphée et librement téléchargeable sur le site : www.ekip.eu Onglet : «cession d'actif»

Référence : 43197

Coordonnées de la personne en charge du dossier : cecile.kollen@ekip.eu

DESCRIPTIF SUR LE SITE WWW.MJ-SO.COM

AGENDA

DE MARS 2023

MERCREDI 15 MARS

- **Impôt sur les sociétés** : télépaiement de l'acompte d'impôt sur les sociétés. Chaque acompte trimestriel est en principe égal à 25 % de l'impôt dû. Aucun acompte n'est à verser lorsque le montant de l'impôt est inférieur à 3 000 euros.

Rappelons qu'à compter de 2023, le taux réduit de 15 % s'applique jusqu'à 42 500 euros de bénéfice imposable (contre 38 120 antérieurement).

- **Employeurs de moins de 50 salariés** : déclaration sociale nominative (DSN) sur le site net-entreprises.fr et télépaiement des cotisations sociales sur les salaires de février payés en janvier ou février.

SAMEDI 25 MARS

- **Employeurs de plus de 9 salariés et employeurs de 9 salariés au plus ayant opté pour le paiement mensuel** : paiement des cotisations de retraite complémentaire Agirc-Arrco sur les salaires de février 2023.

DIMANCHE 26 MARS

- Passage à l'**heure d'été** : à 2 heures du matin, ajouter une heure.

VENDREDI 31 MARS

- Obligation d'information des cautions. Les créanciers professionnels doivent faire connaître à la caution personne physique le montant du principal de la dette, des intérêts et autres accessoires restant dus au 31 décembre de l'année précédente.

Il doit également rappeler à la caution personne physique le terme de son engagement, ou sa faculté de résiliation à tout moment si le cautionnement est à durée indéterminée, les conditions dans lesquelles la résiliation peut être exercée devant aussi être précisées.

En cas de manquement à cette information, le créancier perd les intérêts échus entre deux informations effectuées. Cette obligation s'applique aussi au cautionnement souscrit par une personne morale envers un établissement de crédit ou une société de financement en garantie d'un concours financier accordée à une entreprise (Code civil, article 2302).

DATES VARIABLES

- Télèglement de la **TVA** afférente aux opérations de février.

- **TVA au régime des acomptes provisionnels** : télépaiement de l'acompte afférent aux opérations de février.

JOURS OUVRABLES :
27 JOURS

JOURS OUVRÉS :
FERMETURE SAM. ET DIM.
23 JOURS
FERMETURE DIM. ET LUNDI
23 JOURS

INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX		
	EN NIVEAU	ÉVOLUTION ANNUELLE EN %
2021 T2	118,41	+ 2,59 %
2021 T3	119,7	+ 3,46 %
2021 T4	118,59	+ 2,42 %
2022 T1	120,61	+ 3,32 %
2022 T2	123,65	+ 4,43 %
2022 T3	126,13	+ 5,37 %

source : INSEE

Selon la Loi 2014-626 du 18 juin 2014 (article 9) qui modifie l'article L145-34 du Code de commerce, deux indices peuvent être utilisés pour la révision des baux commerciaux :

- l'indice des loyers commerciaux pour les activités commerciales ou artisanales ;

- l'indice des loyers des activités tertiaires pour les activités autres que commerciales.

SÉCURITÉ SOCIALE	
PLAFOND MENSUEL	
2023 : 3 666 €	
Le nouveau montant du plafond est valable toute l'année, le gouvernement ayant décidé de fixer désormais un seul plafond par an (43 992 €)	

BARÈME KILOMÉTRIQUE 2022			
VOITURES	DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL		
PUISSANCE FISCALE	JUSQU'À 5 000 KM	DE 5 001 À 20 000 KM	AU-DELÀ DE 20 000 KM
3 CV	d x 0,502	(d x 0,3) + 1 007 €	d x 0,35
4 CV	d x 0,575	(d x 0,323) + 1 262 €	d x 0,387
5 CV	d x 0,603	(d x 0,339) + 1 320 €	d x 0,405
6 CV	d x 0,631	(d x 0,355) + 1 382 €	d x 0,425
7 CV et plus	d x 0,661	(d x 0,374) + 1 435 €	d x 0,446
VÉLO-MOTEUR	DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL		
CYLINDRÉE	JUSQU'À 2 000 CM ³	DE 2 001 À 5 000 CM ³	AU-DELÀ DE 5 000 CM ³
moins de 50 cm ³	d x 0,272	(d x 0,064) + 416 €	d x 0,147
MOTOS	DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL		
PUISSANCE	JUSQU'À 3 000 KM	DE 3 001 À 6 000 KM	AU-DELÀ DE 6 000 KM
1 ou 2 CV	d x 0,341	(d x 0,085) + 768 €	d x 0,213
3, 4 ou 5 CV	d x 0,404	(d x 0,071) + 999 €	d x 0,237
plus de 5 CV	d x 0,523	(d x 0,068) + 1 365 €	d x 0,295

INDICE DES PRIX			
(BASE 100 EN 2015 À PARTIR DE 2016) CE CHANGEMENT DE BASE N'AFFECTE EN RIEN LE NIVEAU DE L'INDICE ET SON ÉVOLUTION			
	JANVIER 2022	JANVIER 2023	AUGMENTATION SUR UN AN
INDICE D'ENSEMBLE	108,12	114,60	+ 6 %
INDICE HORS TABAC	107,30	113,86	+ 6,1 %
INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS - IRL			
TRIMESTRE DE RÉFÉRENCE	IRL DES LOYERS		VARIATION ANNUELLE EN %
2 ^e TRIMESTRE 2022	135,84		+ 3,6 %
3 ^e TRIMESTRE 2022	136,27		+ 3,49 %
4 ^e TRIMESTRE 2022	13,26		+ 3,5 %
SMIC			
HORAIRE	MENSUEL (35 H)		
11,27 €	1 709,28 €		

TENDANCES BOURSE



**SÉBASTIEN
HÉNIN**

Directeur de la Gestion Privée
Alienor Capital

INDICES ACTIONS							
	Dernier cours	Variation depuis			Extrêmes 2023		Pays
		1 mois	le 31/12	1 an	+ haut	+ bas	
CAC 40	7 276,23	2,5%	12,4%	9,3%	7 366,16	6 594,57	France
SBF 120	5 572,93	2,4%	12,1%	8,0%	5 637,12	5 063,88	France
EURO STOXX 50	4 242,55	1,5%	11,8%	8,1%	4 297,24	3 856,09	Europe
S&P 500	3 984,23	-2,1%	3,8%	-8,9%	4 179,76	3 808,10	USA
NASDAQ 100	12 052,04	-0,9%	10,2%	-15,4%	12 803,14	10 741,22	USA
FOOTSIE 100	7 877,16	1,4%	5,7%	5,6%	8 014,31	7 451,74	Royaume-Uni
DAX 30	15 379,93	1,5%	10,5%	6,4%	15 533,64	14 069,26	Allemagne
SMI	11 098,35	-2,1%	3,4%	-7,4%	11 435,99	10 729,40	Suisse
NIKKEI	27 445,56	0,2%	5,2%	3,5%	27 696,44	25 716,86	Japon
SSE COMPOSITE	3 279,61	0,5%	6,2%	-5,3%	3 306,52	3 089,26	Chine

VALEURS RÉGIONALES							
	Dernier cours	Variation depuis			Extrêmes 2023		Rendement 2022
		1 mois	le 31/12	1 an	+ haut	+ bas	
AEIS FARMA	14,20	2,5%	4,9%	6,9%	14,28	13,54	-
AIR MARINE	1,07	0,0%	0,0%	-33,1%	1,07	1,07	-
ASHLER ET MANSON	4,10	-3,3%	-9,7%	81,8%	4,58	4,10	0,7%
BLUE SHARK PS	3,78	0,0%	0,0%	N/A	3,78	3,78	-
CERINNOV GROUP	1,90	37,6%	66,6%	33,7%	2,32	1,12	-
CHEOPS TECHNOLOGY	66,50	6,4%	13,7%	-1,6%	66,50	54,00	2,2%
DOCK.PETR.AMBES AM	490,00	2,5%	3,4%	11,7%	490,00	458,00	6,8%
EAUX DE ROYAN	77,00	-6,1%	-6,7%	-12,7%	83,00	77,00	8,3%
EUROPLASMA	1,60	403,5%	128,8%	-99,7%	2,38	0,32	-
FERMENTALG	1,52	0,5%	-0,1%	-42,0%	1,66	1,50	-
GASCOGNE	4,30	-2,5%	-3,8%	38,7%	4,48	4,02	-
GPE BERKEM	6,97	23,4%	44,0%	-23,6%	6,97	4,95	0,9%
GPE PAROT (AUTO)	2,12	11,0%	-0,9%	-9,0%	2,21	1,91	-
HYDROGENE DE FRANCE	21,25	-2,5%	1,7%	-15,7%	22,70	19,74	-
HUNYVERS	14,15	3,3%	19,4%	17,9%	14,85	11,90	-
I.CERAM	10,40	-1,0%	2,0%	-18,8%	13,95	9,60	-
I2S	6,15	-1,6%	0,8%	15,1%	6,30	5,85	2,3%
IMMERSION	3,60	-17,4%	40,6%	-27,7%	4,60	2,75	-
IMPLANET	0,18	2,9%	7,7%	-40,9%	0,19	0,17	-
KLARSEN DATA	1,66	6,7%	8,1%	-28,9%	1,88	1,47	-
LECTRA	35,30	-9,8%	0,3%	-15,1%	40,70	34,45	1,4%
LEGRAND	87,60	5,6%	17,1%	5,4%	89,52	75,22	2,2%
MULTIMICROCLOUD	0,35	-12,9%	-12,5%	-50,7%	0,44	0,35	-
O SORBET D'AMOUR	1,46	-26,3%	20,7%	-36,0%	1,99	1,20	-
OENEO	15,00	5,3%	7,1%	14,1%	15,20	13,90	2,0%
POUJOLAT	29,40	-2,0%	5,8%	57,5%	32,60	27,80	0,8%
SERMA TECH.	430,00	0,0%	0,0%	9,7%	430,00	428,00	3,4%
UV GERMI	3,85	5,5%	16,7%	-10,9%	4,20	3,40	-
VALBIOTIS	4,33	0,9%	20,3%	-20,8%	4,44	3,59	-



**GESTION PRIVÉE, GRANDS MANDATS
ET GESTION DE FONDS**

18 allées d'Orléans, 33000 Bordeaux – Tel : **05 56 81 17 22**
www.alienorcapital.com

Sources : Euronext, Banque de France, CPoR

« Les renseignements inclus au présent avis ne constituent en aucune sorte une offre, sollicitation ou recommandation d'achat ou de vente, de placement ou d'engagement dans toute autre transaction. Aucune information contenue ou à laquelle il est fait référence dans cet avis ne peut être considérée comme créatrice de droits ou d'obligations. »

V O L V O

FREINEZ POUR MIEUX AVANCER.

À PARTIR DE 390€/MOIS (1)

1^{er} loyer de 5000€ - LLD 36 mois(1)

VOLVO XC40 | MICRO-HYBRIDE



SOUS CONDITIONS DE REPRISE (2) | ENTRETIEN ET GARANTIE INCLUS (3)

(1) Exemple de Location Longue Durée pour un XC40 ESSENTIAL B3 micro-hybride essence neuf pour 30 000 km, 1^{er} loyer de 5 000 € puis 35 loyers de 390 €. (2) Offre valable dans le cadre de la reprise de votre véhicule par votre concessionnaire suivant l'évaluation proposée. (3) Prestations de Arval Service Lease Entretien-Maintenance et extension de garantie un an au-delà garantie constructeur incluses. Offre réservée aux particuliers dans le réseau participant, valable jusqu'au 31/03/2023, sous réserve d'acceptation par Arval Service Lease, 352 256 424 RCS Paris. N° ORIAS : 07 022 411 (www.orias.fr). Détails sur www.volvocars.fr.

Modèle présenté : VOLVO XC40 B3 PLUS avec options, 1^{er} loyer de 5 000 € puis 35 loyers de 510 €.

Cycle mixte WLTP Volvo XC40 micro-hybride :

Consommation (L/100 km) : 6.5 - 7.3 - CO₂ rejeté (g/km) : 150-166.

Données en cours d'homologation.

VOLVOCARS.FR



RCS 407 511 658

Pensez à Covoiturer. #SeDéplacerMoinsPolluer



VOLVO SIPA AUTOMOBILES BORDEAUX

MÉRIGNAC - LORMONT